7 rue Georges Charpak –
38300 BOURGOIN-JALLIEU

Projet d'ombrières agrivoltaïques sur la commune de Beyssenac (19)

DOSSIER D'EXAMEN AU CAS PAR CAS



14 octobre 2025

CORIEAULYS
Environnement & Paysage

Date	Version	Rédacteurs	Relecture - validation
Juin 2025	1	Corieaulys Victoria Démettre (Chargée d'études environnement)	Virginie Bichon (Chef de projet, cogérante)
Septembre 2025	2 Document de travail	Corieaulys: Marie-Laure Wasier (Chargée d'affaires environnement)	
Septembre 2025	3	Corieaulys: Marie-Laure Wasier (Chargée d'affaires environnement)	
Octobre 2025	4	Corieaulys: Marie-Laure Wasier (Chargée d'affaires environnement)	

Sauf mention contraire, l'ensemble des prises de vue proposées dans ce dossier a été réalisé par Corieaulys (© Corieaulys).

Toute représentation ou reproduction faite, sans le consentement de Corieaulys, du texte ou de la méthodologie, intégrale ou partielle, et hors du cadre des nécessités de la présente étude d'impact, est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L.122-4). Cela constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal.

Ce document est à imprimer au format A3 paysage afin de garantir la lisibilité des différentes illustrations.

SOMMAIRE

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS 5
PARTIE A. PRÉAMBULE 6
A.I. Objet du dossier d'examen au cas par cas 6
A.II. Situation géographique et administrative de la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) du projet soumis à examen au cas par cas 6
A.III. Contexte historique de l'occupation du sol sur la ZIP et ses abords 8
A.IV. Le contexte de la filière photovoltaïque 9
A.IV.1. Le développement photovoltaïque en région Nouvelle-Aquitaine et dans le département de la Corrèze 9
A.IV.2. Méthodologie utilisée par Corieaulys pour l'examen au cas par cas (Milieu physique et milieu humain) 10
PARTIE B. LE PROJET ET LE MILIEU PHYSIQUE 14
B.I. État initial : les enjeux du territoire 14
B.I.1. Les enjeux du climat et de la qualité de l'air 14
B.I.2. Les enjeux du sous-sol et du sol (géologie, pédologie, sites et sols pollués) 20
B.I.3. Les enjeux topographiques 21
B.I.4. Les enjeux de la ressource en eau : eaux superficielles, souterraines et zones humides 24
B.I.5. Les enjeux liés aux risques naturels majeurs 31
B.II. Synthèse des enjeux du territoire, traduction en sensibilités du milieu physique – mesures proposées – Impacts résiduels du projet 36
PARTIE C. LE PROJET ET LE CONTEXTE HUMAIN : ÉNERGIE, DROIT DU SOL, SANTÉ, SÉCURITÉ, ÉCONOMIE 46
C.I. État initial 46
C.I.1. Données bibliographiques : dynamique et profil socio-démographique 46
C.I.2. Les enjeux d'indépendance énergétique du territoire 47
C.I.3. Les enjeux de la planification et du droit du sol 48
C.I.4. Les enjeux du cadre de vie, des commodités du voisinage, de la santé et la sécurité 57
C.I.5. Les enjeux économiques du territoire 63
C.I.6. Inventaire des projets connus du territoire 66
C.II. Synthèse des enjeux du territoire, traduction en sensibilités du milieu humain et du contexte sanitaire – Mesures proposées – Impacts résiduels du projet 67
TABLES DES ILLUSTRATIONS 75
ANNEXE: CONSULTATION 77

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES, ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ABF : Architecte des Bâtiments de France
ACV : Analyse de cycle de vie
ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AE : Agence de l'eau / Autorité environnementale
AEE : Aire d'étude éloignée
AEP : Alimentation en eau potable
AEI : Aire d'étude intermédiaire
AFSSET : Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail
ANFR : Agence Nationale des Fréquences
ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire
APB (anciennement APPB) : Arrêté de protection de biotope (anciennement arrêté préfectoral de protection de biotope
ARS : Agence Régionale de Santé
Art. : Article
AZI : Atlas des Zones Inondables

BA : Bruit ambiant
BP : Bruit particulier
BR : Bruit résiduel
BRGM : Bureau de Recherche Géologique et Minière
BSS : Banque du sous-sol (du BRGM)
BT : Bâtiment technique

CA : Chambre d'agriculture ou Communauté d'agglomération
CBN : Conservatoire Botanique National
CC : Communauté de Communes
CCL : Conclusion
CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDPENAF : Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
CE : Code de l'environnement
CEN : Conservatoire des Espace naturels
CEREMA : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CET : Centre d'Enfouissement Technique ou Cotisation Économique Territoriale
CF : Code forestier
CFE : Cotisation foncière des entreprises
CGDD : Commissariat Général du développement Durable
CO_2 /tCO_2: Dioxyde de carbone / tonnes de dioxyde de carbone
CRE : Commission de régulation de l'énergie
CSPE : Contribution au Service Public de l'Électricité
CU : Code de l'urbanisme
CVAE : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

DAE : Demande d'autorisation environnementale
dB / dB(A) : décibels / décibels A
DDAE : Dossier de demande d'autorisation environnementale
DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDRM : Dossier des Risques Majeurs
DDT : Direction Départementale des Territoires
DGAC : Direction générale de l'aviation civile
DGPR : Direction Générale de la Prévention des Risques
DGS : Direction générale de la santé
DH, DHFF : Directive Habitats, Directive Habitat-Faune-Flore
DIB : Déchets industriels banals
DICT : Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux
DIRCAM : Direction de la circulation aérienne militaire
DIS : Déchets industriels spéciaux
DO : Directive Oiseaux
DOCOB : Document d'Objectif (Natura 2000)
DOO : Document d'Orientation et d'Objectifs (urbanisme)
DRA : Directive Régionale d'Aménagement
DRAAF : Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DRAC : Direction Régionale des Affaires Cultures
DREAL : Direction Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DRIRE : ex-Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Cf. DREAL

EBC : Espace boisé classé
EDD : Étude de dangers
EEE : Espèce exotique envahissante
EnR : Énergies Renouvelables
ENS : Espace naturel sensible
EPA : Étude préalable agricole
ERC : Éviter-Réduire-Compenser
ERP : Établissement recevant du public

GES : Gaz à effet de serre
GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GNT : Graves non traitées
GR : Grande Randonnée
GW, GWh : Giga Watt, Giga Watt Heure (= 1000 MW, MWh)

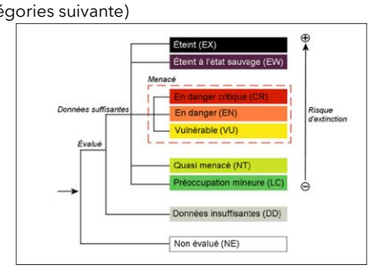
h : Heure
Ha : Hectare
Hab. : Habitants
HT : Haute Tension
Hz : Hertz

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau
IGN : Institut Géographique National
INAO : Institut national de l'origine et de la qualité
INPN : Inventaire national de protection de la nature
INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques
INSPQ : Institut national de santé publique du Québec
IPA : Indices Ponctuels d'Abondance

JO : Journal officiel

KW, KWH : Kilo Watt, Kilo Watt Heure
km, km² : Kilomètre, kilomètre carré

LAAF : Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt
Leq : Niveau Acoustique Équivalent
LPO : Ligue pour la protection des oiseaux
LR : Liste rouge (catégories suivante)



Max : Maximum
MEDDTL / MEEDDM / MTES : ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement / Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer / Ministère de la Transition écologique et solidaire
MH : Monument Historique
MHI : Monument historique inscrit
MHC : Monument historique classé
Min : Minimum
MNT : Modèle numérique de terrain
MRAE : Mission Régionale de l'Autorité environnementale
MW, MWh : Méga Watt, Méga Watt Heure (= 1000 kW, kWh)

Nk : Niveau kéraunique

Obj. : Objectif
OMS : Organisme Mondial pour la Santé
ONF : Office National des Forêts
OTEX : Orientations technico-économiques des exploitations

PAC : Politique Agricole Commune
PADD : Plan d'Aménagement et de Développement Durable
PCAET : Plan climat air énergie territorial
PDIPR : Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée
PDV : Point de vue (de l'étude patrimoniale et paysagère)
PGRI : Plan de gestion des risques d'inondation
PLU, PLUi : Plan Local d'Urbanisme, Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PPA : Plan de Protection de l'Atmosphère
PPE : Programmation Pluriannuelle pour l'Energie
PPR : Plan de Prévention des Risques (i : inondation, mt : Mouvement de terrain, cb : coulées de boue)
PPSPS : Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
PRG : Pouvoir de réchauffement global
PV : Photovoltaïque
PVF : Prodrome des végétations de France

QHSE : Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement

RNN : Réserve naturelle nationale
RNR : Réserve naturelle régionale
RGP : Recensement Général de la Population
RNU : Règlement National d'Urbanisme
RPG : Registre parcellaire graphique
RTE : Réseau de Transport d'Électricité

SASU : Société par actions simplifiée unipersonnelle
SAU : Superficie agricole utilisée
SC : Site classé
SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE, SAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux, Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (déclinaison locale du SDAGE)
SDIS : Service Départemental des Incendies et Secours
SETRA : Service d'étude sur les transports, les routes et leurs aménagements
SI : Site inscrit
S3REnR : Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables
SOREN : Eco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour la collecte et le traitement des panneaux photovoltaïques usagés en France (anciennement dénommé PV-Cycle).
SPR : Site patrimonial remarquable
SRA : Service Régional de l'Archéologie
SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
SRCE : Schéma Régional de Cohérence Écologiques (désormais substitué par le SRADDET)
SRGS : Schéma Régional de Gestion Sylvicole

TEPCV, TEPOS : Territoire à énergie positive
TRI : Territoire à Risque Important d'inondation
TVB : Trame verte et bleue

UCS : Unité cartographique des sols
UE : Union européenne
UNESCO : *United Nations Educational Scientific and Cultural Organization* = Organisation des Nations unies pour l'éducation la science et la culture
UTS : Unités typologiques de sol

ZICO : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux
ZIP : Zone d'implantation potentielle
ZIV : Zone d'influence visuelle
ZNIEFF : Zones Naturelles d'Inventaire Faunistique et Floristique
ZPS : Zone de Protection Spéciale
ZSC : Zone Spéciale de conservation

PARTIE A. PRÉAMBULE

A.I. OBJET DU DOSSIER D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

Le monde fait face à deux crises majeures :

- **La crise climatique :**
  - *"Les résultats du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) des Nations unies nous alertent sur l'impératif d'actions rapides et à grande échelle pour limiter le réchauffement à 2°C ;*
  - *Les conséquences du dérèglement climatique : canicules successives, incendies à répétition, assèchement de nos nappes phréatiques, fonte de nos glaciers ou encore disparition d'une partie de la biodiversité."*
- **La crise énergétique :**
  - *"La dépendance de notre économie et de nos modes de vie aux énergies fossiles importées, mise en avant par la guerre en Ukraine ;*
  - *L'exposé des motifs indique qu'il est indispensable d'accélérer massivement le développement des énergies renouvelables (photovoltaïque ou méthanisation)."*[1]

Un fort développement des énergies renouvelables électriques est nécessaire pour atteindre les objectifs de lutte contre le changement climatique et de fourniture d'énergie.

Le présent dossier porte sur un projet d'ombrières agrivoltaïques, conduit par la société TSE sur la commune de Beyssenac.

A.II. SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA ZONE D'IMPLANTATION POTENTIELLE (ZIP) DU PROJET SOUMIS A EXAMEN AU CAS PAR CAS

La Zone d'Implantation Potentielle (ZIP, en page suivante), qui correspond au site sur lequel le demandeur envisage le projet, se situe **sur la commune de Beyssenac**, au sud-ouest de Lubersac, et à environ 35 km au nord-ouest de la préfecture (Tulle) et de la sous-préfecture (Brive-la-Gaillarde). Elle s'inscrit dans le **département de la Corrèze,** en **région Nouvelle-Aquitaine**.

La commune de Beyssenac adhère à la **Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour**, incluse dans le territoire du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Vézère Auvézère**, en cours d'élaboration depuis l'automne 2024.

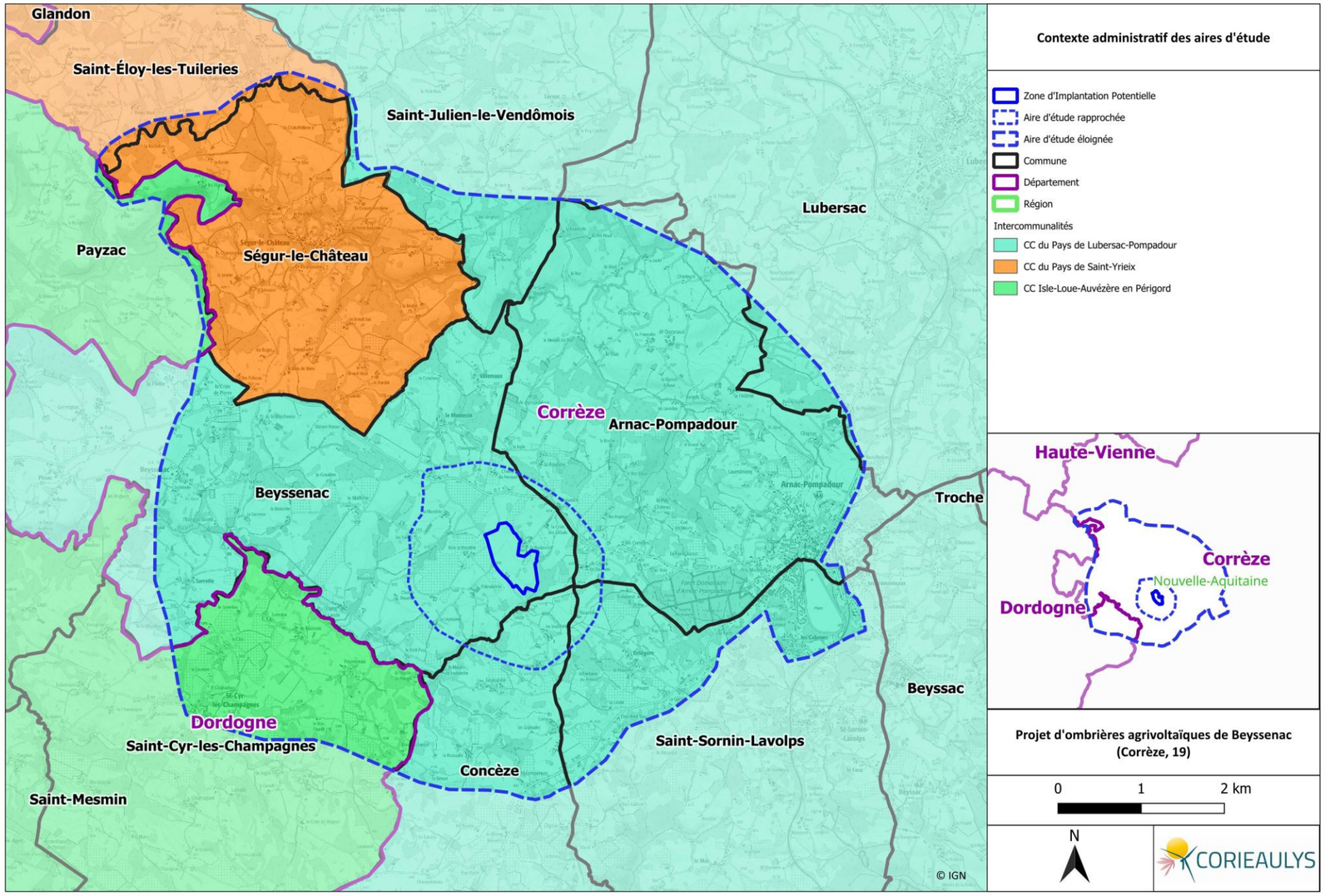
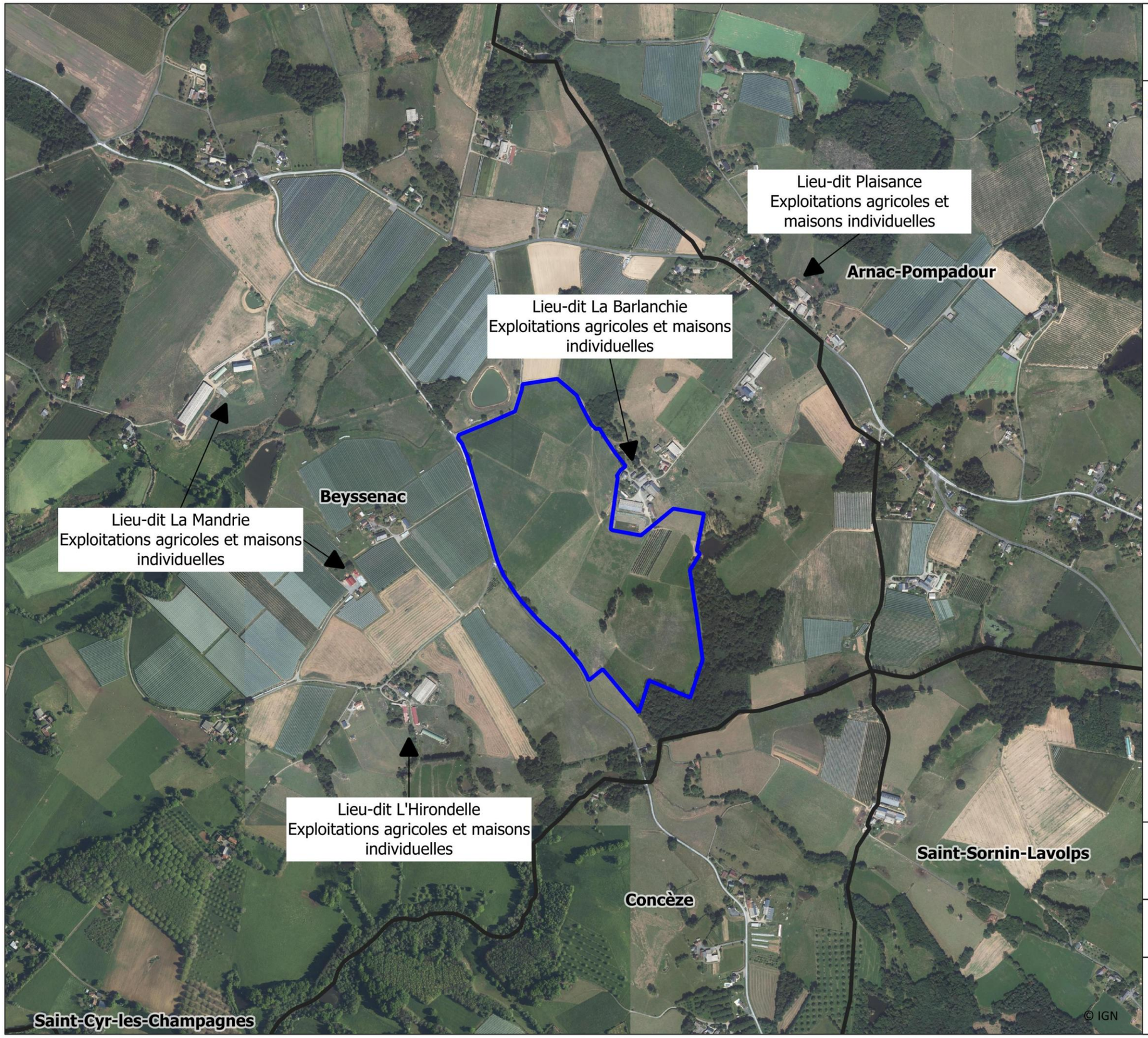


Figure 1 : Le contexte administratif des aires d'étude

1 La loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables, Webinaire –22 février 2023, Gossement Avocats



Vue aérienne de la Zone d'Implantation Potentielle

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

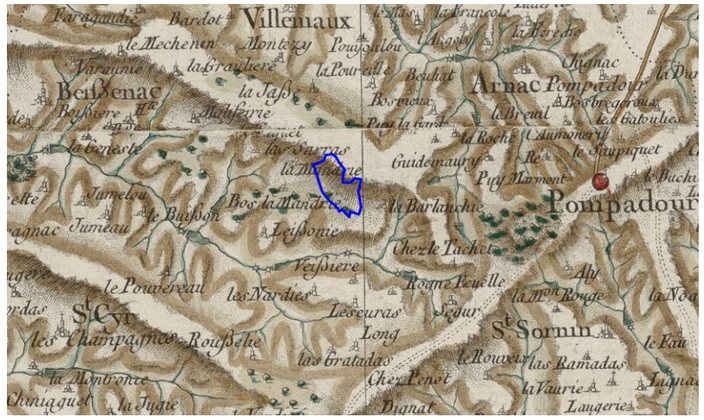
0 300 600 m

N

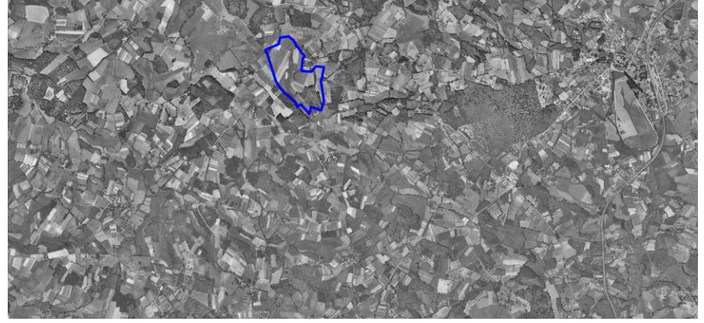
CORIEAULYS

A.III. CONTEXTE HISTORIQUE DE L'OCCUPATION DU SOL SUR LA ZIP ET SES ABORDS[2]

<table>
<tr>
<td>Carte de Cassini – 1720

La ZIP se situe à l'ouest du bourg de Pompadour, sur un territoire agricole façonné par des cours d'eau.
Un petit boisement est identifié au sud-ouest de la ZIP.</td>
<td> 
</td>
<td>  </td>
<td>Carte de l'occupation des sols XIX^{ème} siècle (carte d'État-major)

La ZIP se situe sur des prairies. Le bourg de Pompadour est toujours présent à l'est, tandis que le bourg de Beyssenac se développe progressivement à l'ouest. Les voies de communication se sont développées : une route traverse le nord-ouest de la ZIP, tandis qu'une autre la longe, au sud-ouest.</td>
</tr>
<tr>
<td>Photographie aérienne de 1950-1965

La ZIP est divisée en plusieurs parcelles agricoles, dont les bâtiments d'exploitation sont identifiés au nord. Un boisement est présent au sud, ainsi qu'un autre en limite sud-ouest.
Les voies de communication ont évolué : une route longe la ZIP à l'ouest, mais aucune ne la traverse. Le bourg de Pompadour s'est étendu.</td>
<td>  </td>
<td>  </td>
<td>Photographie aérienne de 2006-2010

Le parcellaire agricole a évolué, tout comme les boisements, ayant disparu pour plusieurs d'entre eux (arbres ponctuels uniquement) tandis que celui au sud-est s'est pour sa part étendu en limite sud de la ZIP.
Un point d'eau est identifié en limite est.
Le bourg de Pompadour continue de s'étendre.</td>
</tr>
<tr>
<td colspan="4">De nos jours (photographie aérienne en page précédente) : Le paysage est resté stable, sans extension notable des zones bâties. L'exploitation agricole au nord de la ZIP s'est légèrement agrandie.</td>
</tr>
</table>

2 Source : Géoportail

A.IV. LE CONTEXTE DE LA FILIERE PHOTOVOLTAÏQUE

L'énergie photovoltaïque est particulièrement bien adaptée aux enjeux majeurs de notre société : raréfaction des gisements fossiles et nécessité de lutter contre le changement climatique.

L'impact de la guerre en Ukraine et les défis connexes en matière de sécurité énergétique, ainsi que les objectifs climatiques de l'UE, stimulent la transition du continent vers les énergies renouvelables, le programme REPowerEU étant un plan visant à réduire drastiquement les importations de gaz russe.

La puissance mondiale[3] a dépassé les 2 TW en 2024. Il a fallu près de 70 ans pour atteindre le premier térawatt, mais seulement deux ans de plus pour le doubler.

De même, l'Europe a poursuivi son développement photovoltaïque, atteignant 65,5 GW de capacité solaire supplémentaire en 2024, ce qui représente une croissance de 28,5% en comparaison à 2023.[4].

La France dispose du cinquième gisement solaire européen.

« Au 31 décembre 2024, la puissance du parc solaire photovoltaïque atteint 25,3 GW. En 2024, 5 GW supplémentaires ont été raccordés, contre 3,4 GW en 2023.

La production d'électricité d'origine solaire photovoltaïque s'élève à 24,5 TWh en 2024, en hausse de 9% par rapport à 2023. Elle représente, hors autoconsommation, 5,2% de la consommation électrique française sur cette période. »[5]

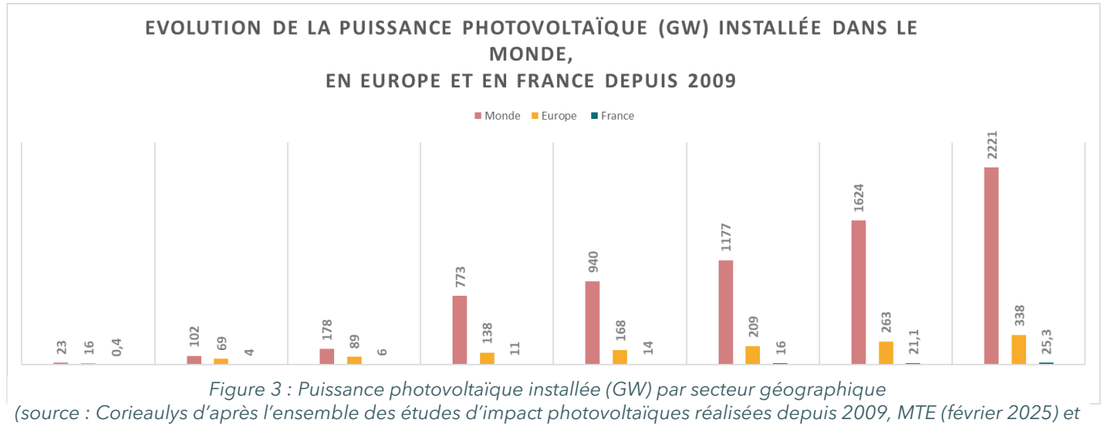


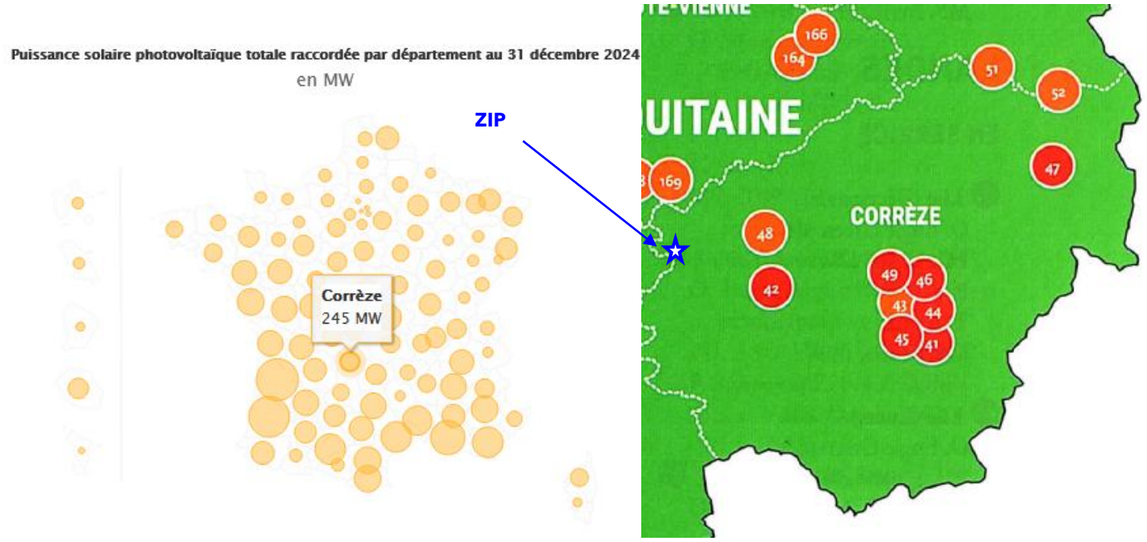
Figure 3 : Puissance photovoltaïque installée (GW) par secteur géographique
(source : Corieaulys d'après l'ensemble des études d'impact photovoltaïques réalisées depuis 2009, MTE (février 2025) et Solar Power Europe)

A.IV.1. LE DEVELOPPEMENT PHOTOVOLTAÏQUE EN REGION NOUVELLE-AQUITAINE ET DANS LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE

Au 31 décembre 2024[6], la région Nouvelle-Aquitaine comptait 174 227 installations photovoltaïques raccordées au réseau, soit une puissance de 5 666 MW, représentant 22% de la puissance nationale installée.

En 2024, 1 040 MW ont été raccordés, faisant de la région Nouvelle-Aquitaine la première au rang de l'ensemble des régions en termes de développement photovoltaïque.

La puissance photovoltaïque installée en Corrèze, au 31 décembre 2024, est de 245 MW.



En rouge : centrales > 5 000 kW ; en orange : centrales de 2 500 à 4 999 kW

Figure 4 : Puissance solaire raccordée par département au 31 décembre 2024
(source : statistiques.developpement-durable.gouv.fr)
Extrait de la carte Nouvelle-Aquitaine de l'atlas des projets photovoltaïques au sol en 2024 (source : le journal du photovoltaïque n°53, atlas photovoltaïque 2024)

3 https://www.solarpowereurope.org/insights/outlooks/global-market-outlook-for-solar-power-2025-2029/detail
4. https://www.solarpowereurope.org/insights/outlooks/eu-market-outlook-for-solar-power-2024-2028/detail#foreword-executive-summary
5 Source : MTE, février 2025. Tableau de bord : solaire photovoltaïque. Quatrième trimestre 2024, n°711. Disponible en ligne : https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/711

6 Source : MTE, février 2025. Tableau de bord : solaire photovoltaïque. Quatrième trimestre 2024, n°711. Disponible en ligne : https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/711

A.IV.2. METHODOLOGIE UTILISEE PAR CORIEAULYS POUR L'EXAMEN AU CAS PAR CAS (MILIEU PHYSIQUE ET MILIEU HUMAIN)

A.IV.2.1. Justification des aires d'étude retenues

Afin d'assurer la cohérence du dossier, les aires d'étude retenues sont issues de la note paysagère, réalisée par Echappées Visuelles. Elles sont visibles sur la cartographie ci-contre.

- **L'aire d'étude éloignée** (ou aire d'étude paysagère) s'inscrit au sein de l'unité paysagère du plateau d'Uzerche. Le territoire se présente sous la forme d'un paysage au relief doux, ondoyant, animé par le cours d'eau principal formé par l'Auvézère. Les altitudes les plus hautes varient entre 410 m et 430 m NGF. Elles forment des lignes structurantes du territoire orientées est-ouest en se rejoignant vers le sud-est. Sur les collines ondoyantes, le relief est doux et ondule entre 360 m et 395 m NGF. Les vallons se succèdent les uns aux autres animant le paysage de plateau.
- **L'aire d'étude rapprochée** (ou abords immédiats) s'inscrit au sein du paysage de plateau d'Uzerche. Il se caractérise par une succession de vallons et de collines. Les altitudes varient entre 395 m et 425 m NGF. Le paysage n'est pas aplani comme pourrait l'évoquer la notion de "plateau". Les ondulations animent le territoire. Elles sont accentuées lorsqu'un cours d'eau creuse le plateau et forme une petite vallée secondaire. C'est le cas dans la partie sud du périmètre des abords immédiats. L'eau est particulièrement présente sur le territoire, notamment à travers des retenues collinaires, mares et petits étangs.

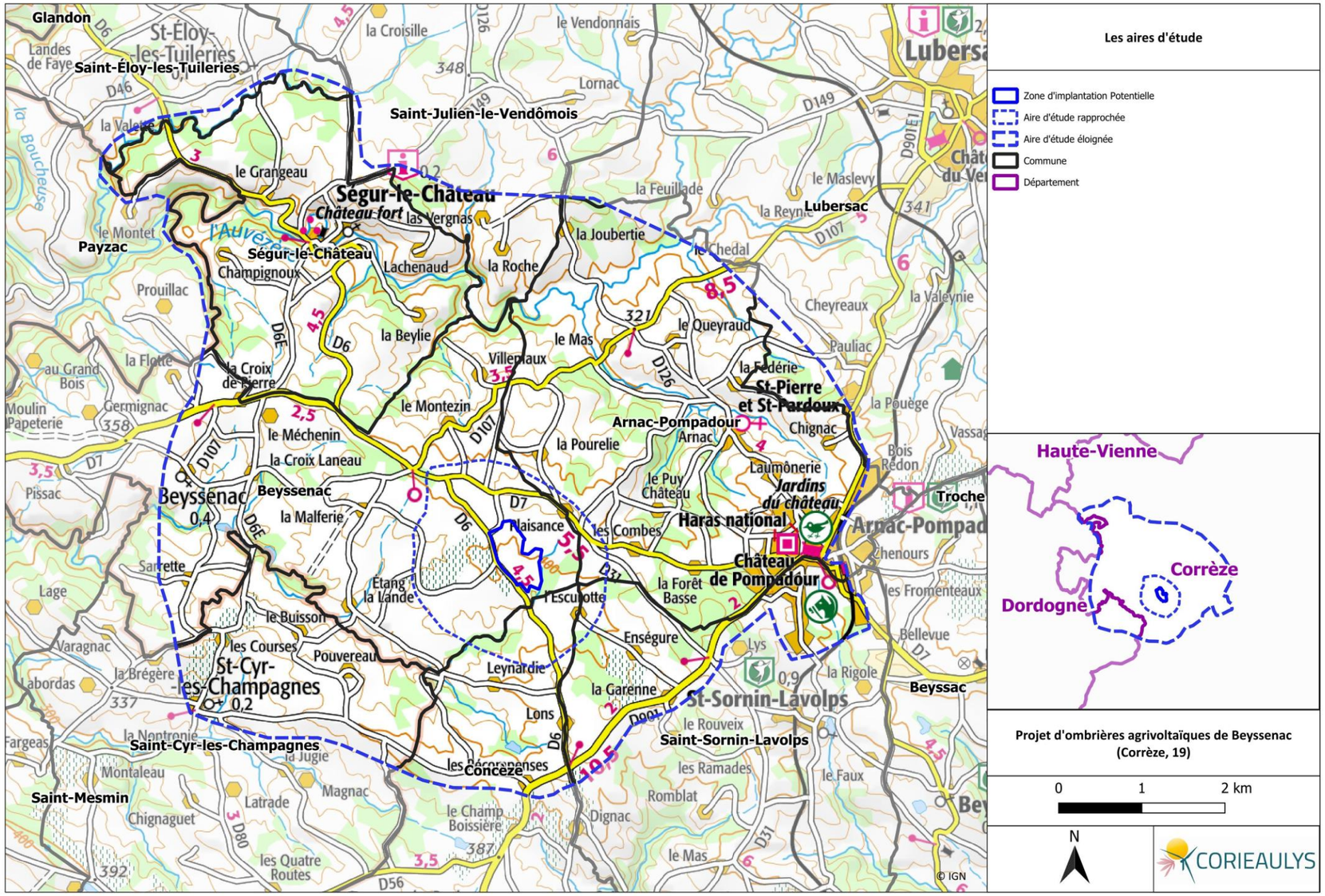
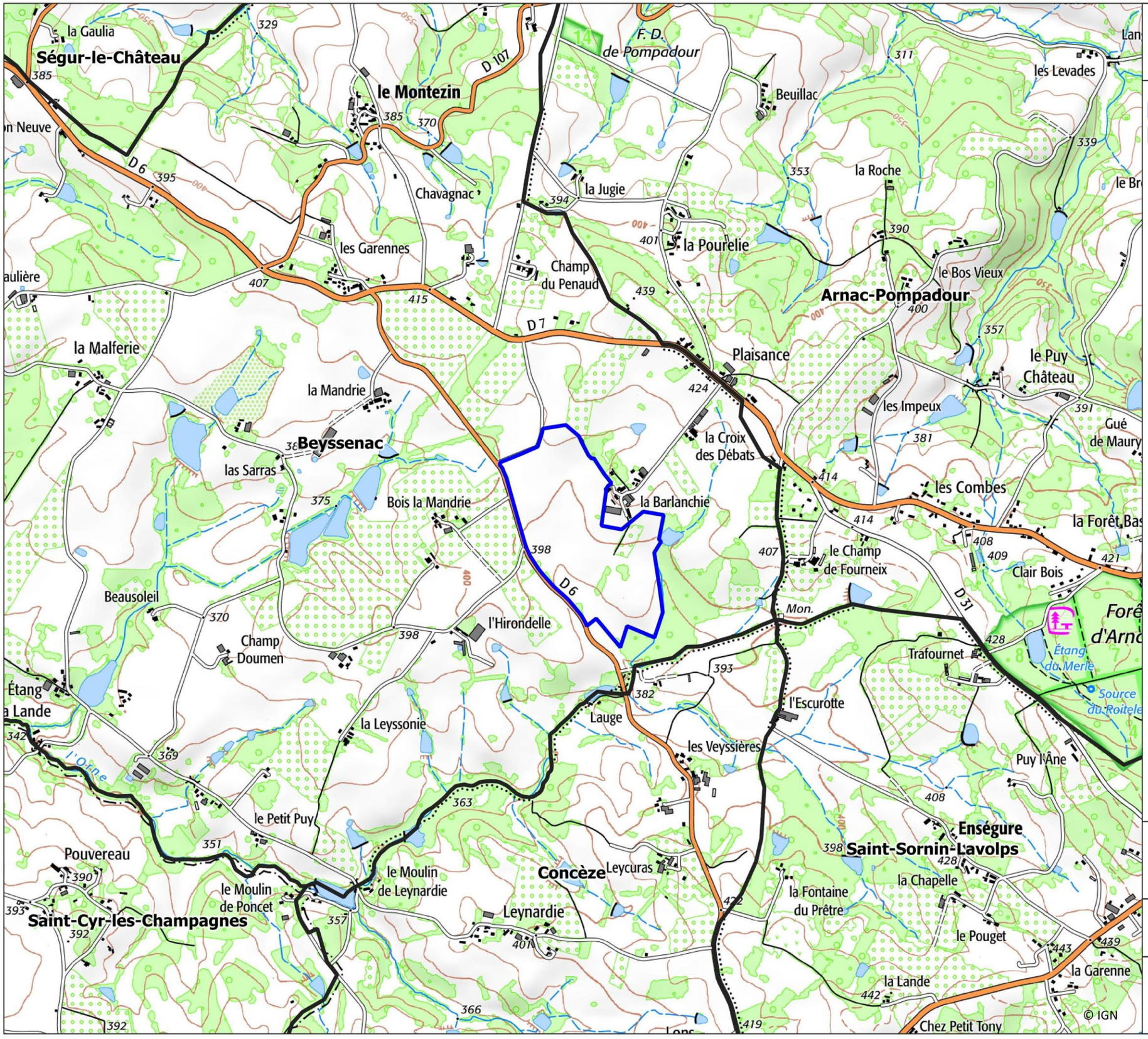


Figure 5 : Les aires d'étude



La Zone d'Implantation Potentielle

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 0,5 1 km

N

CORIEAULYS

A.IV.2.2. Notions (terminologie) et méthodes à l'appui de l'examen au cas par cas

A.IV.2.2.1. L'analyse de l'état initial (enjeu) et de sa sensibilité

- **L'enjeu** représente pour une **portion du territoire, compte tenu de son état actuel ou prévisible, une valeur au regard de préoccupations patrimoniales, esthétiques, culturelles, de cadre de vie ou économiques**. Les enjeux sont appréciés par rapport à des critères tels que la qualité, la rareté, l'originalité, la diversité, la richesse, etc. L'appréciation des enjeux est indépendante du projet : ils ont une existence en dehors de l'idée même d'un projet. L'enjeu correspond à "*l'état initial de l'environnement*" (R.122-5 du Code de l'Environnement).
- **La sensibilité (ou impact brut avant toute mesure de la séquence ERC)** exprime **le risque que l'on a de perdre tout ou partie de la valeur de l'enjeu du fait de la réalisation d'un projet et, dans le cas présent, d'un projet photovoltaïque**. Elle répond à la question "*si l'on conçoit le projet au niveau de cet enjeu, quel est le risque maximal ?*". **La sensibilité correspond donc à "l'évolution en cas de mise en œuvre du projet" (R.122-5 du Code de l'Environnement)**.

La sensibilité (ou impact brut avant toute mesure ERC) résulte donc du croisement entre la valeur de l'enjeu et celle de l'effet potentiel d'un projet, conformément au tableau de cotation suivant :

Tableau 1 : Grille de traduction de la valeur de l'enjeu en niveau de sensibilité vis-à-vis d'un projet

Effet potentiel \ Enjeu	Atout (1)	Nul (0)	Très faible (0,5)	Faible (1)	Faible à modéré (1,5)	Modéré (2)	Modéré à fort (2,5)	Fort (3)	Très fort (3,5)	Majeur (4)
Positif (1)	4[7]	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4
Nul (0)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infime (-0,125)	-0,13	0	-0,06	-0,13	-0,19	-0,25	-0,31	-0,38	-0,44	-0,5
Négligeable (-0,25)	-0,25	0	-0,25	-0,25	-0,375	-0,5	-0,63	-0,75	-0,88	-1
Très faible (-0,5)	-0,5	0	-0,25	-0,5	-0,75	-1	-1,25	-1,5	-1,75	-2
Faible (-1)	-1	0	-0,5	-1	-1,5	-2	-2,5	-3	-3,5	-4
Faible à modéré (-1,5)	-1,5	0	-0,75	-1,5	-2,25	-3	-3,75	-4,5	-5,25	-6
Modéré (-2)	-2	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8
Modéré à fort (-2,5)	-2,5	0	-1,255	-2,5	-3,75	-5	-6,25	-7,5	-8,75	-10
Fort (-3)	-3	0	-1,5	-3	-4,5	-6	-7,5	-9	-10,5	-12

Sensibilité= « l'évolution en cas de mise en œuvre du projet » (R.122-5 du CE).

Favorable (>0)	Nulle (0)	Négligeable]0 à -0,5[	Très faible [-0,5 à -1[	Faible [-1 à -2,5[	Modérée [-2,5 à -5[	Forte [-5 à -10[	Majeure <-10

A.IV.2.2.2. Les effets et les impacts, les mesures de la séquence Eviter – Réduire – Compenser (ERC)

✓ ***Les effets***

- **Les effets (risques) temporaires** qui disparaissent dans le temps et sont, pour leur plus grande part, liés à la phase de réalisation de travaux : nuisances de chantier, circulation des camions, bruit, poussières, odeurs, pollutions, vibrations, dérangement de la faune, dégradation de la flore sous une zone de stockage provisoire du matériel et des engins, etc.
- **Les effets (risques) permanents** qui ne disparaissent pas tout au long de la vie du projet (visibilité, effets sur l'avifaune, les chiroptères, le bruit, les effets stroboscopiques, etc.), ou qui sont liés à la cicatrisation plus ou moins réussie du site (terrassement et compactage, bourrelet cicatriciel, apparition de plates adventices non désirées, démolition de murets ou talus, abattage d'arbres ou de haies bocagères, etc.).
- **Les effets (risques) directs** par opposition aux **effets indirects**. L'étude d'impact ne doit pas se limiter aux seuls effets directement attribuables aux travaux et aménagements projetés. Elle doit aussi tenir compte des effets indirects, notamment ceux qui résultent d'autres interventions induites par la réalisation des travaux. Ces effets indirects sont généralement différés dans le temps et peuvent être éloignés du lieu d'implantation de la centrale photovoltaïque.
- **Les effets (risques) induits** : ces effets sont ceux qui ne sont pas liés directement au projet mais en découlent. C'est, par exemple, l'augmentation de la fréquentation du site par les visiteurs qui engendre un dérangement de la faune, un piétinement accru des milieux naturels remarquables alentours, même si la conception du projet a respecté leur préservation.
- **Les effets (risques) cumulés** font référence à l'évaluation de la somme des effets d'au moins deux projets différents (autre parc photovoltaïque, ligne électrique, voie de transport, etc.). Cette analyse doit se faire sur la base de projets soumis à procédure administrative et à la législation sur les études d'impact.

✓ ***Les mesures de la séquence Eviter – Réduire – Compenser (ERC)***

- **Les mesures d'évitement (préventives ou de suppression)** : elles sont prises durant les phases préliminaires du projet et sont destinées à éviter une sensibilité forte voire modérée ou annuler en amont des impacts prévisibles. Les mesures de prévention des impacts représentent les choix du maître d'ouvrage dans la conception du projet en faveur du moindre impact.
- **Les mesures réductrices** : elles ont pour but de supprimer ou tout au moins atténuer les impacts dommageables du projet sur le lieu et au moment où il se développe. Elles s'attachent donc à réduire, sinon à prévenir l'apparition d'un impact.
- **Les mesures d'accompagnement** : elles ne sont pas définies par la réglementation mais ce sont, en général, les mesures qui visent à renforcer les effets bénéfiques du projet ou à en apporter d'autres, indirectement.
- **Les suivis** : pour confirmer ou infirmer des impacts prévisibles mais pour lesquels il reste des questionnements et, éventuellement, mettre en œuvre des mesures correctives (hors suivis réglementaires imposés pour certains projets).
- **Les mesures compensatoires** : elles visent à permettre de conserver globalement la valeur initiale de l'environnement. Une compensation doit correspondre exactement aux effets négatifs sur le thème environnemental en cause. Les mesures compensatoires sont des mesures qui viennent en plus du projet et seulement en dernier recours (il faut d'abord chercher à éviter ou réduire les impacts, notamment à travers l'étude de solutions alternatives) et ne sont pas forcément mises en œuvre sur le lieu même de l'impact généré. Elles n'interviennent que sur l'impact résiduel, c'est-à-dire celui qui reste quand tous les autres types de mesures ont été mis en œuvre.

Tableau 2 : Exemples des catégories de mesures inspirés du Guide d'aide à la définition des mesures ERC

Numérotation		Type
Mesure d'évitement		
E1		Mesure d'évitement « amont »
E2		Mesure d'évitement géographique
E3		Mesure d'évitement technique
E4		Mesure d'évitement temporel
Mesure de réduction		
R1		Mesure de réduction géographique
R2		Mesure de réduction technique
R3		Mesure de réduction temporelle
Mesure de compensation (ou d'accompagnement) selon le niveau d'effet initial		
C1/A1	**Mesure de création/renaturation**	Action visant à créer un habitat sur un site où il n'existait pas initialement. Interventions faisant appel à des travaux (terrassement, travaux hydrauliques, génie écologique, etc.)
C2/A2	**Mesure de restauration/réhabilitation**	Action sur un milieu dégradé par l'homme ou par une évolution naturelle (ex : fermeture d'un milieu par développement des espèces ligneuses suite à un abandon de gestion), visant à faire évoluer le milieu vers un état plus favorable à son bon fonctionnement ou à la biodiversité faisant appel à des travaux (terrassement, travaux hydrauliques, génie écologique, etc.)
A3 mesure d'accompagnement touristique, pédagogique, ...		Action qui vise à accompagner le projet en termes touristique, pédagogique.
C2.1/A2.1		Action concernant tous les types de milieux
C2.2/A2.2		Action spécifique aux cours d'eau, annexes hydrauliques, étendues d'eau stagnantes, zones humides et littoraux soumis au balancement des marées
C3/A4	**Mesure d'évolution des pratiques de gestion**	Action qui permet d'assurer une gestion optimale d'un milieu, des espèces et de leurs habitats
C3.1/A3.1		Abandon ou changement total des modalités de gestion antérieures
C3.2/A3.2		Simple évolution des modalités de gestion antérieures
Mesure de suivis		
S		Suivis réglementaires ou complémentaires

NB : Une même mesure peut servir à plusieurs enjeux environnementaux et pourra parfois s'avérer une mesure d'évitement pour l'un, une mesure de réduction ou d'accompagnement pour l'autre.

7 Par défaut

✓ *Les impacts*

Tout comme la sensibilité traduirait le risque potentiel maximal d'un projet de type photovoltaïque sur les enjeux, les impacts constituent la transposition des effets réels du projet, à l'avancement de la séquence ERC, sur le niveau d'enjeu.

On distingue les impacts directs / indirects, temporaires / permanents, induits / cumulés.

Tableau 3 : Grille de traduction des effets en niveau d'impact du projet et échelle d'impact correspondante

Effet réel \ Enjeu	Atout (+)	Nul (0)	Très faible (0,5)	Faible (1)	Faible à modéré (1,5)	Modéré (2)	Modéré à fort (2,5)	Fort (3)	Très fort (3,5)	Majeur (4)
Positif (1)	4[8]	0	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4
Nul (0)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infime (-0,125)	-0,13	0	-0,06	-0,13	-0,19	-0,25	-0,31	-0,38	-0,44	-0,5
Négligeable (-0,25)	-0,25	0	-0,25	-0,25	-0,375	-0,5	-0,63	-0,75	-0,88	-1
Très faible (-0,5)	-0,5	0	-0,25	-0,5	-0,75	-1	-1,25	-1,5	-1,75	-2
Faible (-1)	-1	0	-0,5	-1	-1,5	-2	-2,5	-3	-3,5	-4
Faible à modéré (-1,5)	-1,5	0	-0,75	-1,5	-2,25	-3	-3,75	-4,5	-5,25	-6
Modéré (-2)	-2	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8
Modéré à fort (-2,5)	-2,5	0	-1,26	-2,5	-3,75	-5	-6,25	-7,5	-8,75	-10
Fort (-3)	-3	0	-1,5	-3	-4,5	-6	-7,5	-9	-10,5	-12

Impact réel du projet							
Positif (>0)	Nul (0)	Négligeable]0 à -0,5[	Très faible [-0,5 à -1[	Faible [-1 à -2,5[	Modéré [-2,5 à -5[	Fort [-5 à -10[	Majeur <-10
Impact acceptable					Impact notable		

L'impact résiduel est celui qui reste quand la séquence ERC est jugée terminée, avec des impacts suffisamment réduits pour ne pas remettre en cause les qualités environnementales du territoire dans lequel le projet s'inscrit. Un projet ne se conçoit pas que sur un aspect naturaliste, ou paysager, mais bien sur la globalité des enjeux environnementaux, de manière transversale et systémique.

Le projet de moindre impact environnemental n'est donc pas un projet sans impact, mais un projet qui n'impacte pas significativement les enjeux environnementaux (physiques, naturels, humains, paysagers) présents, dans le respect de la hiérarchisation de leurs sensibilités respectives. Il sera celui dont les impacts positifs compensent les impacts faibles, dès lors que ces derniers ne sont pas susceptibles de remettre en cause le maintien en bon état des enjeux impactés.

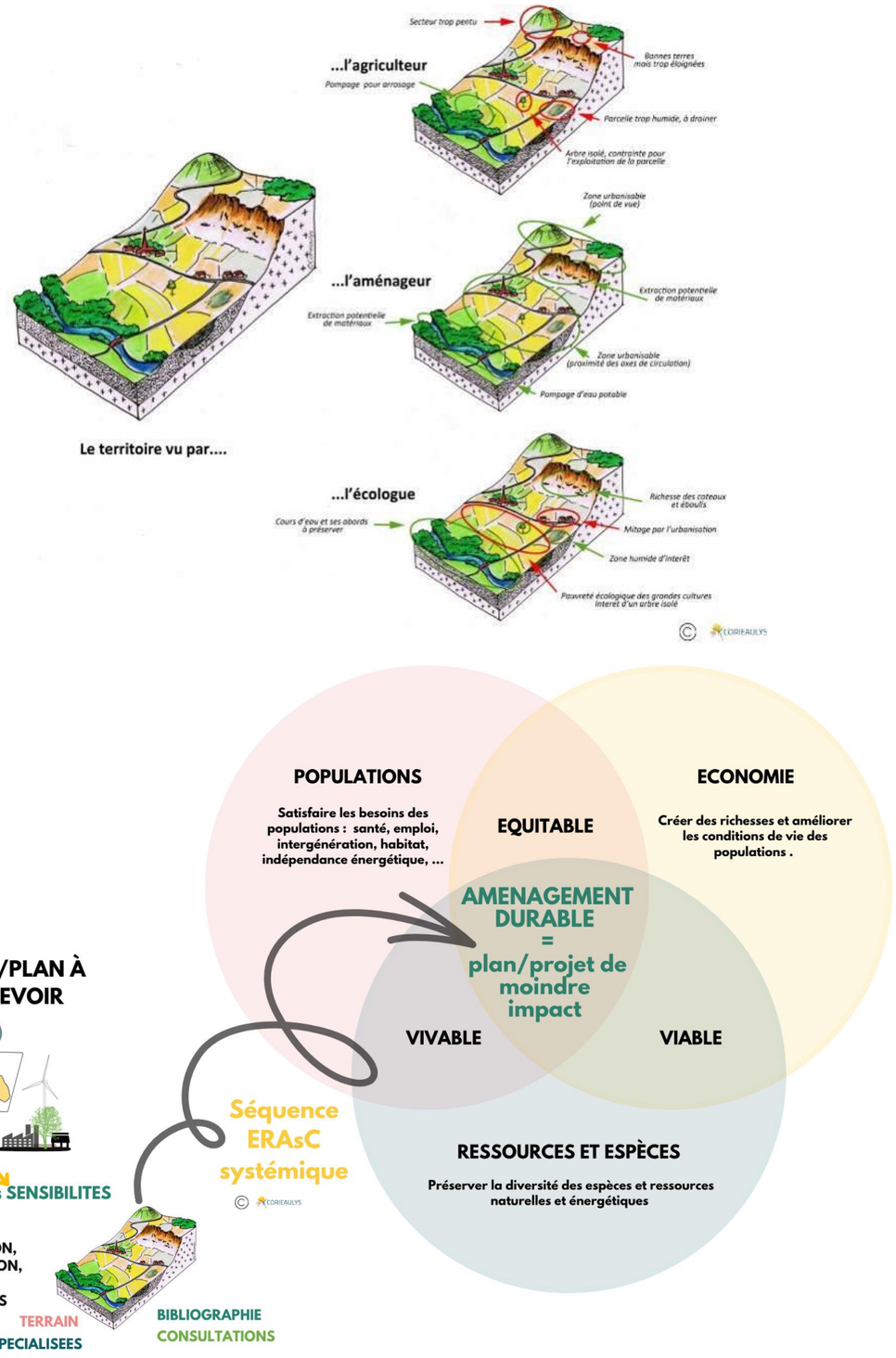


Figure 7 : Objectif : trouver le meilleur compromis soit "le projet de moindre impact environnemental"

[8] *Par défaut*

PARTIE B. LE PROJET ET LE MILIEU PHYSIQUE

B.I. ÉTAT INITIAL : LES ENJEUX DU TERRITOIRE

Rédacteur : Corieaulys

B.I.1. LES ENJEUX DU CLIMAT ET DE LA QUALITE DE L'AIR

Objectif : Définir les enjeux climatiques et les potentialités de production photovoltaïque à l'échelle de la zone d'implantation potentielle.

Sources des données : DDT de la Corrèze, Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), Météo France, documents d'urbanisme, ATMO Nouvelle-Aquitaine, AREC OREGES Nouvelle-Aquitaine

B.I.1.1. Un enjeu majeur international : le changement climatique

"*De nombreux indicateurs, tels que l'augmentation des températures à la surface de la Terre ou l'élévation du niveau moyen des océans, mettent en évidence un changement du climat à l'échelle du dernier siècle*". Il est important alors d'en comprendre les implications.

B.I.1.1.1. Des rapports alarmistes au niveau mondial

✓ ***Rapport du GIEC en 2023***

Le 20 mars 2023, le Rapport de Synthèse (SYR) du sixième rapport du GIEC est sorti. Il résume l'état des connaissances du changement climatique, de ses impacts et risques généralisés, ainsi que de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci. Les éléments suivants synthétisent le « Rapport de synthèse du GIEC : chaque dixième de degré compte » du Bon pote (source : https://bonpote.com/rapport-de-synthese-du-giec-chaque-dixieme-de-degre-compte/). « *Ce rapport met l'accent sur* ***l'interdépendance : du climat***, ***des écosystèmes et de la biodiversité***, ***des sociétés humaines*** *; […]*

Il rappelle une fois de plus que :

- *les activités humaines ont sans équivoque provoqué le réchauffement de la planète, principalement par le biais des émissions de gaz à effet de serre.*
- *Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont continué à augmenter, avec des contributions historiques et actuelles inégales de l'utilisation non durable de l'énergie, de l'utilisation des terres et du changement d'affectation des terres, des modes de vie et des modes de consommation et de production dans les régions, entre les pays et entre les pays et les régions.*
- *Environ 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes très vulnérables au changement climatique : ces personnes ont 15 fois plus de risques de mourir d'inondations, de sécheresses et de tempêtes entre 2010 et 2020 que celles vivant dans des régions très peu vulnérables.*
- *Les écosystèmes sont endommagés par la hausse des températures, qui entraîne la mort massive d'espèces sur terre et dans les océans. Certains écosystèmes se rapprochent d'un point de non-retour (ex : recul des glaciers, dégel du pergélisol arctique).*"

Le rapport souligne les progrès actuels en matière d'adaptation, lacunes et défis, mais il pointe également qu'ils restent insuffisants et que « ***les niveaux actuels des ressources financières dédiées au climat sont très insuffisants et sont encore largement dépassés par les flux de financement des énergies fossiles.*** » et ce, tout particulièrement dans les pays développés.

"La poursuite des émissions de gaz à effet de serre entraînera une augmentation du réchauffement de la planète, avec la meilleure estimation d'atteindre +1,5°C de réchauffement climatique mondial à court terme, dans le début de la décennie 2030 (soit demain). Chaque fraction d'augmentation du réchauffement climatique intensifiera les risques multiples et simultanés (degré de confiance élevé). Les vagues de chaleur et les sécheresses cumulées devraient devenir plus fréquentes, y compris les évènements simultanés sur plusieurs sites." Concernant les énergies, le rapport signale que les émissions cumulées de CO_2 projetées pour la durée de vie des infrastructures d'énergies fossiles existantes et planifiées, sans réduction supplémentaire, dépassent les émissions cumulées nettes de CO_2 dans les trajectoires qui limitent le réchauffement à +1,5°C (>50%), sans dépassement ou avec un dépassement limité. C'est un point extrêmement important : sans fermeture anticipée d'une partie des exploitations de charbon, gaz et pétrole, nous dépasserons un réchauffement de +1,5°C."

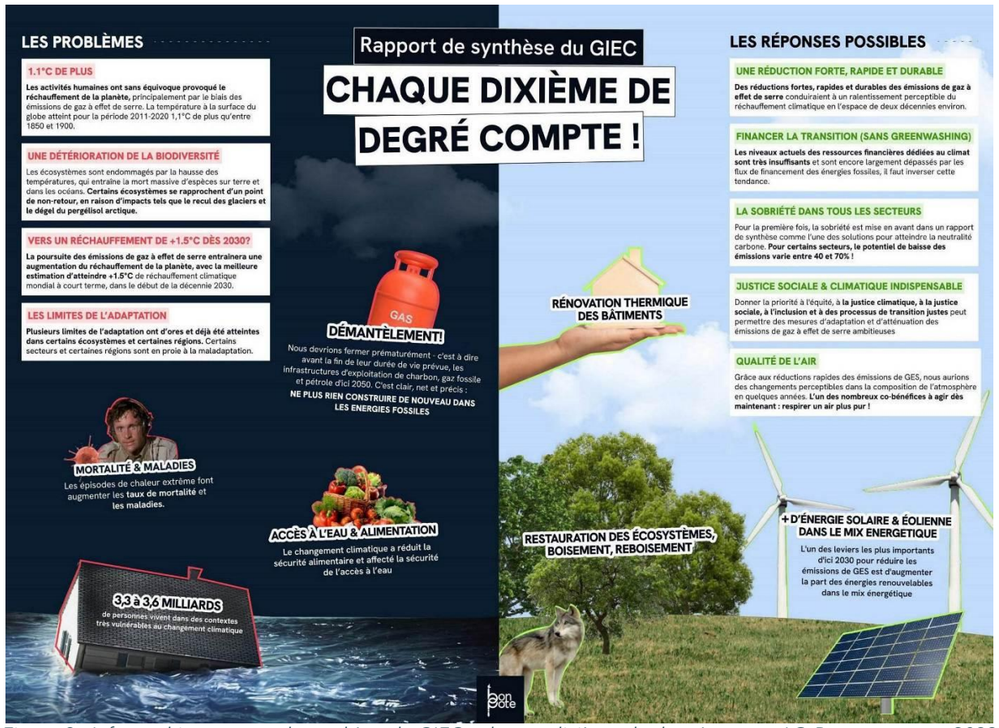


Figure 8 : Infographie : rapport de synthèse du GIEC - chaque dixième de degré compte ! © Bon pote, mars 2023

B.I.1.1.2. Des évolutions constatées en France et en région

✓ ***En France***

D'après les constats faits sur les enjeux du changement climatique, les tendances observées sont une réduction de la période de gel, une augmentation du nombre de jours chauds avec une sortie d'hiver plus précoce et des températures plus élevées en été. Une augmentation des pluies en automne est également constatée.

En parcourant le rapport du GIEC de 2022, certes, on pourrait penser que la France sera plutôt épargnée comparé à d'autres pays. Cependant, si c'est effectivement le cas, "*nous serons touchés par* ***les sécheresses, les inondations, les canicules, les mégafeux… et certaines régions plus durement, comme les DOM-TOM et la Méditerranée***. *Concernant les DOM-TOM, Virginie Duvat (autrice principale du 6ème rapport) les identifie comme des territoires aux avant-postes, qui seront particulièrement marqués par le changement climatique."*[9]

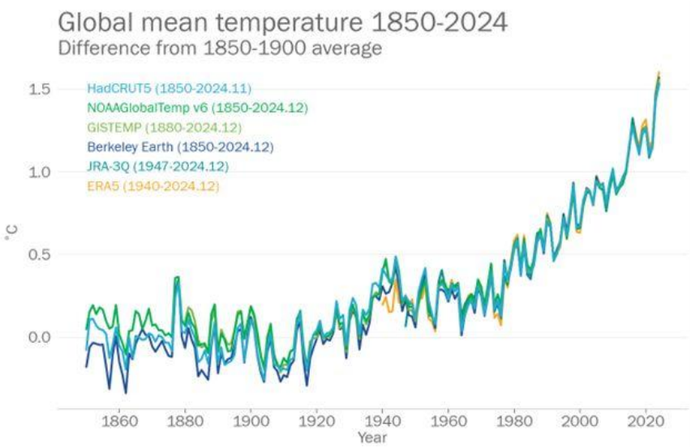


Figure 9 : Evolution des records chauds et froids depuis 1850

9 Source : https://bonpote.com/33-milliards-detres-humains-exposes-au-changement-climatique-le-nouveau-rapport-du-giec-est-sans-appel

✓ *En Limousin*

Au sein de l'ancienne région administrative Limousin, aujourd'hui intégrée à la Région Nouvelle-Aquitaine, Météo France note "*un **net réchauffement depuis 1959***" et les constats suivants :

Région Nouvelle-Aquitaine (secteur Limousin)
- environ**+0,3 °C par décennie** sur la période 1959-2014.
- **2020, 2022 et 2023** : années avec les températures moyennes **les plus chaudes** depuis 1959.
- forte augmentation du **nombre de journées chaudes** (températures maximales supérieures à 25°C) : +**5 jours par décennie**.
- diminution du **nombre de jour de gel** : **-6 jours par décennie**.
- augmentation du **nombre et d'occurrences de vagues de chaleur** au cours des dernières décennies : **quatre des cinq vagues de chaleur les plus sévères se sont produites après 2000**.
- pas de tendance marquée pour les précipitations annuelles.
- augmentation de la surface des sécheresse, passant de 5% dans les années 1960/1970 à plus de 10% actuellement.

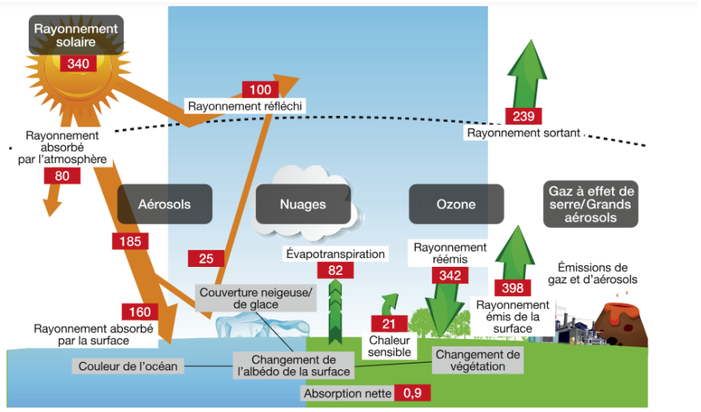
✓ *Une cause principale : l'activité humaine*

"Le Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) est le rapport entre l'énergie renvoyée vers le sol en 100 ans par 1 kg de gaz et celle que renverrait 1 kg de CO_2. Il dépend des propriétés radiatives et des durées de vie des gaz dans l'atmosphère. […]

Si le CO_2 est le gaz qui a le plus petit pouvoir de réchauffement global, il est celui qui a contribué le plus au réchauffement climatique depuis 1750, du fait des importantes quantités émises. Quatre grands réservoirs permettent de stocker le carbone sous différentes formes :

- *atmosphère : CO_2 gazeux ;*
- *biosphère : matière organique issue des êtres vivants dont la forêt ;*
- *océan : calcaire, CO_2 dissous ; faune et flore marine (plancton) ;*
- *sous-sol : roches, sédiments, combustibles fossiles.* »

Les flux de carbone entre ces réservoirs constituent le cycle naturel du carbone, déréglé par les émissions anthropiques de CO_2 qui modifient les flux échangés ou en créent de nouveaux comme la combustion des réserves de carbone organique fossile.



Note : la Terre reçoit en permanence de l'énergie du soleil. La partie de cette énergie qui n'est pas réfléchie par l'atmosphère, notamment les nuages ou la surface terrestre (océans et continents), est absorbée par la surface terrestre qui se réchauffe en l'absorbant.
En contrepartie, les surfaces et l'atmosphère émettent du rayonnement infrarouge d'autant plus intense que les surfaces sont chaudes.
Une partie de ce rayonnement est absorbée par certains gaz et par les nuages puis réémise vers la surface, ce qui contribue à la réchauffer.
Ce phénomène est appelé l'effet de serre.
***Sources :** d'après Météo-France ; Giec, 1er groupe de travail, 2021*

Figure 10 : L'effet de serre naturel et ses perturbations par les activités humaines - Flux d'énergie actuels en Watt/m² (source : MTE, 2023)[10]

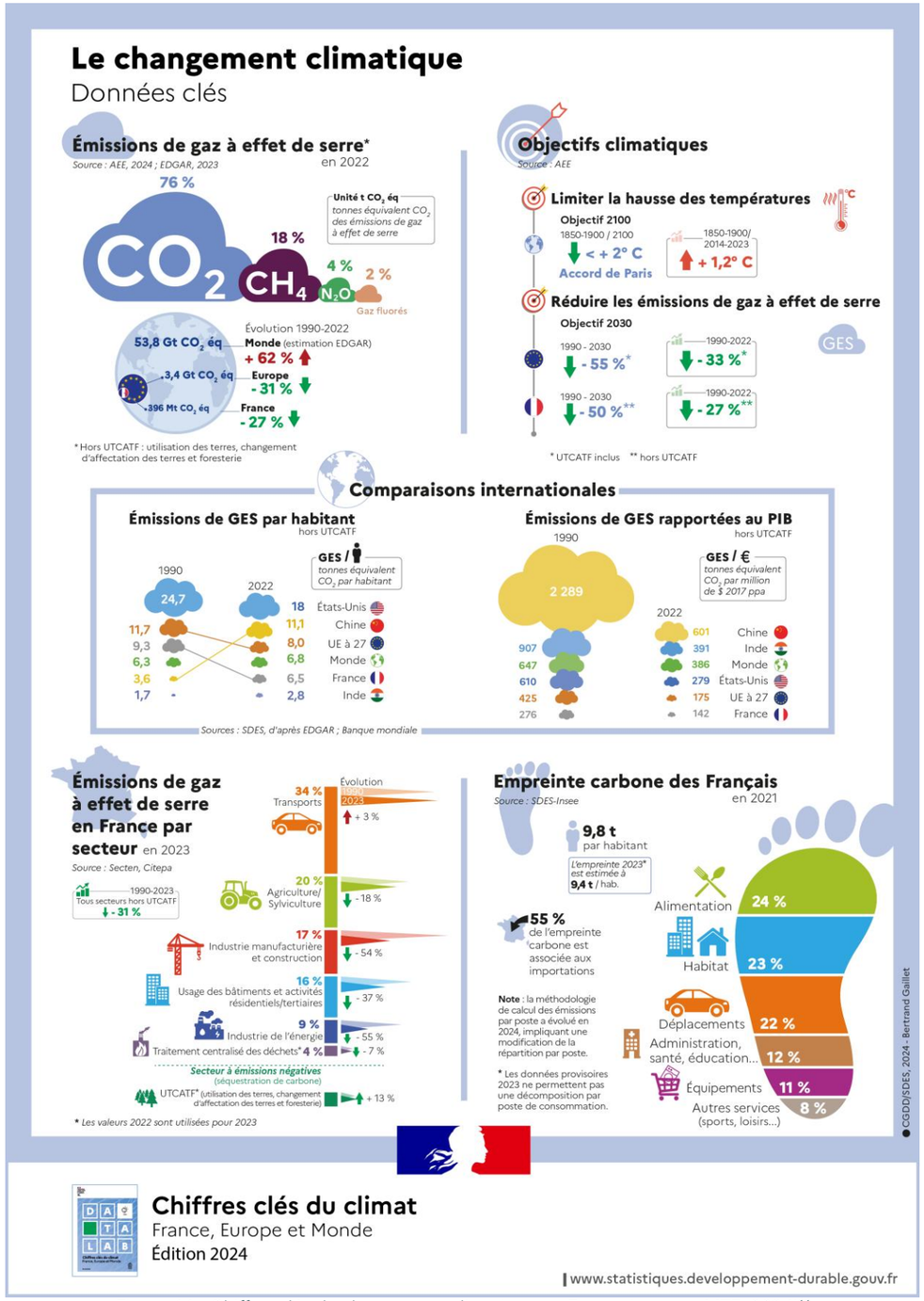


Figure 11 : Chiffres clés du changement climatique en France (source : MTE, 2024)[11]

10 *Source : Chiffres clés du climat – France, Europe et Monde, Ministère de la Transition Energétique, Edition 2023*

11 *Source : Chiffres clés du climat – France, Europe et Monde, Ministère de la Transition Energétique, Edition 2024.*

B.I.1.1.3. Des conséquences fortes

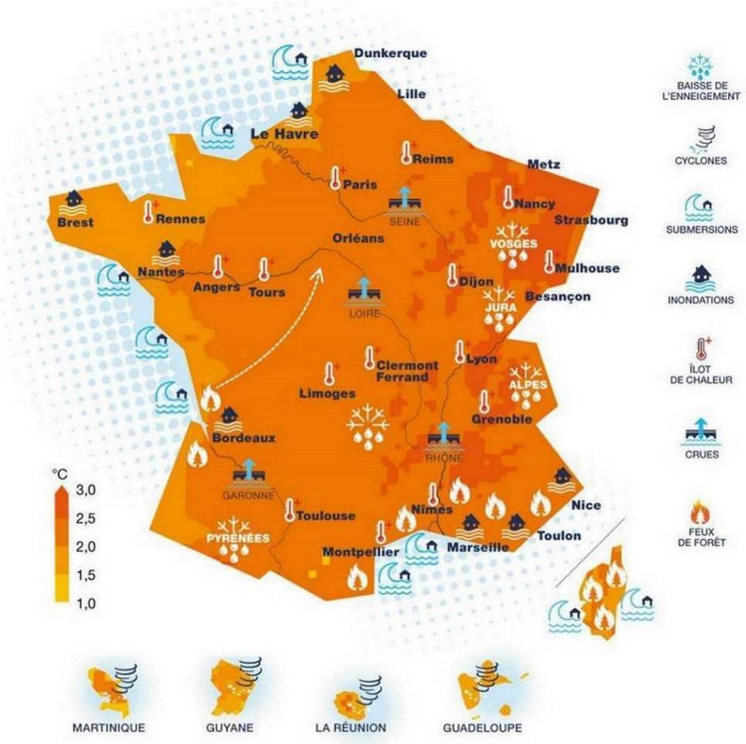
Outre les effets que chacun peut aujourd'hui constater sur les évènements climatiques extrêmes, sur la répartition des espèces animales ou végétales, sur les saisons, le changement climatique est également un vecteur de risque important sur la santé humaine.

"Globalement, on peut distinguer deux types d'effets :

- *les effets directs : malnutrition et sous-alimentation (sans doute le plus important), mortalité et morbidité lis aux évènements extrêmes (vagues de chaleur), mortalité et taux de morbidité liés aux maladies infectieuses (transmissions par vecteurs et infections d'origine alimentaire et hydrique) ;*
- *les effets indirects sur la santé : disponibilité de l'eau, accès à la nourriture, élévation du niveau des mers, etc.*

Mais bien d'autres pathologies sont liées aux changements climatiques :

- *le stress mental post-traumatique lié aux évènements extrêmes et aux phénomènes migratoires qui peuvent en découler pour les réfugiés climatiques ;*
- *les pathologies respiratoires liées à la pollution atmosphérique, telle la teneur en ozone qui augmente avec la température. L'accroissement des températures devrait également augmenter les allergies, plus complexes à évaluer dans le cadre du changement climatique."*[12]



Note : le fond de carte est issu des simulations de « Drias, les futurs du climat » pour un scénario RCP 8.5. Les températures correspondent à la différence entre les températures simulées à l'horizon 2050 et la période de référence 1976-2005. Les données pour Mayotte ne sont pas disponibles à la date de publication.
***Source :** Drias, les futurs du climat, 2019*

Figure 12 : Conséquences du changement climatique en France : carte des impacts observés ou à venir d'ici 2050

B.I.1.1.4. Rappel des engagements de la France

Comme les éléments précédents l'ont démontré, la vulnérabilité du monde au changement climatique est grande et tous les systèmes environnementaux, à savoir physiques, naturels et humains, en dépendent.

« ***La France s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% entre 1990 et 2030*** *et, avec la loi Energie et Climat adoptée en 2019,* ***à atteindre la neutralité carbone en 2050*** *en divisant les émissions par un facteur supérieur à six par rapport à 1990.* »

B.I.1.2. Le contexte climatique local

D'après le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Beyssenac, approuvé le 20 décembre 2021, "*la commune bénéficie d'un climat océanique méridional proche du climat aquitain, avec peu de précipitations (inférieures à 1 000 mm annuels) et un* ***ensoleillement généreux avoisinant les 2 000 heures par an****. Les températures sont douces en hiver et élevées en été, avec de nombreux orages.*"

B.I.1.3. Le potentiel solaire au niveau de la ZIP

Selon les données issues du Système d'Informations Géographiques de l'Institut des Energies Renouvelables de la Commission Européenne "PV GIS", **la puissance électrique annuelle reçue au sol du lieu du site de projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac est d'environ 1 585 kWh/m²/an** à l'inclinaison optimale de 35 degrés par rapport au sol.[13]

Le potentiel solaire y est donc favorable.

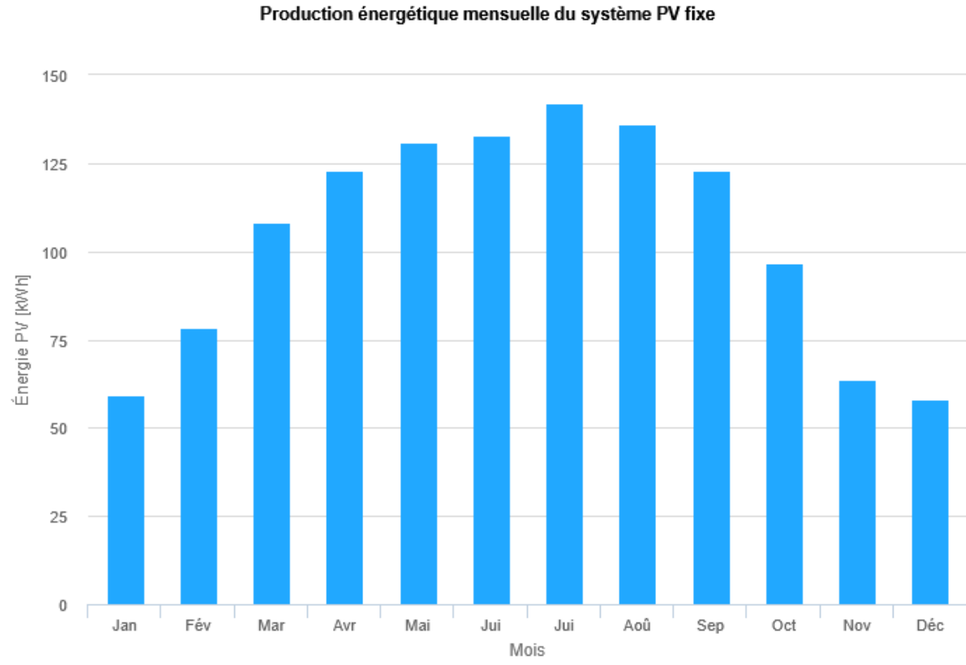


Figure 13 : Puissance électrique reçue au sol par mois par kW installé sur la ZIP (source : PVGIS)

12 *Source : https://www.encyclopedie-environnement.org/sante/changement-climatique-effets-sante-de-lhomme/*

13 *Source : https://re.jrc.ec.europa.eu/pvg_tools/fr/*

B.I.1.4. La qualité de l'air, pollutions

B.I.1.4.1. Généralités

La pollution atmosphérique peut revêtir de nombreux aspects se manifestant à différentes échelles de temps et d'espace. En matière de qualité de l'air, trois niveaux de réglementation imbriqués peuvent être distingués (européen, national et local)[14] :

- la pollution de proximité et d'échelle locale (santé et végétation, pollution sensible) ;
- la pollution à l'échelle régionale (smog, pluies acides) ;
- la pollution planétaire (trou dans la couche d'ozone, effet de serre) dont les effets ont été détaillés dans le chapitre sur le changement climatique.

Le graphique ci-après illustre les composants de la pollution et leurs effets sur les paramètres climatiques.

Les composés suivants sont susceptibles d'être suivis en qualité de polluants atmosphériques :

- les oxydes d'azote (NO et NO_2) : ils sont principalement émis par les véhicules automobiles (60%) et les installations de combustion ;
- les particules fines (PM10) : les particules fines mesurées sont des particules d'un diamètre inférieur à 10 µm. Elles sont constituées de substances solides et/ou liquides et ont une vitesse de chute négligeable. Elles ont une origine naturelle pour plus de la moitié d'entre elles (éruptions volcaniques, incendies de forêts, soulèvement de poussières désertiques) et une origine anthropique (combustion industrielle, incinération, chauffages, véhicules automobiles) ;
- le dioxyde de soufre (SO_2) : il résulte essentiellement de la combustion des produits fossiles (charbon, fioul, etc.) et de procédés industriels. Les activités responsables sont principalement les chaufferies urbaines, les véhicules à moteur diesel, les incinérateurs, etc. ;
- le monoxyde de carbone (CO) : il provient de la combustion incomplète des combustibles et du carburant (véhicules automobiles, chaudières, etc.) ;
- le benzène (C_6H_6) : la circulation automobile est responsable de la plus grande partie des émissions en milieu urbain. Le benzène entre dans la composition des carburants. Il est produit à l'intérieur du moteur, ce qui fait que la pollution générée par les automobiles est de double origine (carburant et moteur). Il est également émis par certaines industries chimiques et utilisatrices de solvants ;
- l'ozone (O_3) : en basse atmosphère (entre 0 et 10 km d'altitude), c'est un polluant dit secondaire qui résulte de la transformation photochimique des polluants primaires (NO_2, CO, etc.) sous l'effet du rayonnement ultraviolet solaire.

Pour chaque polluant suivi, **des seuils d'alerte et des valeurs limites ont été définis**. Chacun d'entre eux correspond à une concentration ayant **des effets sur la santé**. Les niveaux européens et français tendent à se rapprocher des valeurs OMS au fil des années, notamment par la sévérisation de certains seuils.

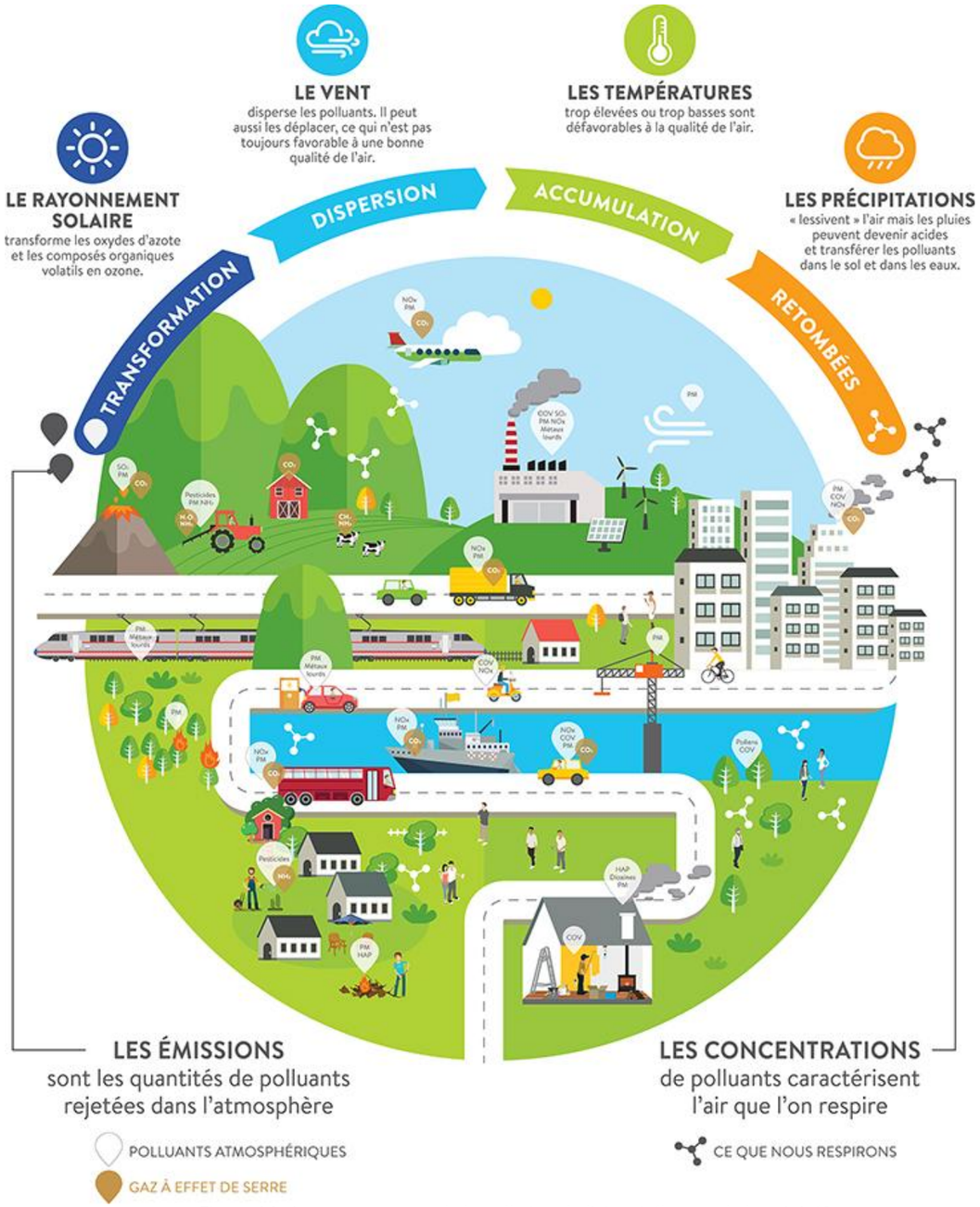


Figure 14 : Les composantes de la pollution de l'air et influence de la météo[15]

14 Source : http://www.atmosfair-bourgogne.org/fr/Reglementation-134.html

15 Source : https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/article/influence-de-la-meteo

B.I.1.4.2. Cadre règlementaire

✓ Au niveau mondial

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) détermine les niveaux d'exposition (en concentration et durées) en dessous desquels il n'a pas été observé d'effets nuisibles sur notre santé ou sur les végétaux, c'est ce que l'on appelle les "valeurs guides de la qualité de l'air". Ces lignes directrices visent à donner des conseils sur la façon de réduire les effets sanitaires de la pollution de l'air aux responsables de l'élaboration des politiques. Les dernières valeurs guides publiées par l'OMS datent de septembre 2021.

✓ Au niveau européen

Depuis 1980, la qualité de l'air ambiant fait l'objet d'une réglementation communautaire. L'Union Européenne (UE) élabore des directives instaurant des valeurs cibles à ne pas dépasser et fixant des objectifs à long terme à respecter (par exemple les directives n°2008/50/CE et n°2004/107/CE, modifiées partiellement par la directive 2015/1480. La France est actuellement visée par une procédure contentieuse relative au dioxyde d'azote (NO_2) et pré-contentieuse relative aux particules PM10 pour non-respect de certaines normes réglementaires pour la protection de la santé à long terme de concentrations inscrites dans la directive mentionnée plus haut.

La directive révisée sur la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, directive (UE) 2024/2881 en date du 23 octobre 2024 entrée en vigueur le 10 décembre 2024, aligne plus étroitement les normes de qualité de l'air de l'Union Européenne sur les recommandations scientifiques. Elle aligne davantage les normes de qualité de l'air de l'UE pour 2030 sur les valeurs-guides de l'OMS et fixe notamment des objectifs en termes de qualité de l'air à atteindre en 2030 plus stricts pour plusieurs polluants dont les particules PM10 et PM2,5, le dioxyde d'azote (NO2) et le dioxyde de soufre (SO2). Pour les deux polluants ayant la plus forte incidence documentée sur la santé humaine, les PM2,5 et le NO2, les valeurs limites annuelles doivent être réduites de plus de moitié, passant respectivement de 25 µg/m³ à 10 µg/m³ et de 40 µg/m³ à 20°µg/m³.

La France a jusqu'au 11 décembre 2026 pour transposer la directive dans son droit national.

✓ Au niveau national

Le Code de l'Environnement définit les différentes valeurs et critères. Les arrêtés ministériels (07/04/2016 et 16/04/2021) et le décret du 21/10/2010 transposent en droit français les directives européennes décrites ci-dessus : pour chaque polluant, plusieurs types de valeurs réglementaires sont distingués. La réglementation française peut être plus sévère que le niveau européen, mais elle ne peut pas être plus souple.

Les niveaux européens et français tendent à se rapprocher des valeurs OMS au fil des années, notamment par la sévérisation de certains seuils.

NOUVELLES VALEURS REGLEMENTAIRES

Polluants	Valeurs UE 2008	Valeurs OMS	Valeurs UE réglementaires 2030
Dioxyde d'azote NO2	40 µg/m³ moyenne annuelle	10 µg/m³ moyenne annuelle	20 µg/m³ moyenne annuelle
PM2.5	25 µg/m³ moyenne annuelle	5 µg/m³ moyenne annuelle	10 µg/m³ moyenne annuelle
PM10	40 µg/m³ moyenne annuelle	15 µg/m³ moyenne annuelle	20 µg/m³ moyenne annuelle
Ozone O3	120 µg/m³ pendant une année civile	100 µg/m³ moyenne sur 8 heures	120 µg/m³ moyenne sur 8 heures
Dioxyde de soufre SO2	125 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 3 jours par an	40 µg/m³ sur 24 heures	50 µg/m³ sur 24 heures

Figure 15 : Nouvelles valeurs limites européennes à atteindre en 2030 en moyenne annuelle et valeurs guides de l'OMS (source : ATMO France)

B.I.1.4.3. La qualité de l'air locale

✓ Données bibliographiques – Département de la Corrèze

D'après le bilan de la qualité de l'air 2023 sur le département de la Corrèze d'ATMO Nouvelle-Aquitaine :

- le **dioxyde d'azote (NO_2)** a fait l'objet d'un non-respect d'au moins une recommandation de l'OMS ;
- l'**ozone (O_3)** a fait l'objet d'un non-respect d'au moins une valeur cible et/ou objectif de qualité et d'au moins une recommandation de l'OMS.

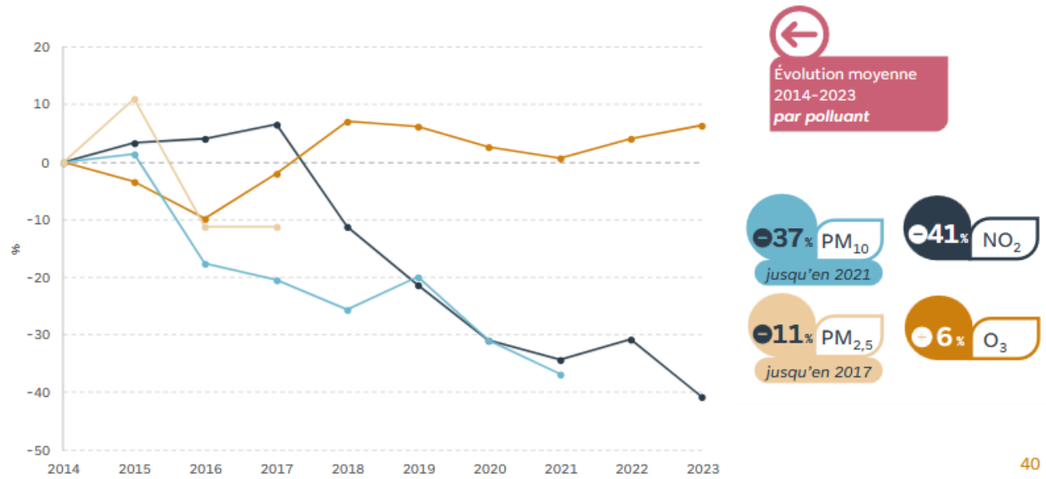


Figure 16 : Tendance d'évolution par polluant de 2014 à 2023 (source : ATMO Nouvelle-Aquitaine)

D'après l'Observatoire de l'Energie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES) Nouvelle-Aquitaine, le département de la Corrèze compte 2 035,7 ktéq CO_2 en 2023, soit 8,59 téq CO_2 par habitant. Les secteurs les plus émetteurs sont l'agriculture et la sylviculture (43%), puis les transports (40%). Avec 4,9% des émissions de GES de la région, le département de la Corrèze se situe en 11ème position sur les 12 départements la composant.

✓ Données bibliographiques – A l'échelle du territoire et de la ZIP

Selon ATMO Nouvelle-Aquitaine, la station de Brive-la-Gaillarde, la plus proche de la ZIP, a fait l'objet des mêmes constats que pour le département : dépassements observés pour le dioxyde d'azote (NO_2) et l'ozone (O_3).

B.I.1.5. Cotation de l'enjeu – interactions entre thèmes

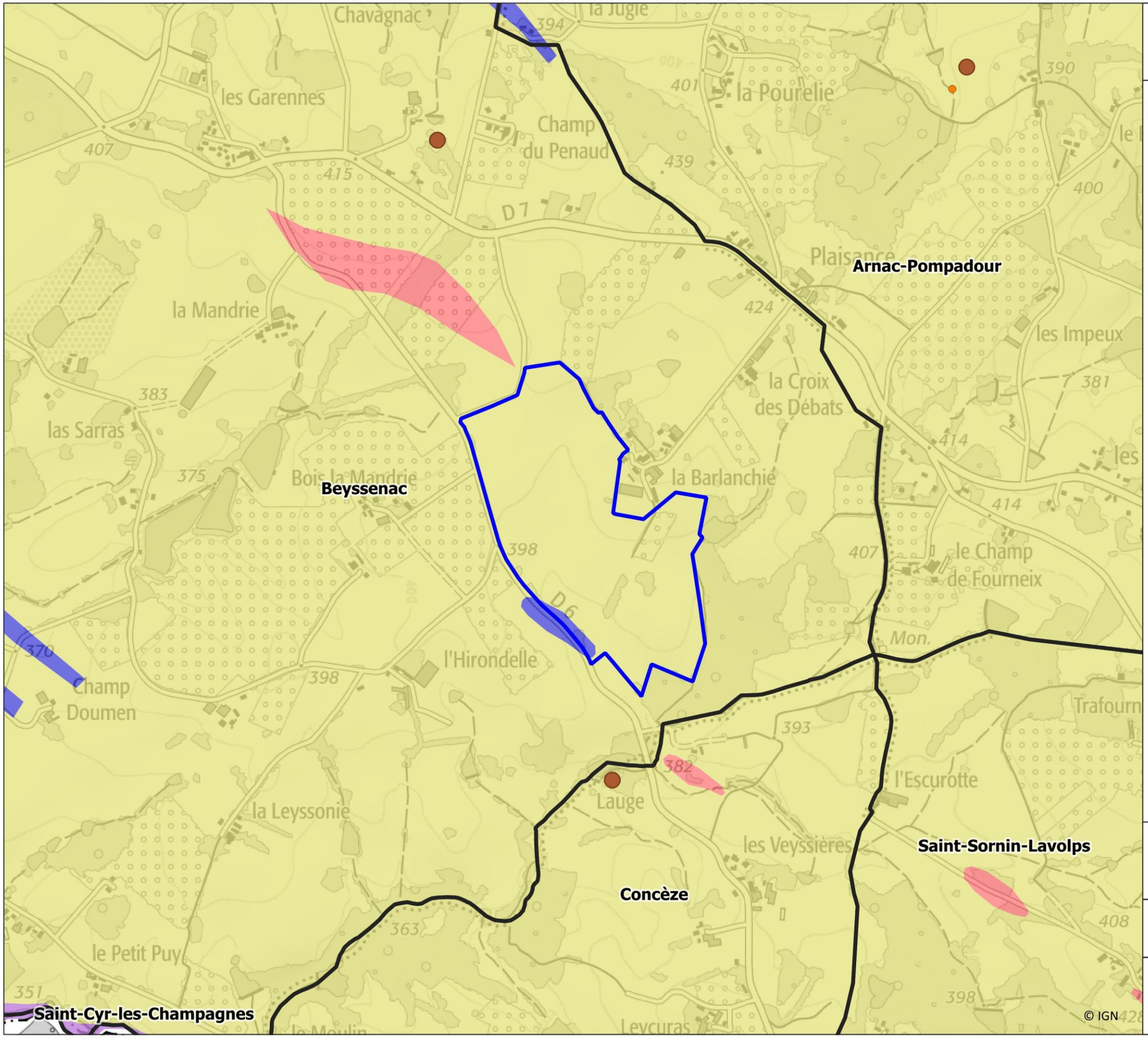
Lutte contre le changement climatique : enjeu majeur	**4**
Potentiel solaire : atout	**+**
Qualité de l'air : enjeu fort	**3**

La lutte contre le réchauffement climatique est aujourd'hui un impératif à l'échelle mondiale face aux constats alarmants des dernières décennies et au regard des vulnérabilités multiples qu'il engendre. C'est un enjeu majeur à ce jour sur chaque territoire.

Au niveau de la ZIP, le climat est de type océanique méridional et le potentiel solaire est favorable (1°585 kWh/m²/an). À ce titre l'enjeu est favorable.

Au vu de sa situation, la ZIP est assez épargnée par les épisodes de pollution. Toutefois, des dépassements de seuils définis par l'OMS pour l'ozone (O_3) et le dioxyde d'azote (NO_2) sont à noter. La qualité de l'air constitue un enjeu fort car il s'agit de ne pas la dégrader davantage.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Eaux superficielles et souterraines / Risques naturels (inondation, mouvement de terrain…) / Biodiversité / Production et dépendance énergétique sur le territoire / Activités / Santé, etc



Le contexte géologique

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Eléments ponctuels divers

Carrière à ciel ouvert

Formations géologiques du département de la Corrèze (19)

Alluvions récentes et actuelles

USG : Amphibolites plagioclasiques à grain fin, dérivant de basaltes ou de microgabbros

USG : Eclogites plus ou moins amphibolitisées

USG : Paragneiss plagioclasiques à 2 micas ou à biotite seule, et localement grenat, sillimanite ou disthène

Banque de données du sous-sol (BSS - BRGM)

Gîte minier

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

B.I.2. LES ENJEUX DU SOUS-SOL ET DU SOL (GEOLOGIE, PEDOLOGIE, SITES ET SOLS POLLUES)

Objectif : Définir les enjeux liés à la nature des sols à l'échelle du site d'étude. Ces enjeux peuvent être déterminants dans les choix techniques à mettre en œuvre pour le projet (enjeu géotechnique) ou soutenir, par exemple, des fonctionnalités écologiques spécifiques.

Sources des données : BRGM, IGN, Géoportail, GisSol, documents d'urbanisme, base de données ICPE, BSS, CASIAS

B.I.2.1. Contexte géologique général

D'après la notice technique de la carte géologique harmonisée[16], "***le département de la Corrèze présente une grande diversité de formations géologiques***. *La majeure partie du territoire de la Corrèze (4/5e environ) est constituée d'un assemblage complexe de roches métamorphiques et de roches magmatiques mises en place au cours de l'orogenèse varisque, avant le Stéphanien pour l'essentiel.*"

D'après le PLU de Beyssenac, approuvé en décembre 2021, "***le territoire communal est situé sur la bordure occidentale du Massif Central***, *au nord du bassin permien (-260 millions d'années) de Brive, dans le secteur du Bas-Limousin métamorphique.* ***L'ensemble du territoire communal se trouve sur un plateau gneissique***."

B.I.2.2. Contexte géologique de la ZIP

La synthèse géologique de la ZIP peut être appréhendée à partir de la base de données BD Charm 50 (carte géologique harmonisée en page suivante)[17]. D'après ces éléments, **la ZIP s'étend sur l'Unité Supérieure des Gneiss (USG), principalement du paragneiss**.

Aucune faille, observée ou supposée, ne se trouve sur ou à proximité de la ZIP.

B.I.2.3. Exploitation géologique

Le département de la Corrèze étant relativement riche en ressources minières et de nombreux gîtes miniers ponctuent le territoire. Deux se situent à moins de 1,5 km de la ZIP mais ne sont plus exploités : un au nord-ouest, sur la commune de Beyssenac, et un au nord-est sur la commune d'Arnac Pompadour (visible sur la cartographie en page suivante).

Deux anciennes carrières à ciel ouvert se situent également à proximité de la ZIP : une au nord, sur la commune de Beyssenac, et une au sud, sur la commune de Concèze. Selon le PLU de Beyssenac, les matériaux présents (roches métamorphiques, gneiss, quartzites, amphibolites, pyroxénites, etc.) étaient utilisés pour de l'empierrement ou du dallage. Aucune information complémentaire n'est disponible.

B.I.2.4. Contexte pédologique de la ZIP

L'Unité Cartographique des Sols (UCS) indique que **la ZIP se situe sur des "sols cultivés sur paragneiss des interfluves et des versants du terroir pomicole corrézien surplombant le décrochement d'Estivaux"**. Les sols dominants sont les rankosols (60%) dont le matériau parental est l'unité supérieure des gneiss.

D'après le GisSol, "*Les rankosols sont des sols peu épais (moins de 30 cm d'épaisseur), peu différenciés, développés à partir de roches non calcaires. Ce sont donc des sols plutôt acides. Les horizons des rankosols contiennent de nombreux éléments grossiers (graviers, cailloux, pierres…) issus de la fragmentation ou de l'altération de la roche sous-jacente.*"

B.I.2.5. Pollution des sols

Selon la base de données CASIAS (Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services), **aucune pollution suspectée ou avérée** n'est recensée sur la ZIP ou aux abords.

Les anciennes activités industrielles ou de services les plus proches sont recensées à plus de 1,5 km de la ZIP.

Une zone de stockage de matériaux et gravats divers est identifiée au niveau de l'exploitation agricole GAEC de la Barlanchie, en limite nord-est de la ZIP, sans toutefois qu'un risque de pollution notable ne soit relevé.

B.I.2.6. Cotation de l'enjeu - interactions entre thèmes

Sol et sous-sol, sites et sols pollués: enjeu faible									
			1						
La ZIP se situe sur un plateau gneissique. Aucun site ou sol pollué n'a été recensé sur son périmètre ou aux abords. Un enjeu faible est retenu.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Eaux superficielles et souterraines / Flore envahissante / Biodiversité / Activité / Santé…									



Figure 18 : Zone de stockage en limite de ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)

16 Source : http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-56816-FR.pdf
17 Source : Site internet Infoterre – BRGM, carte géologique harmonisée.

B.I.3. LES ENJEUX TOPOGRAPHIQUES

Les cartes en pages suivantes replacent la ZIP dans son contexte topographique.

B.I.3.1. Contexte géomorphologique : données bibliographiques

Le PLU de Beyssenac indique « ***La commune de Beyssenac se situe sur les bas plateaux limousins plus précisément dans le pays de l'Auvézère corrézienne*** *(partie ouest du limousin).* ***Son altitude varie de 300 à 430 m environ****. Le relief général correspond à celui d'un* ***plateau aux formes douces et vallonnées entaillé par de nombreux cours d'eau non permanents****. […]*

Le territoire communal se structure autour d'une ligne de crête Est Ouest (longée plus ou moins par la RD7), d'où part une série de lignes de crêtes Nord Sud (longées plus ou moins par des voies communales et départementales). Sur la majeure partie du territoire communal, le relief est assez doux pour former des plateaux favorables à l'activité agricole. »

B.I.3.2. Topographie sur la ZIP

La ZIP présente une topographie relativement homogène avec une pente globale descendante vers le sud (vers le ruisseau des Belles-Dames). La partie la plus haute se situe au nord à environ 415 mètres d'altitude, contre environ 385 m au sud. La ZIP présente très majoritairement des pentes inférieures à 10%, à l'exception d'une petite bande étroite entre 15% et 20% en limite sud-ouest.

B.I.3.3. Cotation de l'enjeu - interactions entre thème

Topographie (pentes < 15%) : enjeu faible									
			1						
Topographie (pentes > 15%) : enjeu fort									
							3		
La ZIP présente globalement une pente descendante vers le sud, très majoritairement inférieure à 10%. Une petite bande étroite, en limite sud-ouest, est marquée par des pentes entre 15% et 20%.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Eaux superficielles et souterraines / Flore envahissante / Biodiversité / risques naturels / Activité / Santé…									



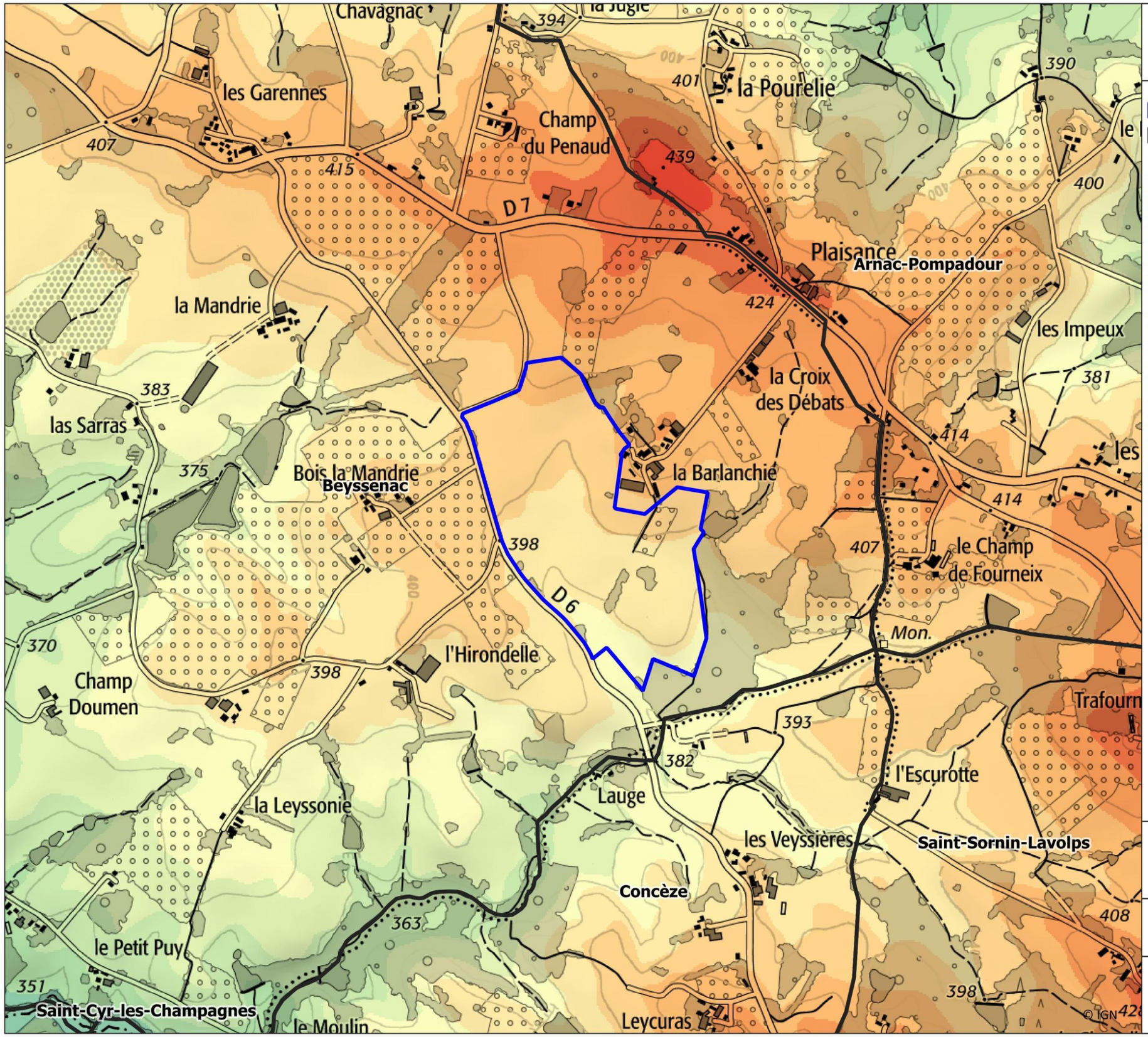
Figure 19 : Légère pente vue depuis le sud-ouest de la ZIP



Figure 20 : Topographie favorable vue depuis l'est de la ZIP



Figure 21 : Topographie favorable vue depuis le nord-est



Topographie du site

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Topographie du site en mètres (MNT RGEALTI 5m)

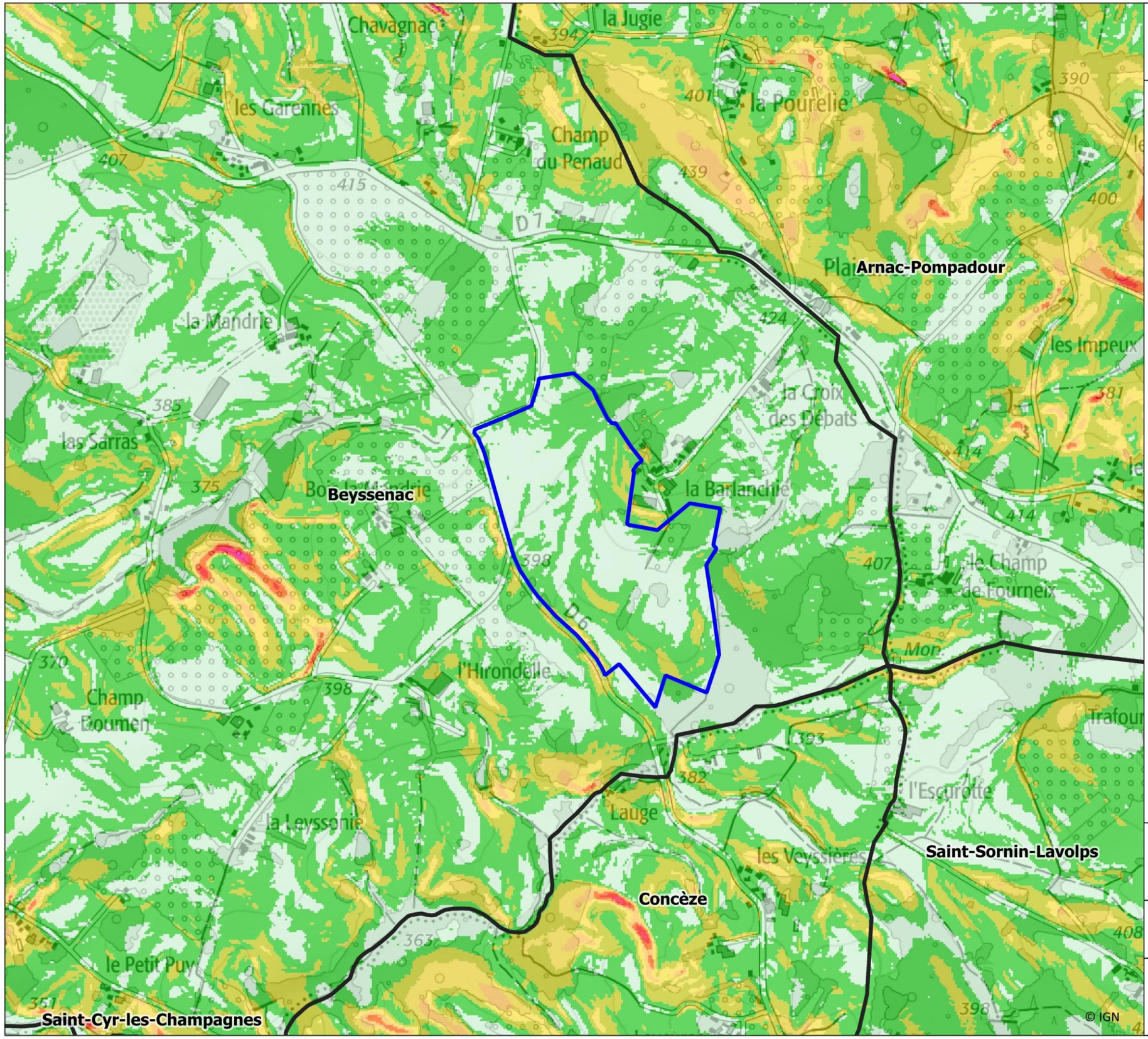
- <= 329
- 329 - 337
- 337 - 346
- 346 - 355
- 355 - 363
- 363 - 372
- 372 - 381
- 381 - 389
- 389 - 398
- 398 - 407
- 407 - 415
- 415 - 424
- 424 - 433
- 433 - 441
- > 441

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS



Les pentes

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Carte des pentes en % (MNT RGEALTI 5m)

- 0-5
- 5-10
- 10-15
- 15-20
- 20-25
- 25-30
- 30-35
- 35-40
- > 40

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

B.I.4. LES ENJEUX DE LA RESSOURCE EN EAU : EAUX SUPERFICIELLES, SOUTERRAINES ET ZONES HUMIDES

Objectif : Définir les enjeux liés à la vulnérabilité de la ressource en eau superficielle et souterraine et à la présence de zones humides à l'échelle de la ZIP et de ses abords.

Sources des données : Agence de l'eau Adour-Garonne, Agences de l'eau, SANDRE, ARS, DREAL Nouvelle-Aquitaine, BRGM, DDT de la Corrèze, Conseil Départemental de la Corrèze, Géoportail, documents d'urbanisme, étude faune/flore.

La carte en page suivante précise le contexte hydrographique de la ZIP. Il est toutefois à noter que certains éléments ont pu être omis lors des observations de terrain, les hautes herbes ayant empêchées une lisibilité optimale du site.

La ZIP appartient au bassin versant du ruisseau des Belles-Dames (FRFRR46A_2).

Concernant les masses d'eaux souterraines, d'après la base du catalogue Sandre, **la ZIP surmonte la masse d'eau « Socle des bassins versants de l'Isle et de la Dronne » (FRFG004).**

B.I.4.1. Documents de planification

B.I.4.1.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) est appliquée en France au travers des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et des programmes de mesures qui accompagnent désormais ces derniers. **Les masses d'eaux de la commune de Beyssenac relèvent du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027**, adopté par le comité de bassin le 10 mars 2022, approuvé avec son programme de mesures.

Il s'articule autour de 4 orientations :

Tableau 4 : Grandes orientations du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027[18]

	SDAGE 2022-2027
A	Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE
B	**Réduire les pollutions**
C	**Agir pour assurer l'équilibre quantitatif**
D	**Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides**

Le SDAGE fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque masse d'eau. Il se compose d'un niveau d'ambition et d'un délai. Les niveaux d'ambition sont le bon état (bon potentiel dans le cas particulier des masses d'eau fortement modifiées ou artificielles) ou un objectif moins strict.

En application du principe de non-détérioration, lorsqu'une masse d'eau est en très bon état, l'objectif est de maintenir ce très bon état.

✓ ***Objectifs du SDAGE – Masse d'eau superficielle***

Le SDAGE Adour-Garonne fixe un objectif d'état pour chaque masse d'eau avec un niveau d'ambition : bon état, bon potentiel ou objectif moins strict (OMS), ainsi qu'un délai (date d'échéance). En application du principe de non détérioration, lorsqu'une masse d'eau est en très bon état, l'objectif est de le maintenir. Le tableau suivant présente ceux pour la masse d'eau concernée.

Tableau 5 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 pour la masse d'eau superficielle proche de la ZIP

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif état écologique		Objectif état chimique	
		Objectif état	Échéance	Objectif état	Échéance
FRFRR46A_2	Ruisseau des Belles-Dames	Bon état	2015	Bon état	2015

✓ ***Objectifs du SDAGE – Masse d'eau souterraine***

De même que pour les eaux superficielles, le SDAGE définit des objectifs pour les masses d'eaux souterraines.

Tableau 6 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 pour la masse d'eau souterraine au niveau de la ZIP

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif état quantitatif		Objectif état chimique		
		Objectif état	Délai	Objectif état	Délai	Motivation du délai*
FRFG004	Socle des bassins versants de l'Isle et de la Dronne	Bon état	2015	OMS	2027	FT

* FT : Faisabilité Technique

B.I.4.1.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La commune de Beyssenac est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Isle Dronne, adopté par arrêté interpréfectoral le 2 août 2021.

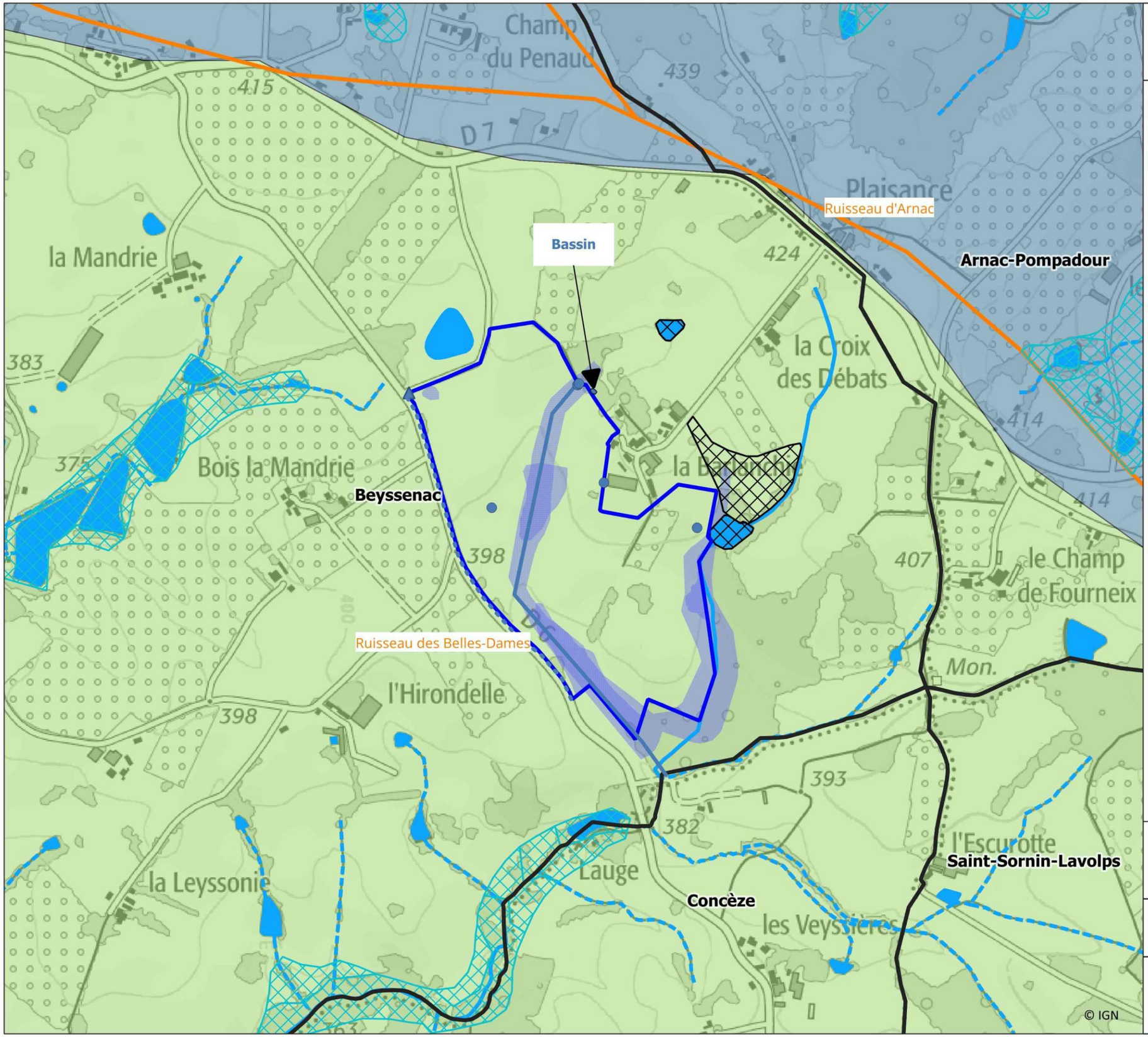


Figure 24 : Territoire du SAGE Isle Dronne (source : SAGE Isle Dronne)

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau du SAGE identifie un enjeu général : le bon état des eaux du bassin Isle Dronne, et quatre enjeux particuliers :

- *Le maintien ou l'amélioration de la qualité de l'eau ;*
- *Le partage de la ressource entre les usages ;*
- *La préservation et la reconquête des rivières et milieux humides ;*
- *la réduction du risque inondation.*

18 En gras sont surlignées les orientations sur lesquelles un projet d'ombrières agrivoltaïques est susceptible de pouvoir générer un effet et dont il convient alors de tenir compte



Le contexte hydrographique

- Zone d'Implantation Potentielle
- Commune
- Bassin versant spécifique

Périmètres de protection de captage d'alimentation en eau potable

- Périmètre de protection éloigné de la prise d'eau de Génis
- Périmètre de protection éloigné de la prise d'eau de Payzac

Cours d'eau

- Intermittent
- Permanent
- Surface hydrographique

Zones humidse (diagnostic de terrain - Ecosphère)

- Zones humides sur les critères pédologiques et végétation

Zones humides (bibliographie)

- Zone humide du PLU de Beyssenac
- Zone humide du SAGE Isle Dronne

Données observées sur le terrain

- Point d'eau
- Collecteur souterrain
- Fossé
- Buse
- Regard

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 250 500 m

N

CORIEAULYS

B.I.4.1.3. Contrat de milieu et autres plans

La commune de Beyssenac est concernée par le Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) Isle, en cours d'élaboration depuis 2021.

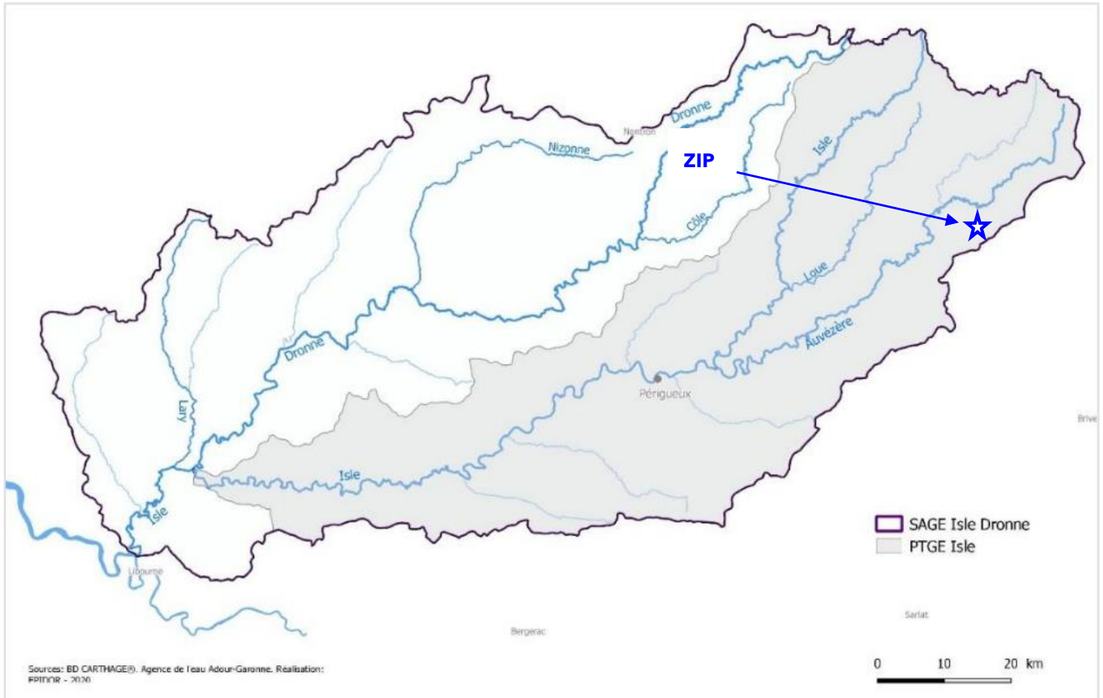


Figure 26 : Territoire du PTGE Isle (source : EPTB Dordogne)

B.I.4.1.4. Zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole – classement 2021

Le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne définit le périmètre des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole. Dans les zones vulnérables ainsi désignées, les agriculteurs sont tenus d'appliquer le nouveau Programme d'Actions National (PAN) et les adaptations régionales décrites dans les Programmes d'Actions Régionaux (PAR). Cela concerne tous les exploitants agricoles dont l'exploitation a une partie de ses terres ou un bâtiment d'élevage dans une commune classée en zone vulnérable, ou si des épandages de fertilisants azotés sont réalisés sur des terrains d'une commune classée.

D'après le dernier périmètre de classement en zone vulnérable, entré en vigueur en 2021, la commune de Beyssenac, et plus globalement tout le département de la Corrèze, ne sont pas classés en zone vulnérable aux nitrates au titre des eaux superficielles.

B.I.4.2. Enjeu des eaux superficielles

B.I.4.2.1. Le réseau hydrographique sur et aux abords de la ZIP

Le ruisseau des Belles-Dames passe en périphérie immédiate au sud de la ZIP. Il s'agit d'un affluent de l'Auvézère, qu'il rejoint sur la commune de Payzac en Dordogne. Long de 12 km, il s'écoule dans le sens Nord Sud puis Est Ouest sur Beyssenac. L'écoulement des ruissellements de la ZIP semble se diriger vers ce ruisseau.

Des cours d'eau temporaires sont également observés à l'ouest et au sud de la ZIP.

✓ ***Contexte hydrologique***

Aucune station de mesures hydrologique n'est recensée sur le ruisseau des Belles-Dames. En revanche, une station est identifiée sur l'Auvézère, en aval de Beyssenac, sur la commune de Cherveix-Cubas, à environ 19,5 km de la ZIP.

Le débit interannuels moyen de cette station est de 8,22 m^3/s (données calculées de 1966 à 2025). Son régime est de type pluvial, caractérisé par des variations saisonnières avec des périodes de hautes eaux en hiver et de basses eaux en été



Figure 27 : Ruisseau des Belles-Dames passant au sud de la ZIP, le long de l'espace boisé (source : Corieaulys, mai 2025)

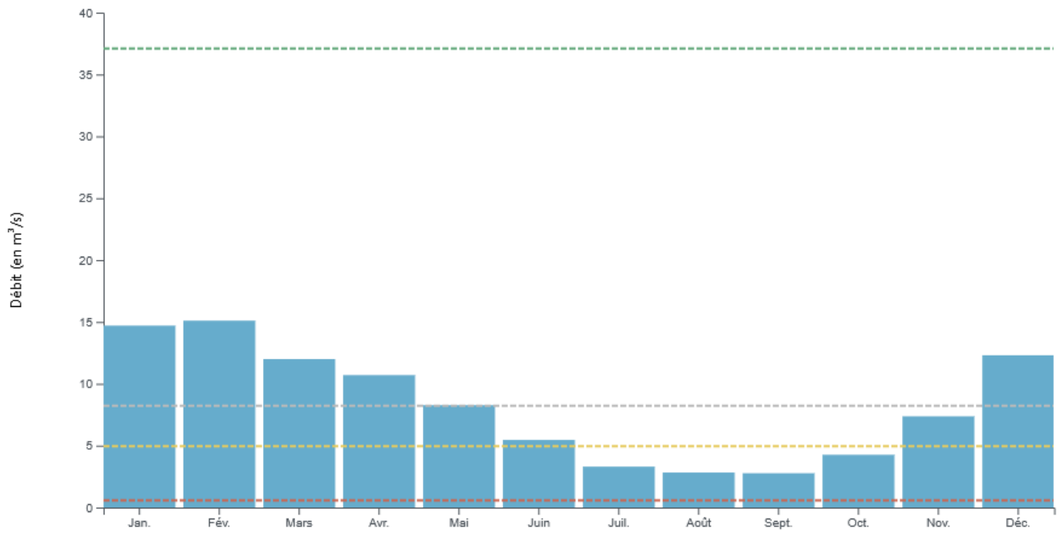


Figure 28 : Données hydrologiques de synthèse du l'Auvézère à Cherveix-Cubas (source : HydroPortail, 2025)

✓ *Qualité des eaux*

L'interface "Qualité des Rivières" des Agences de l'Eau indique des données pointant un **bon état écologique de la masse d'eau "Les Belles-Dames" (FRFRR46A_2)**.

La station de mesures de qualité du ruisseau des Belles-Dames au niveau de Payzac (confluence avec l'Auvézère) présente les données de qualité écologique suivantes.

Tableau 7 : Qualité écologique de la station de mesures du ruisseau des Belles-Dames (source : Agences de l'eau)

	2021	2022	2023
Station	Les Belles-Dames au niveau de Payzac		
Cours d'eau	**Le ruisseau des Belles-Dames FRFRR46A_2**		
État écologique	**Bon**	**Bon**	**Bon**
Invertébrés benthiques	Très bon	Très bon	Très bon
Poissons	Absence de données	Absence de données	Absence de données
Diatomées	Bon	Bon	Bon
Macrophytes	Absence de données	Absence de données	Absence de données
Température	Très bon	Très bon	Très bon
Nutriments	Bon	Bon	Bon
Acidification	Très bon	Très bon	Très bon
Hydromorphologie	Absence de données	Absence de données	Absence de données
Polluants spécifiques	Bon	Bon	Bon
Bilan de l'oxygène	Très bon	Très bon	Très bon

✓ *Autres points d'eau*

Des points d'eau se situent à proximité immédiate de la ZIP :

- **Un au sud-est, connecté au ruisseau des Belles-Dames et accolé à la ZIP, pouvant en collecter les eaux de ruissellement ;**
- **Un au nord-est, collectant les eaux des parcelles voisines (sources drainées), et les acheminant vers le collecteur souterrain traversant la ZIP ;**
- Un au nord, de l'autre côté de la route de Gratte-Chat.



Figure 29 : Point d'eau au sud-est de la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)



Figure 30 : Point d'eau au nord-est de la ZIP et son collecteur (source : Corieaulys, mai 2025)



Figure 31 : Point d'eau au nord de la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)

✓ *Ruissellement et collecte des eaux*

La ZIP est traversée par un collecteur d'eau souterrain partant du nord, avec la présence de trois regards, et se dirigeant vers le sud (ruisseau des Belles-Dames). Ce collecteur réceptionne les eaux du point d'eau au nord-est.



Figure 32 : Collecteur souterrain traversant la ZIP et les trois regards associés (source : Corieaulys, mai 2025)

Trois autres regards ont été identifiés sur la ZIP, il s'agit de collecteurs de drains.

A noter que le tracé drains associés à ces collecteurs n'est pas connu. Aucun plan n'étant disponibles compte tenu de l'ancienneté de leur aménagment.



Figure 33 : Regard identifié sur la ZIP, au sud-est (source : Corieaulys, mai 2025)

Enfin, un fossé hydraulique longe la RD6 du côté de la ZIP, avec la présence d'une buse en limite nord-ouest de la ZIP.



Figure 34 : Fossé hydraulique le long de la RD6 (en haut) et buse au niveau de l'intersection RD6 et route de Gratte-Chat (source : Corieaulys, mai 2025)

B.I.4.3. Enjeu des Zones Humides (ZH)

B.I.4.3.1. Définition

Les caractéristiques des zones humides sont définies dans le Code de l'Environnement (article L.211-1, modifié par la "loi n°2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office Français de la Biodiversité, modifiant les missions des Fédérations des Chasseurs et renforçant la police de l'environnement" entrée en vigueur le 27 juillet 2019), répondant à l'objectif législatif de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

On entend par zones humides "*les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant une partie de l'année*".

Ainsi, **les trois critères de définition et de délimitation des zones humides** en application de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement sont les suivants :

1 – Sol / pédologie,

2 – Végétation / plantes indicatrices de ZH,

3 – Végétation / habitats (communautés d'espèces végétales caractéristiques de ZH).

Il est donc admis que **si l'un des critères est observable, le classement en zone humide est retenu.** Deux cas se présentent cependant pour apprécier alors la qualité "humide" d'un secteur géographique :

- **Cas 1 : En présence d'une végétation spontanée,** une zone humide est caractérisée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, si les sols présentent les caractéristiques de telles zones (habituellement inondées ou gorgées d'eau), ou si sont présentes, pendant au moins une partie de l'année, des plantes hygrophiles.
- **Cas 2 : En l'absence de végétation,** liée à des conditions naturelles ou anthropiques, ou en présence d'une végétation dite "non spontanée", une zone humide est caractérisée par le seul critère pédologique, selon les caractères et méthodes réglementaires mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L;214-7-1 et R.211-108 du Code de l'Environnement.

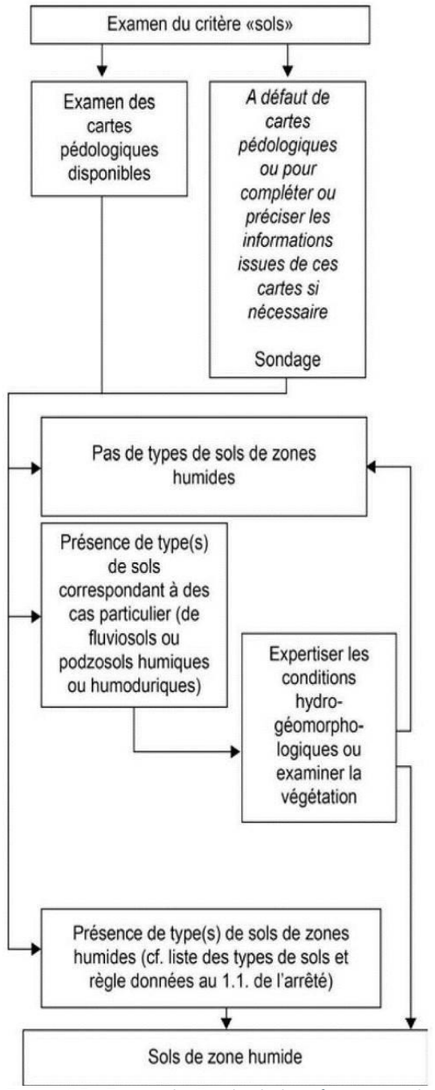


Figure 35 : Extrait du Guide d'identification et de délimitation des sols des zones humides

B.I.4.3.2. Contexte au niveau de la ZIP

✓ ***Données bibliographiques – Bassin Adour-Garonne***

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne contribuant à l'amélioration des connaissances sur les zones humides en menant et en compilant les inventaires de terrain réalisés sur son bassin. L'identification et la délimitation technique des zones humides élémentaires est faite par prospection de terrain selon les critères "hydromorphie des sols" ou "végétation hygrophile".

Aucune zone humide n'a été recensée au sein ou à proximité de la ZIP.

✓ ***Données bibliographiques – SAGE Isle Dronne***

Le SAGE Isle Dronne s'appuie sur l'étude des zones humides menée par l'EPTB Dordogne (EPIDOR), ayant permis la cartographie des zones à dominante humides sur l'ensemble du bassin par méthode analogique, numérique et de terrain.

Aucune zone humide n'a été recensée sur la ZIP. Toutefois, ont été recensées des zones à dominantes humides au nord-ouest et au sud-ouest (prairies humides, plans d'eau et boisements humides), visibles sur la cartographie en page 25.

✓ ***Données bibliographiques – PLU de Beyssenac***

Les études préalables à l'élaboration du PLU de Beyssenac ont permis de préciser la délimitation des zones humides de la commune, à partir des données issues de l'EPTB Dordogne (EPIDOR). La méthode retenue a consisté à procéder à des visites de terrain sur l'ensemble du territoire communal en avril 2024. Le critère de définition retenu pour la délimitation des zones humides a été le critère floristique uniquement.

Des zones humides ont été recensées à proximité immédiate de la ZIP : le point d'eau connecté au ruisseau des Belles-Dames, au sud-est, ainsi qu'une zone humide attenante, et le point d'eau au nord-est. Elles sont visibles sur la cartographie en page 25.

✓ ***Données de terrain – Critère végétation***

Selon l'étude réalisée par Ecosphère; parmi les habitats de la zone d'implantation potentielle (ZIP), 3 habitats sont caractéristiques des zones humides. 1 habitat coté pro parte correspond à une végétation susceptible d'être caractéristique de zones humides et 5 habitats ne sont pas caractéristiques de zones humides. Les secteurs concernés par ces habitats nécessitent la réalisation d'un diagnostic complémentaire par le critère « sol » ou l'approche « espèces indicatrices », pour déterminer leur classification en zone humide ou non.

Habitat	CORINE biotopes	Statut (Arr. 2008)
Grandes cultures	82.11	Non
Prairies temporaires	81.1	Non
Prairies mésophiles pâturées	38.11	p.
Pâtures acidiphiles hygrophiles	**37.21**	**H.**
Jonchaies paratourbeuses acidiclines	**37.312**	**H.**
Mégaphorbiaies mésotrophes	**37.1**	**H.**
Ronciers	31.83	Non
Vergers d'arbustes et d'arbres bas	83.22	Non
Alignements d'arbres	83.3121	Non

Statut dans l'arrêté de juin 2008 : H – caractéristique de zones humides ; p. – pro parte, i.e. *végétation susceptible d'être caractéristique de zones humides ; Non. – non caractéristique de zones humides.* ***En gras*** *: végétations caractéristiques de ZH.*

Les relevés florisitiques réalisés ont permis de compléter la cartographie des végétations caractéristiques de zones humides. Un total de 2,80 ha est identifié en tant que zone humide d'après le critère « végétation ».



Figure 36: Zones humides selon le critère pédologique (Ecosphère)

✓ *Données de terrain – Critère pédologique*

Le bureau d'études Ecosphère a réalisé un inventaire des zones humides de la ZIP. 45 sondages pédologiques ont été réalisés à la tarière (profondeur 1,20 m). 18 sondages se sont révélés caractéristiques de zones humides. Il s'agit de :

- rankosols avec des traits d'oxydation bien marqués, débutant à moins de 25 cm et se prolongeant, permettant un rattachement aux REDOXISOLS ;
- brunisols avec des traits d'oxydation bien marqués, débutant à moins de 25 cm de profondeur et se prolongeant, permettant un rattachement aux REDOXISOLS ;
- brunisols avec des traits d'oxydation bien marqués débutant à moins de 25 cm et se prolongeant avec des traits de réduction, permettant un rattachement aux REDUCTISOLS.

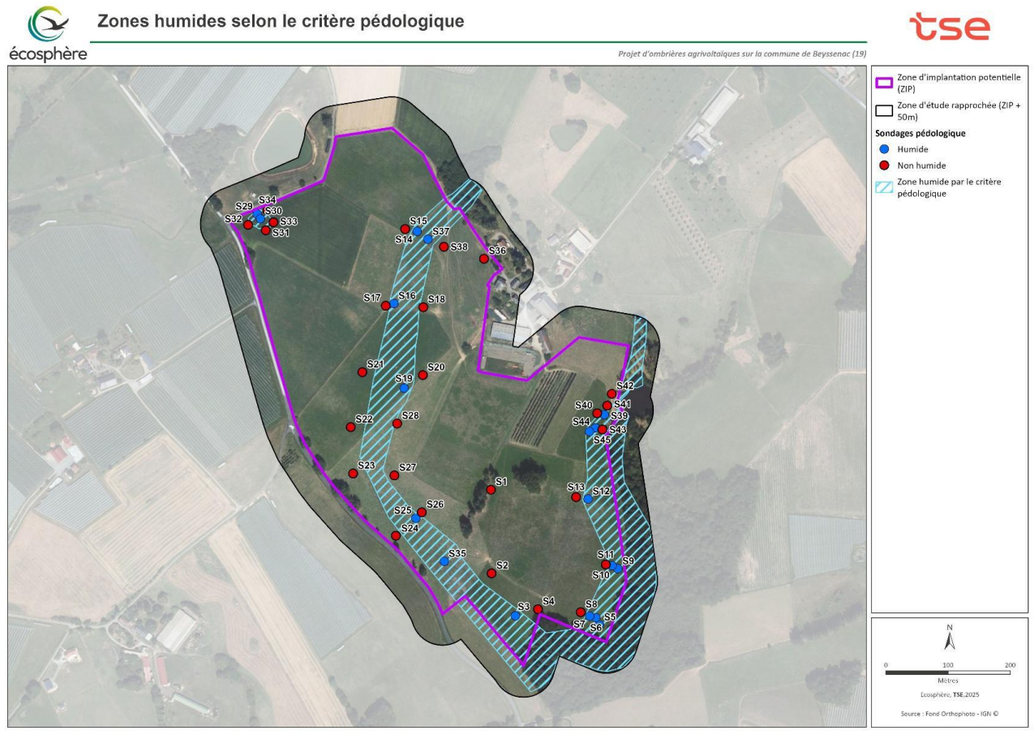


Figure 37: Zones humides selon le critère pédologique (Ecosphère)

✓ *Synthèse*

Il ressort qu'une zone humide de 2,80 ha a pu être identifiée via le critère habitat et végétation, tandis que le critère pédologique permet de mettre en exergue une zone humide de 8,55 ha. Une partie de ces zones humides se recouvre, aboutissant à un **total de 8,97 ha de zones humides au sein de la ZIP**.

Ces zones humides sont reportées sur la cartographie du contexte hydrographique en page 25.

B.I.4.4. Enjeu des eaux souterraines

B.I.4.4.1. L'aquifère présente à l'aplomb de la ZIP

Un aquifère est une formation géologique contenant de façon temporaire ou permanente de l'eau et constituée de roches perméables et capable de la restituer naturellement et/ou par exploitation.

La ZIP surmonte la masse d'eau souterraine de roches cristallines « Socle des bassins versants de l'Isle et de la Dronne » (FRFG004).

Selon le PLU de Beyssenac, son état actuel est bon. **Elle fait l'objet d'une pression qualitative forte par l'élevage et moyenne par l'occupation des sols et l'impact des échanges avec les milieux aquatiques superficielles**.

Selon le rapport final de la gestion des eaux souterraines en Nouvelle-Aquitaine du BRGM[19], les terrains cristallins sont essentiellement imperméables et les aquifères sont liés aux fissurations dans les zones superficielles. **La nappe est identifiée comme peu profonde et peu étendue, vulnérable et sensible aux contaminations superficielles**.

Les points d'eau de la Banque de données du Sous-Sol (BSS)[20] sur les communes de Saint-Eloy-les-Tuileries et Beyssac montrent effectivement une première arrivée d'eau autour de 2-3 m de profondeur.

19 Source : http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-53647-FR.pdf
20 Source : InfoTerre du BRGM

B.I.4.4.2. Utilisation des eaux souterraines – alimentation en eau potable près de la ZIP

D'après les données Cart'Eaux d'Atlasanté (portail géographique des données des ARS), **la ZIP se situe au sein du Périmètre de Protection Eloignée (PPE) de la prise d'eau "le Bois de la Prade" sur l'Auvézère sur la commune de Génis, en Dordogne (24) :** "*Dans cette zone de vigilance,* ***aucune tolérance ne sera accordée en cas de non-conformité des rejets dans les eaux superficielles ou souterraines***."

La ZIP se situe également à proximité du PPE de la prise d'eau au lieu-dit Le Pont Neuf sur l'Auvézère sur la commune de Payzac, en Dordogne (24).

L'alimentation en eau potable du territoire provient donc essentiellement de prélèvements sur les eaux superficielles.

B.I.4.5. Cotation de l'enjeu - interactions entre thèmes

Ressource en eau superficielle et souterraine : enjeu fort									
							3		
Zones humides : enjeu majeur									
									4

La ressource en eau est réglementée localement par le SDAGE Adour-Garonne.

La ZIP se situe en périphérie immédiate au nord du ruisseau des Belles-Dames et d'un point d'eau y étant connecté. La topographie indique un écoulement des ruissellements vers ces eaux superficielles. Un autre point d'eau (bassin) a été identifié au nord-est, collectant des eaux dont l'acheminement passe par un collecteur souterrain traversant la ZIP et se dirigeant également vers le sud et le ruisseau des Belles-Dames. Trois regards ont été recensés sur la ZIP (collecteurs de drains).

La ZIP surmonte la masse d'eau souterraine « Socle des bassins versants de l'Isle et de la Dronne », se trouvant à une faible profondeur et étant vulnérable et sensible aux contaminations superficielles. Elle se situe également au sein du PPE de la prise d'eau sur l'Auvézère à Génis (24), périmètre où aucune tolérance n'est acceptée concernant la non-conformité des rejets en eaux superficielles et souterraines.

Un enjeu fort est retenu.

Le diagnostic zones humides réalisé par le bureau d'études Ecsophère a permis de définir des zones humides sur une surface de 8,97 ha regroupant les critères pédologiques et végétation. Les zones humides sont des enjeux majeurs au titre du SDAGE Adour Garonne.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Géologie / Risques naturels (inondations, remontées de nappe, mouvement de terrain) /Biodiversité/ Activités / Paysage / Santé.

B.I.5. LES ENJEUX LIES AUX RISQUES NATURELS MAJEURS

Objectif : Définir les enjeux liés à la présence de risques naturels à l'échelle du site d'étude et de ses abords qui pourraient représenter une contrainte technique dans le choix des structures du projet et de l'implantation ou une vulnérabilité particulière.

Sources des données : BRGM, Géorisques, DDT de la Corrèze, DDRM de la Corrèze, SisFrance, BDIFF, Météorage, documents d'urbanisme, etc.

B.I.5.1. Préambule : définition des risques majeurs

Le risque majeur est un accident d'une gravité très élevée mais d'une probabilité d'occurrence très faible. Il résulte de la confrontation d'un aléa avec un ou plusieurs enjeux. Il existe deux catégories de risques majeurs :

Risques naturels	Risques technologiques[21]
Inondation, avalanche / coulée de neige, feu de forêt, mouvements de terrain, séisme, tempête / cyclone, radon* Ces risques font l'objet de ce chapitre.	Industrie, rupture de barrage, nucléaire, minier, transport de matières dangereuses (TMD) Ces risques seront étudiés dans le chapitre « *risques technologiques* » dans l'analyse des commodités du voisinage (santé, sécurité).

Deux critères caractérisent le risque majeur :

- **Une faible fréquence :** l'Homme et la société peuvent être d'autant plus enclins à l'ignorer que les catastrophes sont peu fréquentes ;
- **Une énorme gravité :** nombreuses victimes, dommages importants aux biens et à l'environnement.



Figure 38 : La notion de risque majeur

Un évènement potentiellement dangereux, un ALEA (cf. figure ci-dessus) n'est un RISQUE MAJEUR que s'il s'applique à une zone où des ENJEUX humains, économiques ou environnementaux sont présents.

D'une manière générale, le risque "majeur" se caractérise par de nombreuses victimes, un coût important de dégâts matériels, des impacts sur l'environnement : la VULNERABILITE mesure ces conséquences.

Le risque majeur est donc la confrontation d'un aléa avec des enjeux.

L'Etat est tenu d'informer les populations sur les risques majeurs auxquels elles peuvent être soumises.[22] Pour cela, des documents d'information sont élaborés conjointement par les services des préfectures et des mairies. Le **Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de la Corrèze de 2022** et **Géorisques** permettent d'obtenir des informations quant aux risques existants sur leur territoire.

Les risques suivants sont identifiés pour la commune de Beyssenac :

- Séisme ;
- Retrait-gonflement des argiles ;
- Inondation par remontée de nappe ;
- Radon*

*A noter que le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Le risque concerne les lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier. Ce risque n'est donc pas un enjeu ici et ne sera donc pas plus détaillé par souci de proportionnalité.

La commune de Beyssenac fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophes naturelles.

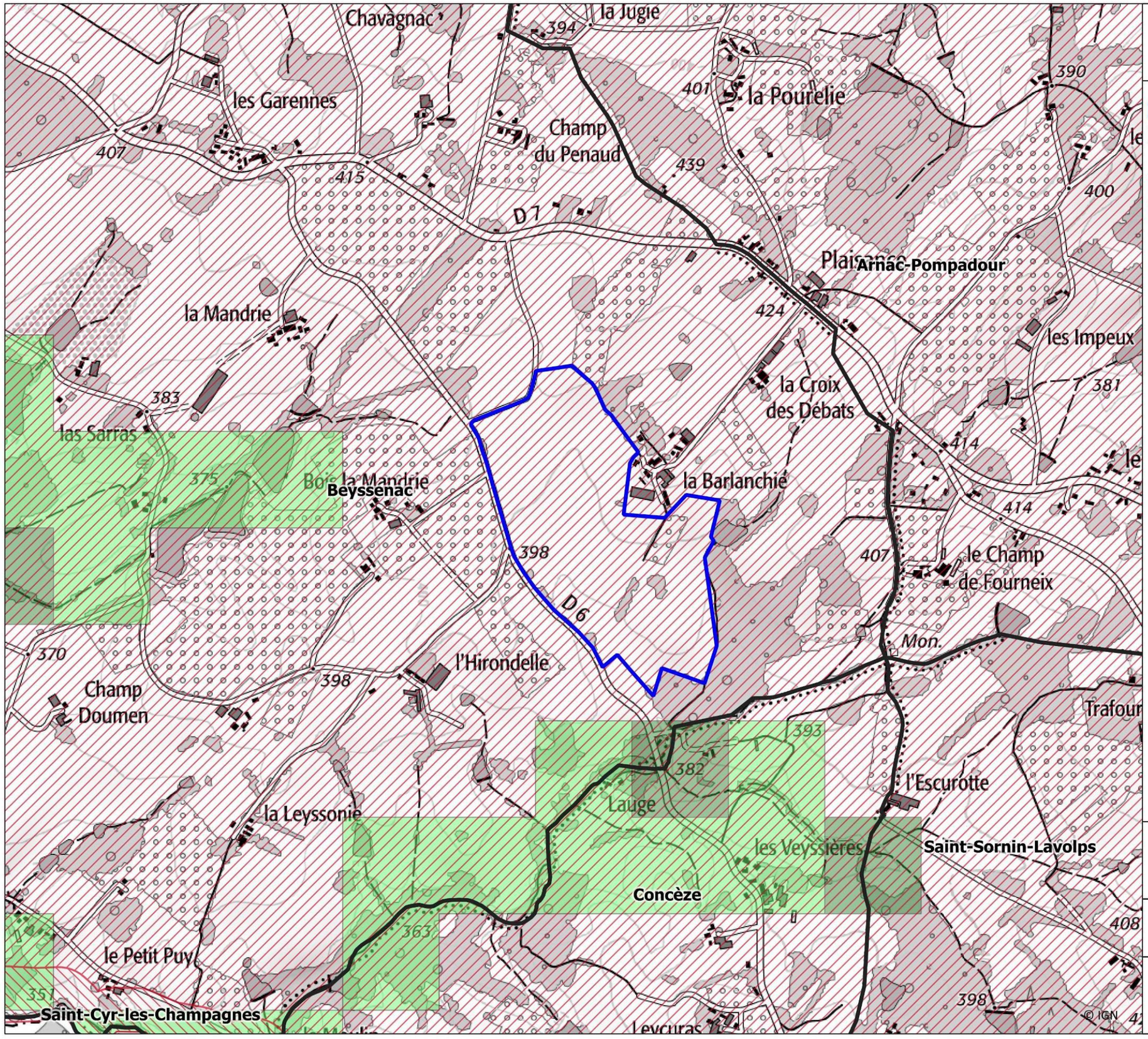
Tableau 8 : Arrêtés de catastrophes naturelles recensées sur la commune de Beyssenac

Type de catastrophe	Commune	Début le
Inondations et coulées de boue	Beyssenac	06/11/1982
		21/09/1993
		25/12/1999
Sécheresse		01/07/2019
		01/07/2022

La carte en page suivante matérialise les risques naturels sur et aux abords de la ZIP. Les alinéas suivants permettent de les préciser à l'échelle de la ZIP.

21 Risques étudiés dans le chapitre sur la commodité du voisinage, santé, sécurité

22 Loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile et à la prévention des risques majeurs (reprise dans l'article L.125-2 du Code de l'environnement) : « Les citoyens ont droit à une information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles ».



Les risques naturels

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Aléa retrait-gonflement des argiles

Faible

Moyen

Aléa remontée de nappe

Zone potentiellement sujette aux débordements de nappe

Zone potentiellement sujette aux inondations de cave

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

B.I.5.2. L'instabilité des sols

B.I.5.2.1. Les enjeux sismiques

✓ ***Définition***

Un séisme est une vibration du sol transmise aux bâtiments causée par une fracture brutale des roches en profondeur, créant des failles dans le sol et parfois en surface.

✓ ***En France et en Corrèze***

Le décret n°2010-155 du 22 octobre 2010 porte délimitation des zones de sismicité du territoire français. Il est codifié dans les articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'Environnement. Ce zonage, reposant sur une analyse probabiliste de l'aléa, divise la France en 5 zones de sismicité.

Le département de la Corrèze est identifié en sismicité très faible, soit le premier niveau d'intensité (1/5).

✓ ***La sismicité au niveau local***

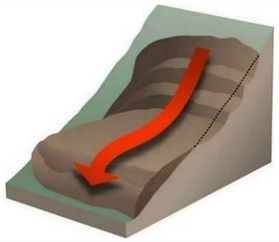
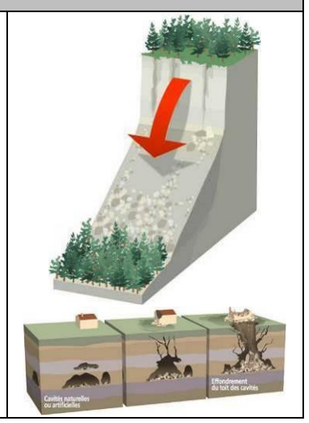
La commune de Beyssenac est en **zone de sismicité très faible**. D'après la base de données SisFrance[23] (Sismicité historique de la France Métropolitaine), **aucun séisme** n'a été ressenti sur les communes.

B.I.5.2.2. Les enjeux de mouvements de terrain

✓ ***Définition***

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les volumes en jeu sont compris entre quelques mètres cubes et quelques millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour).

Tableau 9 : Les différents types de mouvements de terrain

Les mouvements lents et continus	
Les tassements et les affaissements : certains sols compressibles peuvent se tasser sous l'effet de surcharges (constructions, remblais) ou en cas d'assèchement (drainage, pompage). Ce phénomène est à l'origine du tassement de sept mètres de la ville de Mexico et du basculement de la tour de Pise. **Le retrait-gonflement des argiles :** les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (périodes humides) et des tassements (périodes sèches). **Les glissements de terrain** se produisent généralement en situation de forte saturation des sols en eau. Ils peuvent mobiliser des volumes considérables de terrain, qui se déplacent le long d'une pente.	
Les mouvements rapides et discontinus	
Les effondrements de cavités souterraines : l'évolution des cavités souterraines naturelles (dissolution de gypse) ou artificielles (carrières et ouvrages souterrains) peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression généralement de forme circulaire. **Les écroulements et les chutes de blocs :** l'évolution des falaises et des versants rocheux engendre des chutes de pierres (volume inférieur à 1 dm^3), des chutes de blocs (volume supérieur à 1 dm^3) ou des écroulements en masse (volume pouvant atteindre plusieurs millions de m^3). Les blocs isolés rebondissent ou roulent sur le versant, tandis que dans le cas des écroulements en masse, les matériaux « s'écoulent » à grande vitesse sur une très grande distance. **Les coulées boueuses et torrentielles** sont caractérisées par un transport de matériaux sous forme plus ou moins fluide. Les coulées boueuses se produisent sur des pentes, par dégénérescence de certains glissements avec afflux d'eau. Les coulées torrentielles se produisent dans le lit de torrents au moment des crues.	

✓ ***Cavités naturelles ou anthropiques, risque karstique, autres mouvements de terrain (glissement, chute, éboulement, effondrement, coulée, érosion, tassement***

Le DDRM de la Corrèze indique : « *La Corrèze possède un contexte géologique favorisant les mouvements de terrain, notamment en raison des prédispositions naturelles du terrain et du climat. Le sud-ouest du département est le plus touché par ce risque. […] En plus de sa situation, certaines communes se trouvent sur des sols de compositions géologiques différentes (argiles, calcaires, marnes, grès, etc.), de fait, elles sont davantage confrontées à des mouvements profonds, qui affectent les terrains rocheux, d'autres font face à des mouvements superficiels, touchant particulièrement les sols argileux alors que d'autres sont concernées par la présence de cavités souterraines.* »

D'après la base de données « Géorisques », la commune de Beyssenac n'est **pas concernée par le risque mouvement de terrain (hors retrait-gonflement des argiles).**

✓ ***Aléa retrait-gonflement des argiles***

La commune de Beyssenac est concernée par l'aléa de retrait-gonflement des argiles. La ZIP se situe en zone d'**aléa faible.**

B.I.5.2.3. Cotation de l'enjeu -- interactions entre thèmes

Instabilité des sols : enjeu faible									
			1						
La ZIP se situe en zone de sismicité très faible et en aléa faible de retrait-gonflement des sols argileux. Elle n'est a priori pas concernée par des risques de mouvements de terrain.Un enjeu faible est retenu.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Géologie (nature des sols) / Relief / Biodiversité (sol végétalisé, sol nu) / Activités / Sécurité des biens et des personnes									

B.I.5.3. Les enjeux liés au risque d'inondation

En France, le risque inondation est le premier risque naturel par l'importance des dommages qu'il provoque, le nombre de communes concernées (16 000), l'étendue des zones inondables (27 000 km²) et les populations résidant dans ces zones (5,1 millions de personnes).

B.I.5.3.1. Inondations et zones inondables

La ZIP n'est pas concernée par un zonage lié au risque inondation. La commune de Beyssenac est toutefois inscrite dans le **Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) Bassin de la Dordogne**.

Il est à rappeler que la commune a fait l'objet de trois arrêtés de catastrophes naturelles liés à des inondations et coulées de boue.

B.I.5.3.2. Les inondations par remontée de nappe

"On parle d'inondation par remontée de nappes lorsque l'inondation est provoquée par la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'à la surface du sol. […] Les nappes dont la remontée est susceptible de provoquer des inondations sont : les nappes phréatiques dites "libres" (qui ne sont pas séparées du sol par une couche de terrain imperméable) ou dont la zone non saturée (couche de terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air) est mince."[24]

La cartographie de l'aléa remontée de nappe, disponible sur "Géorisques" indique que **la ZIP n'est pas sujette à ce dernier.** En complément, ces données ne peuvent être utilisées *sensu stricto* à cette échelle comme l'explique la base de données Géorisques à ce sujet : *"l'exploitation de la carte de sensibilité aux remontées de nappe n'est possible qu'à une échelle inférieure à 1/100 000. Autrement dit, pour des études locales, ayant besoin d'une résolution fine (échelle parcellaire ou au 1/25 000, au 1/50 000), cette carte nationale ne doit pas être utilisée."*[25]

B.I.5.3.3. Cotation de l'enjeu - interactions entre thèmes

Risque inondation : enjeu faible									
			1						
La ZIP n'est ni concernée par un zonage lié au risque inondation ni concernée par le risque de remontée de nappe. Toutefois, le ruisseau des Belles-Dames passe en limite sud. Un enjeu faible est retenu.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Climat / Pédologie / Relief / Ressource en eau / Biodiversité /Sécurité des biens et des personnes / Paysage.									

23 En ligne : https://www.sisfrance.net/seismes/result

24 Source : Géorisques

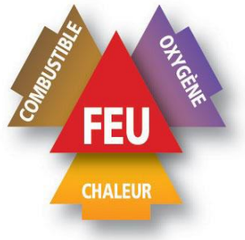
25 Source : https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/les-inondations-par-remontee-de-nappe

B.I.5.4. Les enjeux liés aux risques « incendie » et « foudre »

B.I.5.4.1. Généralités

Le feu de forêt est un incendie qui se déclare et se propage dans une végétation de forêt, de maquis ou de garrigue. Pour se déclencher et progresser, le feu a besoin de trois conditions :

Tableau 10 : Le triptyque conditionnel d'un départ de feu

	**Une source de chaleur** (flamme, étincelle) : très souvent l'homme est à l'origine des feux de forêts par imprudence (travaux agricoles et forestiers, cigarette, barbecue, dépôts d'ordures…), accident ou malveillance.
	Un apport d'oxygène : le vent active la combustion.
	Un combustible (végétation) : le risque de départ de feu est davantage lié à l'état de la forêt et de ses lisières (sécheresse, disposition des différentes strates, état d'entretien, densité, relief, teneur en eau…) qu'à l'essence forestière elle-même (chênes, conifères).

B.I.5.4.2. Situation de la ZIP

✓ Le risque "feux de forêts"

Le DDRM de la Corrèze indique : "*Malgré l'absence d'obligation de création d'un Plan Départemental de Protection des Forts Contre les Incendies (PDPFCI) pour le département, des actions permanentes de prévention dans les massifs forestiers et sur les communes concernées sont instaurées en Corrèze […]. Si la Corrèze est soumise à l'aléa feu de forêt, ce risque ne peut pas être considéré comme majeur dans le département.*"

La commune de Beyssenac n'est pas concernée par le risque "feux de forêts". Aucun incendie n'y a été recensé depuis 2010, d'après la Base de Données sur les Incendies de Forêts en France (BDIFF).

La ZIP, pour sa part, est principalement occupée par des prairies permanentes, avec la présence d'un alignement d'arbres discontinu le long de la route de Concèze au sud-ouest et quelques bosquets ponctuels, principalement au sud. Il est toutefois important de noter la présence d'un massif boisé en périphérie sud de la ZIP, ainsi qu'un autre, moins étendu, en périphérie nord-est.



Figure 40 : Bosquet sur la ZIP (en haut), massif boisé en périphérie sud (au milieu) et massif boisé en périphérie nord-est (en bas) (source : Corieaulys, mai 2025)

✓ Le risque "foudre"

Dans la mesure où la foudre peut occasionner des départs de feu, elle est traitée ici grâce à la consultation de la base de données "Météorage" qui permet de préciser le niveau de risque à ce titre sur la commune de Beyssenac. Météorage fournit des statistiques conformes aux exigences des normes internationales IEC 62305-2 et 62858.

La commune de Beyssenac connaît un **taux de foudroiement faible** avec 1,02 impacts/km²/an mais avec une année record en 2023 (2,98 impacts/km²/an). Elle compte **10 jours d'orage par an, en majorité en été (59,3%), les mois les plus à risque étant ceux de mai, juin, août et septembre.**

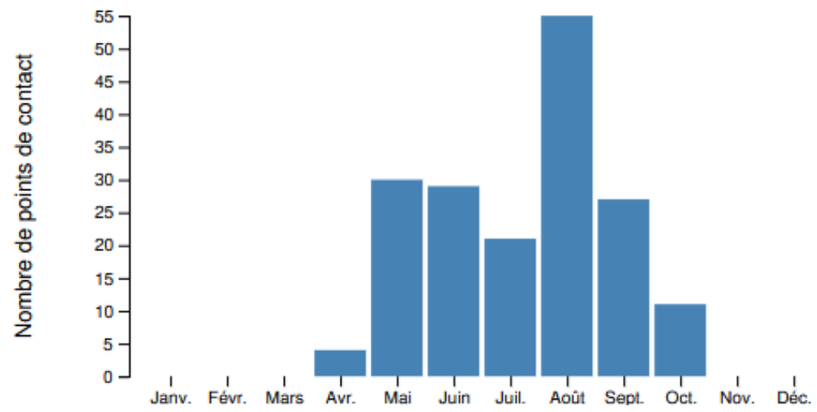


Figure 41 : Foudroiement et répartition des orages à Beyssenac (source : Météorage)

B.I.5.4.3. Cotation de l'enjeu -- interactions entre thèmes

Foudre- incendie : enjeu faible à modéré									
				1,5					
Le risque « feux de forêts » n'est pas identifié sur la commune de Beyssenac. La ZIP est principalement occupée par des prairies permanentes, avec la présence ponctuelle de bosquets. Un massif boisé est toutefois présent en périphérie sud, tout comme un autre, moins étendu, en périphérie nord-est. Le risque foudre, potentiellement générateur de départ d'incendie est par ailleurs faible. L'enjeu est considéré comme faible à modéré.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Climat / Biodiversité / Sécurité des biens et des personnes.									

B.I.5.5. Les enjeux liés aux évènements climatiques majeurs

B.I.5.5.1. Définition

Les phénomènes météorologiques extrêmes comme les tempêtes, les ouragans, tornades sont, par définition, des évènements inhabituels. Ils sont donc très difficiles à prendre en compte dans des modèles climatiques qui tentent de donner des moyennes.

« Par définition, les événements climatiques sont qualifiés d'extrêmes lorsqu'une variable météorologique ou climatique prend une valeur située au-dessus (ou au-dessous) d'un seuil proche de la limite supérieure (ou inférieure) de la plage des valeurs observées pour cette variable. Le cinquième rapport de synthèse du GIEC (AR5) nous rappelle qu'il s'agit d'un phénomène rare en un endroit et à un moment de l'année. Même si les définitions du mot rare varient, un phénomène météorologique extrême devrait normalement se produire rarement, les seuils étant fixés de telle manière que moins de 10 % des phénomènes observés soient qualifiés d'extrêmes ».[26]

B.I.5.5.2. Situation de la ZIP

Le DDRM de la Corrèze indique : *"Le département peut être exposé à des risques d'origine climatique (tempêtes, orages, épisodes de grands froids et canicules) […], toutefois, ces derniers ne sont pas abordés spécifiquement dans ce dossier."*

A l'échelle de la commune de Beyssenac, deux arrêtés sécheresse ont été publiés à ce jour.

Il est tout de même important de rappeler que ces types de risques restent de nature aléatoire et qu'ils peuvent survenir partout. La sécheresse devient, elle, de plus en plus chronique.

B.I.5.5.3. Cotation de l'enjeu – interaction entre thèmes

Risque d'évènement climatique extrême : enjeu faible à modéré									
				1,5					
Les risques climatiques extrêmes ne peuvent être exclus mais ils restent de nature aléatoire et non chronique. L'enjeu est considéré comme faible à modéré.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Climat / Sécurité des biens et des personnes.									

26 Source : Les événements météorologiques extrêmes dans un contexte de changement climatique, OBSERVATOIRE NATIONAL SUR LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, rapport au premier ministre, 2018, https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/ONERC_Rapport_2018_Evenements_meteorologiques_extremes_et_CC_WEB.pdf -

B.II. SYNTHESE DES ENJEUX DU TERRITOIRE, TRADUCTION EN SENSIBILITES DU MILIEU PHYSIQUE – MESURES PROPOSEES – IMPACTS RESIDUELS DU PROJET[27]

Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Climat – Potentiel solaire	Au niveau de la ZIP, le climat est de type tempéré chaud et le potentiel solaire est favorable (1°585°kWh/an).	Atout (+)	Un parc d'ombrières agrivoltaïques permettra une production efficiente d'électricité décarbonée.	Positif (1)	Favorable (4)	✓ *Utilisation de trackers adaptés pour optimiser la production.*	Productible estimé : 13000 à 14000 MWh/an. Bilan carbone: en prenant l'hypothèse majorante (FE centrale PV panneaux Chine), sur 25 ans, la substitution de l'électricité produite par l'installation agrivoltaïque de Beyssenac permet d'économiser 4 892 t eq CO2 par rapport au mix électrique français actuel et 128 186 t eq CO2 par rapport au mix électrique européen. Participation à la décarbonation du mix énergétique Microclimat : chauffe au-dessus des panneaux, risque de sécheresse sous les panneaux, mais pas d'effet notable « ilot de chaleur », ni de chaleur liée aux postes ou de modification du climat local. Présence de gaz SF6 au niveau des postes électriques faisant l'objet d'une information affichée.	Positif (+)
Lutte contre le changement climatique	La lutte contre le réchauffement climatique est aujourd'hui un impératif à l'échelle mondiale face aux constats alarmants des dernières décennies et au regard des vulnérabilités multiples qu'il engendre. C'est un enjeu majeur à ce jour sur chaque territoire.	Majeur (4)	Si les projets d'ombrières agrivoltaïques font partie du panel d'installations mises en avant dans le cadre de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, leur bilan carbone est fortement dépendant de la provenance des panneaux et des modifications qu'un projet génère sur l'occupation initiale des sols. Le bilan carbone d'un projet photovoltaïque impliquant du défrichement, par exemple, pourra, selon son ampleur, présenter un bilan carbone défavorable et, dans ce cas, ne plus répondre à l'objectif visé. Dans le cas présent, la ZIP est majoritairement prairiale avec quelques motifs arborés. Ce risque apparaît donc faible, mais la provenance des panneaux reste un critère d'entrée important.	Faible (-1)	Modérée (-4)	✓ *Préserver les éléments végétaux.* ✓ *Hormis l'emprise nécessaire aux postes et aux pistes, l'intégrité des sols sera maintenue. La mise en œuvre d'un plan de circulation sera réalisée. Les bosquets sont maintenus et les haies également et elles seront renforcées* ✓ *Les structures et panneaux bas-carbone, seront priorisées notamment d'origine nationale ou européenne si la marché le permet lors de la construction du parc.* ✓ *Afin d'améliorer le bilan carbone du projet, la réutilisation des matériaux disponibles sur la ZIP sera privilégiée, si leurs caractéristiques le permettent, notamment pour la création des pistes et des plateformes.* ✓		
Qualité de l'air	Au vu de sa situation, la ZIP est assez épargnée par les épisodes de pollution. Toutefois, des dépassements de seuils définis par l'OMS pour l'ozone (O_3) et le dioxyde d'azote (NO_2) sont à noter. La qualité de l'air constitue un enjeu fort car il s'agit de ne pas la dégrader davantage.	Fort (3)			Modérée (-3)		L'énergie photovoltaïque participe à la lutte contre le changement climatique et donc contre les émissions de CO2 bien qu'elle n'en soit pas totalement exempte. Tout étant fait pour limiter le bilan carbone, le projet est favorable au maintien de la qualité de l'air.	

27 Rappel des échelles des enjeux, sensibilités et impacts selon la méthodologie.

Enjeu	*Atout 1*	*Nul 0*	*Très faible 0,5*	*Faible 1*	*Faible à modéré 1,5*	*Modéré 2*	*Modéré à fort 2,5*	*Fort 3*	*Majeur 4*
Sensibilité = impact brut	*Favorable >0*	*Nulle 0*	*Très faible]0à -1[*	*Faible [-1 à- 3[*	*Modérée [-3 à-5[*	*Forte [-5 à-10[*	*Majeure <-10*		
Impact = impact résiduel	*Positif >0*	*Nul 0*	*Négligeable]0-0,5[*	*Très faible]-0,5 à -1[*	*Faible]-1 à -3[*	*Modéré [-3 à-5[*	*Fort [-5 à-10[*	*Majeur <-10*	

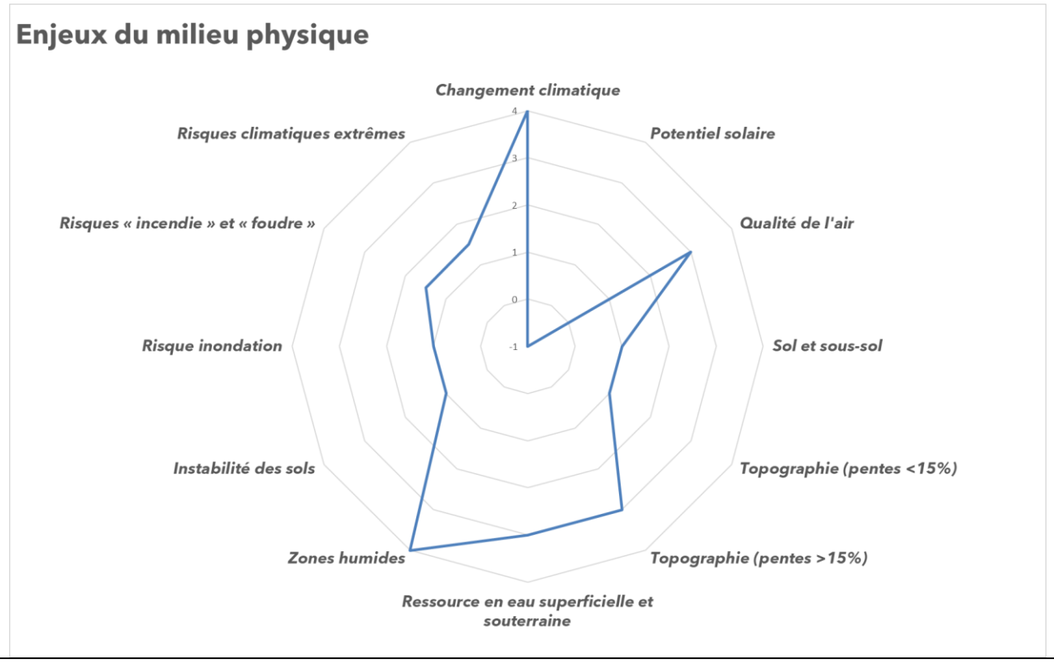
Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Sous-sol et sol, sites et sols pollués	La ZIP se situe sur un plateau gneissique. Aucun site ou sol pollué n'a été recensé sur son périmètre ou aux abords. Un enjeu faible est retenu.	Faible (1)	Des études géotechniques sont mises en œuvre, de manière systématique, en amont des travaux. Elles permettent de définir et préciser le type et le dimensionnement des fondations en fonction des caractéristiques géotechniques *in situ* (pieux battus, pieux vissés, pieux battus moulés, longrines ou gabions). Au vu du contexte, le risque de dissémination de pollutions est identifié comme faible.	Faible (1)	Faible (-1)	✓ *Réalisation de l'étude géotechnique préalable aux travaux et respect des dispositions constructives qui en découleront éventuellement (type de fondation, assise…), une fois le permis de construire obtenu.* ✓ *Limiter au maximum les emprises, notamment en réutilisant les accès existants et en limitant les terrassements (positionnement des bâtiments techniques en secteurs de pentes faibles, etc.).*	≈ 25,45 ha d'espace clôturé ; ≈ 3,76 ha de panneaux (surface projetée au sol) ; ≈ 1,36 ha de piste en grave concassées ; Un poste de livraison (36 m²) ; Deux postes de transformation (2 x 36 m²); 3 citernes incendie de 36,5 m² chacune Quelques mètres carrés de pieux battus et d'ancrages de la clôture. .≈ 220 m² de surfaces imperméabilisées sols végétalisés : 23,28 ha sur les 25,45 ha de la ZIP (91,5 %). Mouvements de terres très limités et localisés. Pas de risque notable d'érosion, ruissellement, tassement, pollutions. Très faible (-0,5)	Très faible (-0,5)
Topographie	La ZIP présente globalement une pente descendante vers le sud, très majoritairement inférieure à 10%.	Faible (1)	Un projet d'ombrières agrivoltaïques ne nécessite pas d'importants mouvements de terres sur les parties planes de la ZIP.	Faible (-1) pour les pentes <15%	Faible (-1) pour les pentes <15%	✓ *Le secteur de fortes pentes est évité* ✓ *L'implantation des bâtiments techniques et des pistes privilégie les secteurs de pentes faibles.* ✓ *Respecter au plus près le terrain naturel*	Les terrassements seront très localisés et les reprofilages ponctuels, notamment pour les pistes. Il n'est pas attendu de modification notable du relief général de la ZIP. Négligeable (-0,25)	Négligeable (-0,25)
	Une petite bande étroite, en limite sud-ouest, est marquée par des pentes entre 15% et 20%.	Fort (3)	Les terrassements sont potentiellement importants dans les secteurs de fortes pentes. Toutefois, au vu de la faible emprise des pentes supérieures à 15%, le risque potentiel est identifié comme très faible.	Très Faible (-0,5) pour les pentes >15%	Faible (-1,5) pour les pentes <15%		Aucun aménagement n'est prévu sur le petit secteur présentant des fortes pentes hormis l'installation de la clôture périphérique. Nul (0)	Nul (0)

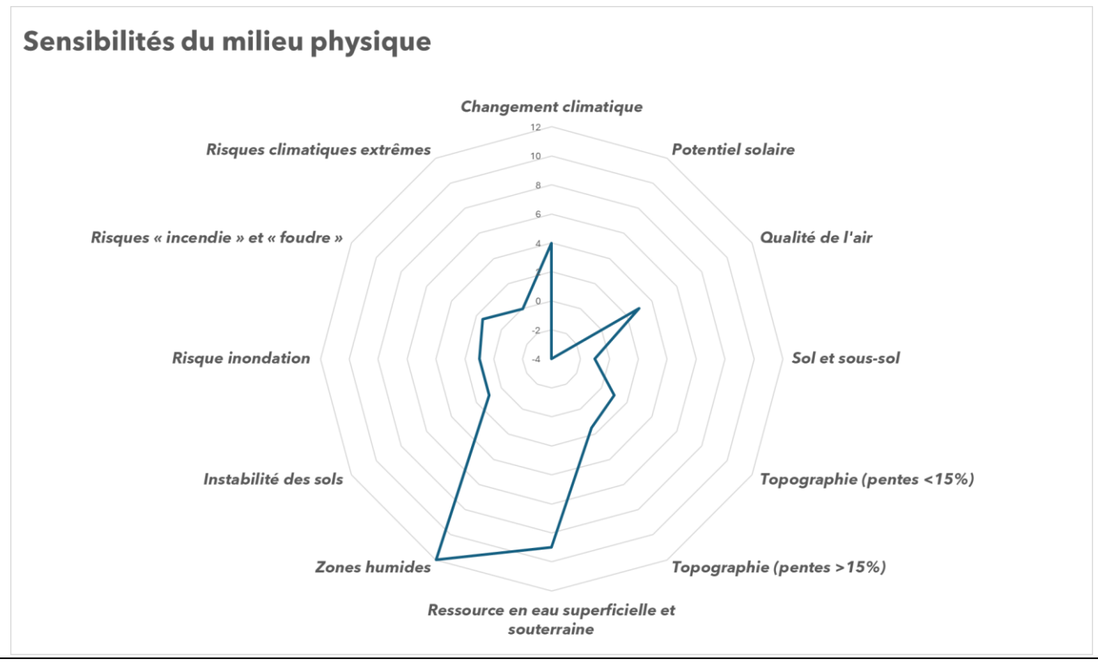
Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Ressource en eau superficielle et souterraine **Le territoire de la ZIP est réglementé par le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027**	La ressource en eau est réglementée localement par le SDAGE Adour-Garonne. La ZIP se situe en périphérie immédiate au nord du ruisseau des Belles-Dames et d'un point d'eau y étant connecté. La topographie indique un écoulement des ruissellements vers ces eaux superficielles. Un autre point d'eau (bassin) a été identifié au nord-est, collectant des eaux dont l'acheminement passe par un collecteur souterrain traversant la ZIP et se dirigeant également vers le sud et le ruisseau des Belles-Dames. Trois regards ont été recensés sur la ZIP (collecteurs de drains). La ZIP surmonte la masse d'eau souterraine « Socle des bassins versants de l'Isle et de la Dronne », se trouvant à une faible profondeur et étant vulnérable et sensible aux contaminations superficielles. Elle se situe également au sein du PPE de la prise d'eau sur l'Auvézère à Génis (24), périmètre où aucune tolérance n'est acceptée concernant la non-conformité des rejets en eaux superficielles et souterraines. Un enjeu fort est retenu.	Fort (3)	Dans ce type de projet, l'imperméabilisation reste en général non significative dès lors que les fondations sont des pieux battus ou vissés, que les panneaux ont été espacés pour répartir le ruissellement sur des surfaces végétalisés et que les pistes ne sont pas revêtues (guide de l'étude d'impact des parcs photovoltaïques, Ministère). Un risque de pollution peut survenir lors des travaux proches des cours d'eau et points d'eau, notamment en cas de décapage des sols (risque érosif important, entraînement de fines) ou de proximité immédiate au réseau hydrographique (présence de points d'eau, fossé, cours d'eau en périphérie immédiate de la ZIP). Il est également important de noter que des ruissellements importants peuvent se produire, à la fois en phase chantier, lorsque le sol est compacté, et pendant la phase d'exploitation du parc d'ombrières agrivoltaïques. La nappe d'eau souterraine se situe à une faible profondeur et est vulnérable aux contaminations superficielles. Les risques de pollutions accidentelles en phase travaux sont toutefois considérés comme faibles.	Fort (-3)	Forte (-9)	✓ *Le projet est conçu en maintenant des espaces inter-rangées de plus de 10 m permettant une très bonne répartition de l'écoulement des eaux à l'échelle de la ZIP.* ✓ *Les pistes et les plateformes sont réalisées en matériaux perméables (graves concassées) sans aucun recours à des revêtements bitumineux. Veiller à ce qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux en assurant leur transparence hydraulique* ✓ *La couverture herbacée des sols sera maintenue autant que possible lors des travaux avec la mise en place d'un plan de circulation. L'enceinte du parc en phase exploitation sera totalement enherbées (hormis les emprises des pistes et des postes).* ✓ *Les premières emprises du projet (piste circulaire) s'éloignent d'au moins 28 m des berges du ruisseau des Belles-Dames.* ✓ *Des zones tampon d'au moins 20 m sont respectées depuis les autres points d'eau autour de la ZIP. Seul un tronçon de piste se rapproche d'environ 8 m du point d'eau au nord mais celui-ci se situe en amont hydraulique du projet.* ✓ *La mise en défens du collecteur souterrain central et des regards à préserver est prévue en phase chantier.* ✓ *Des mesures de prévention et d'intervention permettant d'intervenir dans les plus brefs délais en cas de déversement accidentel. Des Kits antipollution seront mis à disposition.* ✓ *Mise en œuvre et maintien des ouvrages permanents de gestion des eaux pluviales, en particulier tant que la végétation ne s'est pas encore rétablie, y compris en phase post-chantier.*	Les risques de pollution indirects sont maîtrisés. Le projet ne nécessite pas de prélèvement d'eau. Le projet a été conçu de manière à conserver le couvert végétal existant sur 91,5% de la ZIP et de façon à répartir les ruissellements pour ne pas modifier l'impluvium, soit aucun risque notable du projet sur la ressource en eau, que ce soit en phase travaux ou exploitation, qu'il soit qualitatif ou quantitatif. Le projet n'engendre aucun impact direct sur le réseau hydrographique superficiel en phase fonctionnement. En phase chantier, la zone travaux (clôture/piste) se rapproche au plus près de 28 m du ruisseau des Belles Dames. Le risques de pollution (MES, hydrocarbures) existe mais sera maitrisé par les mesures de prévention et de suivi de chantier. Le projet, avec une surface imperméabilisée de 220 m² environ et avec 340 m² d'emprise en zone humide (piste en graves concassées) n'est pas soumis à la Loi sur l'eau et compatible avec le SDAGE Adour Garonne. Un risque de dégradation des drains de collecte non cartographiés lors de la mise en œuvre des pieux battu reste possible. Aucun effet en phase exploitation n'est attendu. Très faible (-0,5) en phase chantier Nul (0) en phase exploitation	Faible (-1,5) en phase chantier Nul (0) en phase exploitation

Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Zones humides	Le diagnostic zones humides réalisé par le bureau d'études Ecosphère a permis de définir des zones humides sur une surface de 8,97 ha regroupant les critères pédologiques et végétation. Les zones humides sont des enjeux majeurs au titre du SDAGE Adour Garonne.	Majeur (4)	Les risques d'un projet d'ombrières agrivoltaïques sont les suivants : risque de destruction, de dysfonctionnement hydraulique, d'assèchement sous les emprises au sol qui restent cependant limitées dans le cadre de ce type de projet (pistes, plateformes des bâtiments techniques). Toute destruction de zone humide au-delà de 0,1 ha consommé est soumise à la loi sur l'eau (rubrique 3.3.1.0. Des risques indirects par ruissellement et diffusions de pollution sont également possible pour les zones humides proches	Fort (-3)	Majeure (-12)	✓ *Respect des préconisations émises pour la préservation de la fonctionnalité écologique par le bureau d'étude écologique.* ✓ *L'ensemble des zones humides a été évité par les aménagements du projet hormis 340 m² de piste en concassé. Limiter au maximum toute emprise permanente au sol en priorisant le positionnement du poste de livraisons sur les milieux anthropiques ou ne témoignant d'aucune fonctionnalité écologique humide. Seuls des ancrages pourront être envisagés dans les milieux présentant un enjeu de fonctionnalité écologique notable.* ✓ *Les zones humides seront balisées préalablement au chantier et mises en défend. Aucune circulation d'engins de chantier ne sera possible sur les zones humides en dehors des pistes. Le plan de circulation de chantier prendra en compte cette contrainte. Au besoin (pose de la clôture) des engins légers à pneus basse pression pourront être autorisés.* ✓ *Compte tenu de la situation des zones de chantier (amont hydraulique) vis-à-vis des zones humides des mesures de maitrise de risques de pollution indirect en phase chantier (ruissellement de MES notamment) seront mise en œuvre et feront l'objet d'un suivi attentif. Il s'agira de mettre en œuvre de système de filtres permettant de retenir les matières en suspension en amont des ZH: une fiche spécifique est réalisée en page44.*	Pour des besoins d'exploitation et d'intervention des secours, la piste circulaire du projet traverse la zone humide (secteur défini sur le critère pédologique) au nord et au sud; Cette piste, perméable, couvre 340 m² de zones humides. La phase travaux est celle qui présente le plus de risques vis-à-vis des zones humides. Ces risques sont ici indirects et liés au risque de ruissellement de matières en suspension vers les zones humides. Ils sont maitrisé par la mise en œuvre des mesures en phase chantier Le projet avec 340 m² d'emprise en zone humide (piste en graves concassées) n'est pas soumis à la Loi sur l'eau et compatible avec le SDAGE Adour Garonne. Très faible (-0,5)	Faible (-2)
Risques naturels	**Instabilité des sols** : La ZIP se situe en zone de sismicité très faible et en aléa faible de retrait-gonflement des sols argileux. Elle n'est a priori pas concernée par des risques de mouvements de terrain. Un enjeu faible est retenu.	Faible (1)	Un projet d'ombrières agrivoltaïques n'est pas de nature à augmenter de façon notable les risques présents sur la ZIP tandis que l'étude géotechnique permettra de définir et préciser le type et le dimensionnement des fondations en fonction des caractéristiques géotechniques *in situ*, notamment du risque de retrait-gonflement des argiles.	Faible (-1)	Faible (-1)	✓ *Réalisation d'une étude géotechnique préalable aux travaux et respect des dispositions constructives qui en découleront éventuellement (type de fondation, assise…).*	Compte tenu du contexte de la ZIP et des choix de conception, le projet ne présente pas de risque particulier d'érosion, ou de tassements différentiels des sols. Négligeable (-0,25)	Négligeable (-0,25)

Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
	Inondation : La ZIP n'est ni concernée par un zonage lié au risque inondation ni concernée par le risque de remontée de nappe. Toutefois, le ruisseau des Belles-Dames passe en limite sud. Un enjeu faible est retenu.	Faible (1)	Dans ce type de projet, l'imperméabilisation reste non significative dès lors que les panneaux ont été espacés pour répartir le ruissellement sur des surfaces végétalisées et que les pistes ne sont pas revêtues (guide de l'étude d'impact des parcs photovoltaïques, Ministère).	Faible (-1)	Faible (-1)	✓ *Le projet est conçu en maintenant des espaces inter-rangées de plus de 10 m permettant une très bonne répartition de l'écoulement des eaux à l'échelle de la ZIP.* ✓ *Les pistes et les plateformes sont réalisées en matériaux perméables (graves concassées) sans aucun recours à des revêtements bitumineux. Veiller à ce qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux en assurant leur transparence hydraulique.* ✓ *La couverture herbacée des sols sera maintenue autant que possible lors des travaux avec la mise en place d'un plan de circulation. L'enceinte du parc en phase exploitation sera totalement enherbées (hormis les emprises des pistes et des postes)* ✓ *Les premières emprises du projet (piste circulaire) s'éloignent d'au moins 28 m des berges du ruisseau des Belles-Dames.* ✓ *Le fossé busé traversant la ZIP est maintenu et les tables photovoltaïques s'en éloignent d'environ 25 m de part et d'autre.*	Aucune aggravation du risques inondation n'est attendu due à l'aménagement du projet compte tenu de ses caractéristiques techniques Nul (0)	Nul (0)
	Incendie, foudre : Le risque « feux de forêts » n'est pas identifié sur la commune de Beyssenac. La ZIP est principalement occupée par des prairies permanentes, avec la présence ponctuelle de bosquets. Un massif boisé est toutefois présent en périphérie sud, tout comme un autre, moins étendu, en périphérie nord-est. Le risque foudre, potentiellement générateur de départ d'incendie est par ailleurs faible. L'enjeu est considéré comme faible à modéré.	Faible à Modéré (1,5)	Bien qu'il s'agisse d'un équipement électrique où le risque « zéro » ne peut être garanti, de nombreuses normes et règles de sécurité, s'appliquent de manière générique sur un parc agrivoltaïque. La végétation présente dans un tel aménagement doit par ailleurs être de type herbacé et entretenue, ce qui limite le combustible.	Faible (-1)	Faible (-1,5)	✓ *Le projet a été conçu en prenant en compte les préconisations générales du SDIS de la Corrèze:* ***Accessibilité du site :*** *Le site dispose sur l'ensemble de son périmètre d'une voie stabilisée d'une largeur de 4 m minimum raccordée à la voie publique.* *Les locaux techniques sont équipés de moyens de secours adaptés aux risques.* ***Défense extérieure contre l'incendie :*** *3 citernes incendies de 30m³ sur une heure sont réparties autour du projet , situées à 400 m maximum du risque à défendre.*	Le projet permet de maitriser les effets liés à un départ de feu, qui reste potentiel sur ce type d'installation. Négligeable (-0,25)	Très faible (-075)
	Événements climatiques majeurs : Les risques climatiques extrêmes ne peuvent être totalement exclus mais ils restent de nature aléatoire et non chronique.	Faible à Modéré (1,5)	Cet enjeu est pris en compte dans la conception des tables et panneaux (résistance). Un tel projet n'est par ailleurs pas susceptible de générer un risque induit ou renforcé à ce titre.	Nul (0)	Nulle (0)	✓ *Les panneaux seront certifiés selon la norme IEC 61215, ce qui garantit leur solidité face à des impacts de grêlons pouvant aller jusqu'à 25 mm.*	Pas de risque d'augmentation de ce type d'évènement en raison du projet Nul (0)	Nul (0)

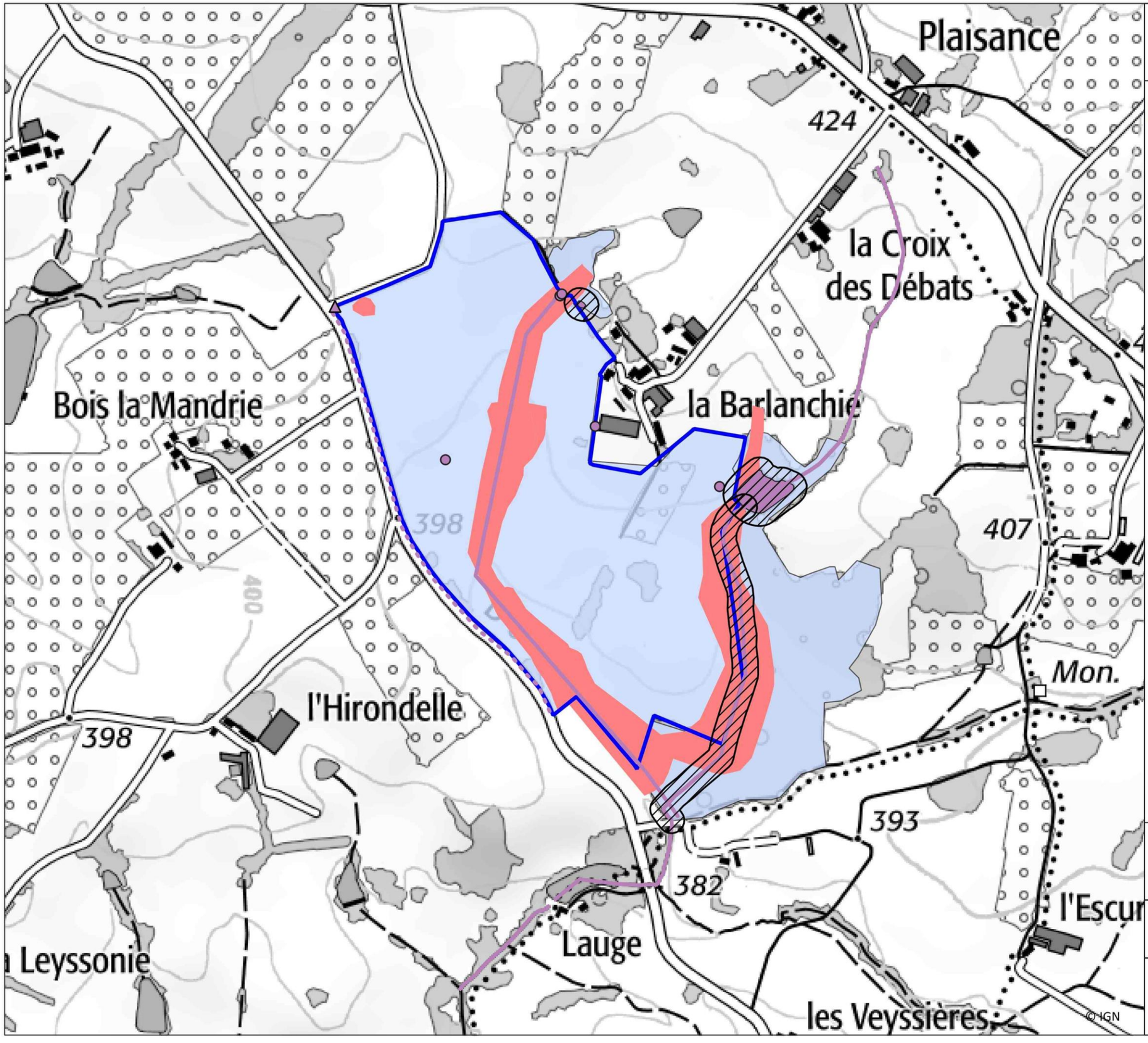
Visualisation graphique des enjeux et sensibilités du milieu physique





Ces graphiques traduisent visuellement les différences des notions « enjeux » et « sensibilités » du milieu physique. Cela permet de constater que, sur la ZIP, les principaux enjeux sont le changement climatique, la qualité de l'air, la topographie, la ressource en eau (superficielle et souterraine) et la présence de zones humides. Or, l'analyse des sensibilités met en évidence que pour un même niveau d'enjeu, fort à majeur, un projet d'ombrières agrivoltaïques apparait justifié par le potentiel solaire quand la ressource en eau et les zones humides apparaissent, elles, très sensibles et devront être strictement prise en compte par des mesures d'évitement et/ou de réduction notables.

La carte en page suivante localise les sensibilités du milieu physique à l'échelle de la ZIP.



Synthèse des sensibilités du milieu physique

Zone d'implantation Potentielle

Zone tampon de 20 m autour des points d'eau et du ruisseau

Sensibilité surfacique

Faible (sol, topograhie, risques naturels)

Forte (point d'eau)

Majeure (Zones humides diagnostiquées)

Sensibilité linéaire

Forte (ruisseau, collecteur)

Sensibilité ponctuelle

Forte (buse)

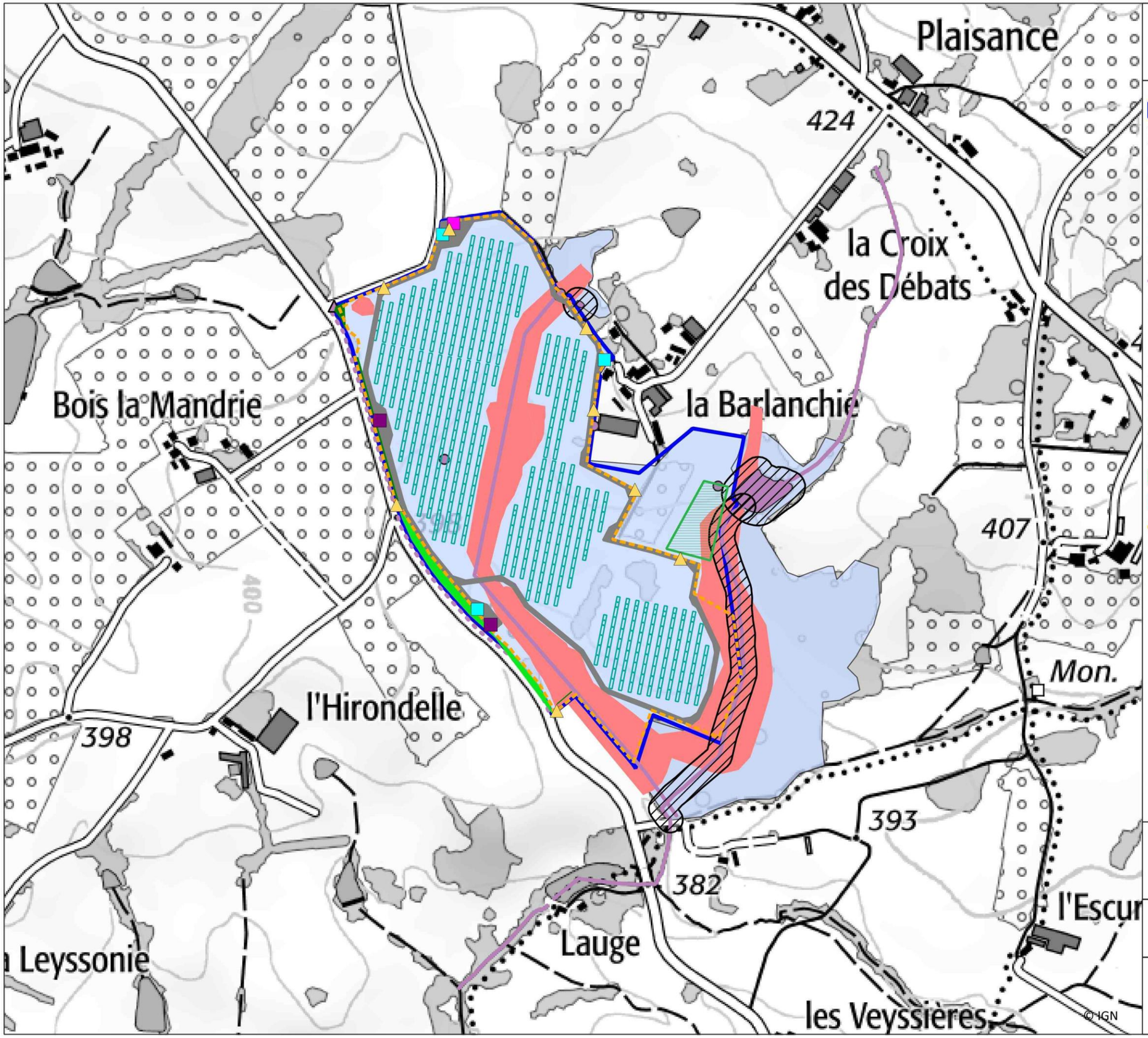
Forte (regard)

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 200 400 m

N

CORIEAULYS



Le projet et la synthèse des sensibilités du milieu physique

- Zone d'implantation Potentielle
- Zone tampon de 20 m autour des points d'eau et du ruisseau

Sensibilité surfacique
- Faible (sol, topograhie, risques naturels)
- Forte (point d'eau)
- Majeure (Zones humides diagnostiquées)

Sensibilité linéaire
- Forte (ruisseau, collecteur)

Sensibilité ponctuelle
- Forte (buse)
- Forte (regard)

Le projet
- Haie à créer
- Haie existante à renforcer
- Pistes à créer
- Zone temoin
- Table de panneaux photovoltaïques
- Clôture
- Poste de livraison
- Citerne DFCI
- Portail
- Poste de transformation

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 200 400 m

N

CORIEAULYS

➢ *Fiche de mesures en phase chantier pour la préservation des zones humides*

B.II.1.1.1. Prévention contre le risque de pollution (type R2)

Type et nom de la mesure :	Objectifs :	Thèmes concernés :		Phase(s) concernée(s) :	
R2 : Mesures de prévention contre les risques de pollutions accidentelles : mise en place d'un cahier des charges environnemental	*Préserver les sols et les milieux naturels,*	Milieu physique	X	Choix du site / conception	
		Milieu naturel	X	Construction	X
		Milieu humain et contexte sanitaire	X	Exploitation	X
		Paysage		Démantèlement	X

Descriptif :

➢ *Formations et sensibilisation du personnel de chantier*

L'ensemble du personnel sera sensibilisé aux règlements Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement (QHSE) du site dès l'ouverture du chantier et lors des réunions de chantier. Les réunions de coordination se tiendront une fois par semaine.

Des fiches informatives seront mises à disposition et permettront, le cas échéant, de renseigner les services de secours en cas de procédure d'urgence.

La procédure concernant l'intervention en cas de pollution accidentelle ou incident devra être élaborée par l'entreprise chargée de la construction dans le but de réagir rapidement, méthodiquement et efficacement si une pollution superficielle survenait sur le chantier. Il s'agit d'annihiler ou de limiter le plus efficacement possible les effets potentiels sur le sol, les zones humides et la nappe.

➢ *Cahier des charges en phase chantier*

Le risque de pollution en phase chantier est généralement limité, mais toutes les mesures doivent être mises en œuvre pour prévenir une éventuelle pollution accidentelle. TSE s'engage en ce sens (pas de rejet direct dans le milieu naturel, mise en œuvre de toute les mesure pour éviter les pertes accidentelles de matières polluantes, etc.).

Ainsi, tous les bidons contenant un produit sont rangés dans un local adapté et équipé d'un système de rétention adéquat. Après usage, les bidons vides sont entreposés sur rétention et considérés comme déchets avant d'être évacués vers un centre de traitement agréé.

De nombreux contrôles seront effectués conformément au cahier des charges contractualisé avec les entrepreneurs. Des kits anti-pollution seront disponibles sur place pendant toute la durée des travaux, afin de pouvoir réagir très rapidement en cas d'incident. ETSE s'engage dans la vérification du parfait état d'entretien des engins et de la présence à bord de kits anti-pollution.

La base vie du chantier est positionnée en dehors de tout milieu sensible. Elle est équipée de sanitaires avec une fosse septique étanche régulièrement vidangée ; le groupe électrogène alimentant en électricité la base de vie, si nécessaire, est équipé d'un réservoir à double paroi. Des kits anti-pollution y seront disponibles.

Un plan de circulation devra être établi pour limiter les risques de collisions et empêcher la circulation des engins au sein des zones humides identifiées en dehors des pistes. Les zones humides seront balisées (voir carte en page suivante) et la circulation d'engins ou de véhicules sera strictement interdite à l'intérieur des secteurs délimités. Globalement, les véhicules emprunteront préférentiellement la piste circulaire créée dans l'enceinte du projet. La vitesse des véhicules sera limitée afin de réduire le risque d'accident.

Une fiche d'accueil est renseignée par le chef de chantier avec le personnel du chantier.

Ces dispositions seront inscrites dans le cahier des charges environnemental imposé aux entreprises retenues pour la construction et le démantèlement du projet.




Photo 1 : Exemple de local fermé contenant des produits sur système de rétention

➢ Prévention des ruissellements

*Les travaux auront **lieu en dehors des période forte pluies** afin d'éviter d'importants ruissellements de MES vers les zones humides définies sur le critère « habitat » situées à l'aval des zones de chantier. En effet, celles-ci sont particulièrement sensibles au risque de « colmatage ». En plus de cette précaution, et compte tenu de la topographie du site, il est nécessaire de mettre en place **des barrières à sédiments lors de la phase chantier** (et démantèlement) afin de limiter l'apport de MES sur ces mêmes secteurs (voir carte en page suivante). Ces barrières seront disposées avant le commencement des travaux lors du balisage des emprises par exemple. A noter que le principe de barrière à sédiments pour piéger les MES avant qu'elles n'atteignent des milieux sensibles (cours d'eau, zones humides) peut être décliné en de multiples variantes. Il est ici présenté l'utilisation de filtres à paille, mais d'autres systèmes existent, comme la barrière hydraulique avec membrane en géotextile anti-MES ou les boudins de rétention provisoires. Quoiqu'il en soit, ces **protections seront entretenues durant tout le chantier et si nécessaire remplacées**, puis **retirées une fois le chantier terminé** (il est possible d'attendre la reprise complète de la végétation du site avant de les retirer), pour permettre un ruissellement des eaux de pluie comme en situation initiale. En fonction de l'importance des ruissellements et des concentrations en MES, des filtres supplémentaires pourront s'avérer nécessaire au cours du chantier dans des points bas.*




Figure 44 : A gauche: filtre à paille installé efficacement en bord de ruisseau, à droite: exemple de l'efficacité d'un système à paille avec les boues retenues suite à une pluie devant le dispositif (source : EXEN)

***Le suivi de chantier** permettra de définir leur nombre et leur positionnement exact ou bien même leur repositionnement.*

Le coût des filtres à paille est d'environ 60 à 70€ la tonne en 2025 ou de 2 à 5 € la petite botte de paille rectangulaire (longueur 55 cm), soit environ 8 900 € HT dans le cas présent (435 ml). A cela s'ajoute le coût du balisage estimé à 40 €/500ml de rubalise soit environ 145 € HT dans le cas présent (1800 ml).

Le positionnement de ces mesures est illustré sur le schéma de principe suivant.

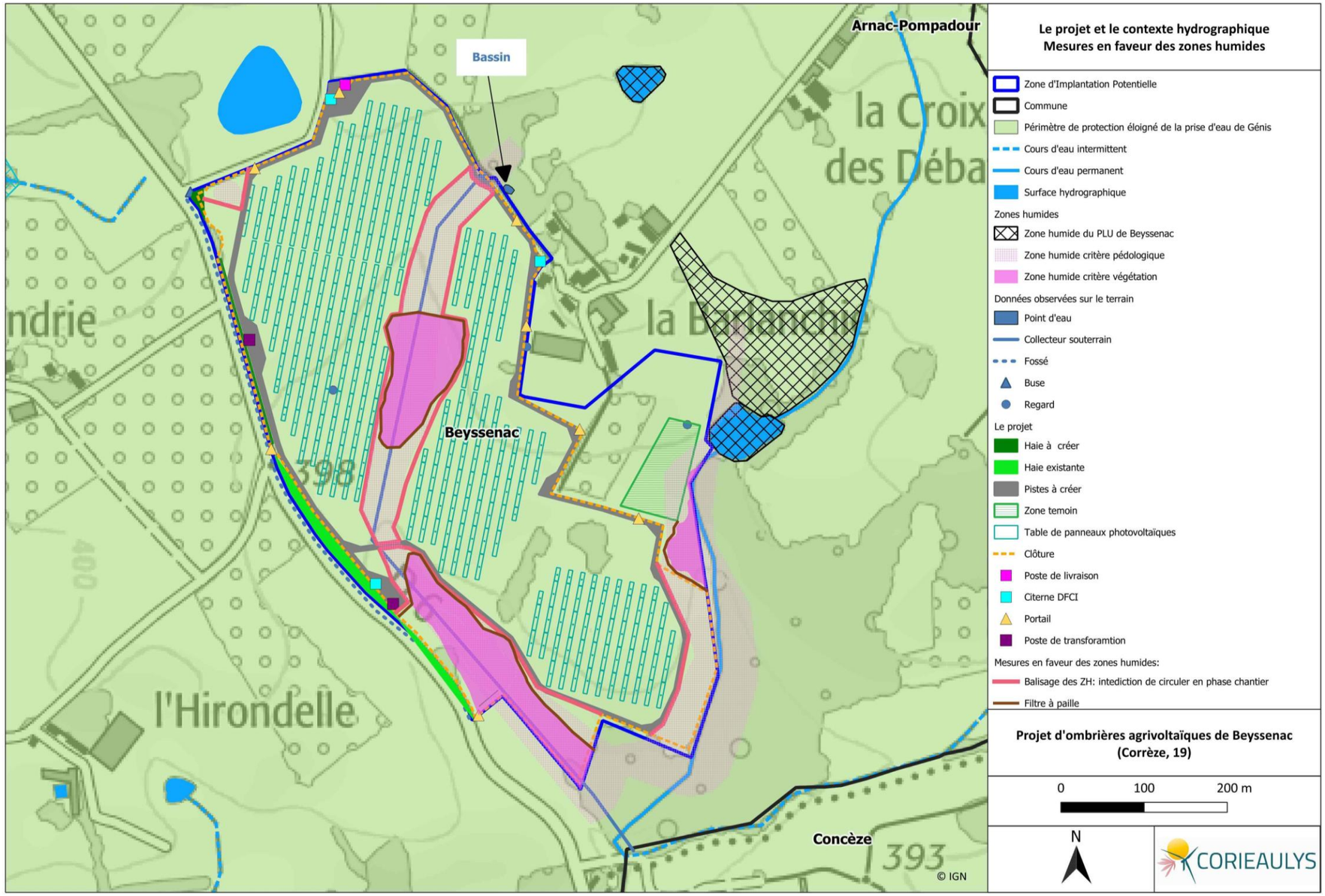
Modalités de suivi envisageables : Vérification du respect des prescriptions et engagements, suivi environnemental de chantier par un écologue (mesure MS1 du volet écologique).

Coût estimatif : Inclus dans le projet

9 045 € HT pour les barrières à sédiments et la rubalise

Remarque : le volet écologique présente une mesure de « signalisation des secteurs sensibles » (MR7). La mesure proposée ici vient renforcer et compléter la mesure MR7, en balisant un secteur plus large, étendu aux zones humides pédologiques et en proposant un système de rétention des MES vis-à-vis des zones humides définies sur le critère végétation. Ceci a pour but de se conformer à la loi sur l'eau et au SDAGE.

Figure 45 : Positionnement de principe des filtres à paille et du balilsage en phase chantier



PARTIE C. LE PROJET ET LE CONTEXTE HUMAIN : ÉNERGIE, DROIT DU SOL, SANTÉ, SÉCURITÉ, ÉCONOMIE

C.I. ÉTAT INITIAL

Rédacteur : Corieaulys

C.I.1. DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES : DYNAMIQUE ET PROFIL SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

Objectif : Saisir le contexte et les grandes tendances socio-démographiques sur le territoire susceptible d'accueillir le projet. L'analyse est menée sur la commune abritant la ZIP et ses abords immédiats : Beyssenac ainsi que sur l'intercommunalité des aires d'études rapprochées et éloignées : Communautés de communes du Pays de Lubersac-Pompadour (CCPLP), du Pays de Saint-Yrieix (CCPSY) et Isle-Loue-Auvézère en Périgord (CCILAP).

Sources des données : INSEE, SCoT, documents d'urbanisme, Préfecture de la Corrèze

C.I.1.1. Démographie : évolution et caractéristiques de la population

La ZIP s'établit sur la commune de Beyssenac, au sein de la Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour (CCPLP). Elle fait partie du SCoT Vézère Auvézère, en cours d'élaboration depuis l'automne 2024.

D'après l'INSEE, l'effectif de la population de la Corrèze a connu des variations relativement importantes entre 1968 et 2010, oscillant entre augmentations et diminutions, avec une forte augmentation entre 1999 et 2010. Depuis 2010, la population ne fait que de diminuer, passant de 243 551 à 239°784 en 2021.

Tableau 11 : Evolution de la population de la Corrèze entre 1968 et 2021 (source : INSEE)

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	237 858	240 363	241 448	237 908	232 576	243 551	241 871	239 784
Densité moyenne (hab/km²)	40,6	41,0	41,2	40,6	39,7	41,6	41,3	40,9

A l'échelle des intercommunalités et de la commune, une **diminution globale des populations est constatée** avec une légétation augmentation entre 1999 et 2010 (hors CCPSY).

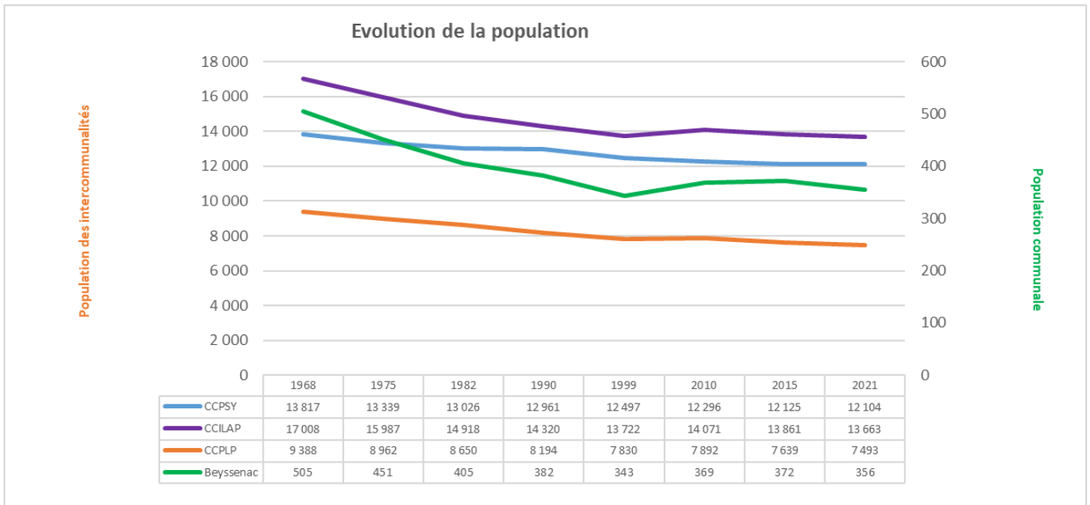


Figure 46 : Evolution des populations entre 1968 et 2021 (source : INSEE)

Tableau 12 : Soldes naturel et migratoire entre 2015 et 2021 sur le territoire étudié (source : INSEE)

	CCPSY	CCILAP	CCPLP	Beyssenac
Variation annuelle de la population (%)	-0,0	-0,2	-0,3	-0,7
Due au solde naturel (%)	*-1,0*	*-1,1*	*-0,9*	*-0,6*
Due au solde apparent des entrées sorties (%)	*0,9*	*0,8*	*-0,6*	*-0,1*
Taux de natalité (%)	6,5	5,7	5,8	5,5
Taux de mortalité (%)	16,2	16,5	15,2	11,9

Les tranches d'âges les plus représentées pour les intercommunalités et la commune de Beyssenac sont celles de 45 à 59°ans et 60 à 74 ans.

D'après les données fournies par l'Observatoire des Territoires (sur la base des chiffres de l'INSEE), l'indice de vieillissement[28] sur la commune de Beyssenac est de 132 personnes de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans en 2021, contre 142 pour le département de la Corrèze, 196 pour la CCPLP, 201 pour la CCPSY et 206 pour la CCILAP.

Ces indices de vieillissement confirment le caractère vieillissant de la population quel que soit le territoire étudié.

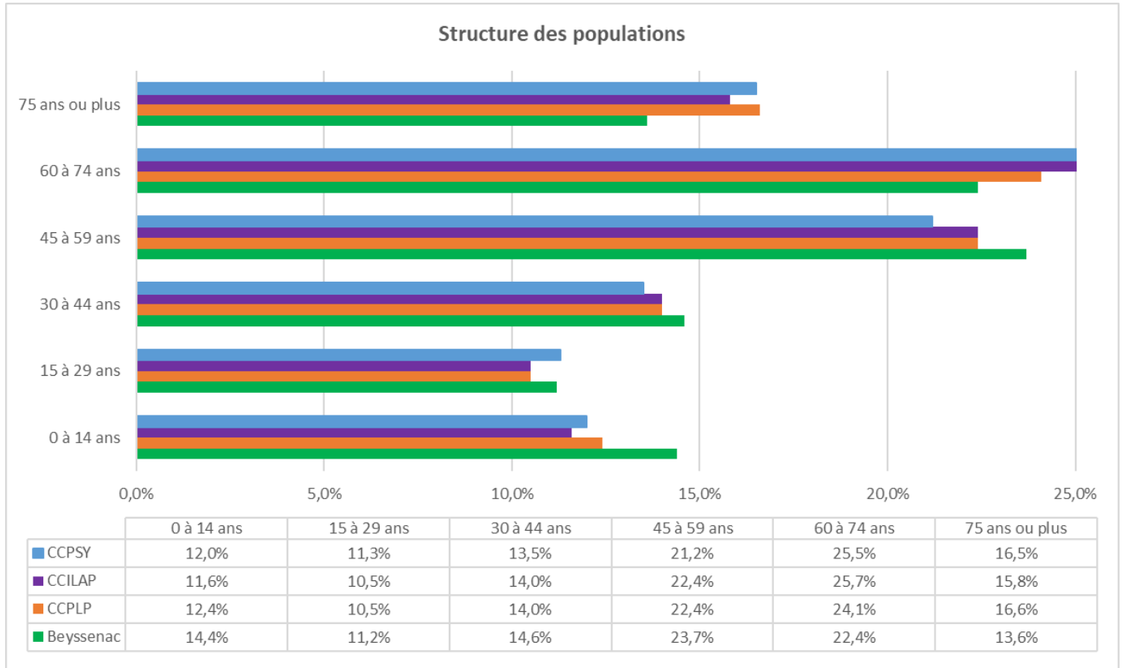


Figure 47 : Structure des populations en 2021 (source : INSEE)

28 L'indice de vieillissement est le rapport de la population des 65 ans et plus sur celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 65 ans et plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire; plus l'indice est faible plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé plus il est favorable aux personnes âgées.

Globalement, **le territoire est actif**. La commune de Beyssenac a un taux moyen d'actifs plus important que les intercommunalités. En 2021, le taux de chômage est supérieur à 6,5% pour les intercommunalités, il est de 5,6% pour Beyssenac. Le taux d'élèves, étudiants, stagiaires, est plus important sur la commune, au contraire du taux de retraités et préretraités.

Tableau 13 : Taux d'activité de la population (15-64 ans) en 2021 (source : INSEE)

	CCPSY	CCILAP	CCPLP	Beyssenac
Actifs en %	**74,3**	**73,6**	**74,3**	**80,0**
Actifs ayant un emploi en %	*67,5*	*65,4*	*67,7*	*74,4*
Chômeurs en %	*6,8*	*8,2*	*6,7*	*5,6*
Inactifs en %	**25,7**	**26,4**	**25,7**	**20,0**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	*7,0*	*5,8*	*5,2*	*7,3*
Retraités ou préretraités en %	*10,7*	*11,8*	*11,7*	*9,0*
Autres inactifs en %	*8,0*	*8,9*	*8,7*	*3,7*

C.I.1.2. Le parc de logements

Le nombre de logements a augmenté de manière relativement régulière entre 1968 et 2021 sur les intercommunalités. Les données sont plus fluctuantes pour la commune, avec toutefois une augmentation globale également.

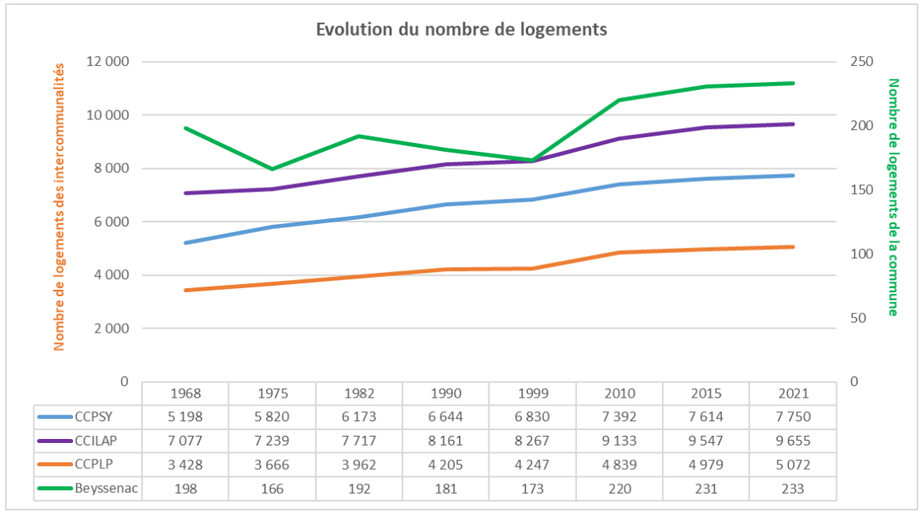


Figure 48 : Evolution du nombre de logements sur les territoires étudiés (source : INSEE)

Le parc de logements est dominé par les résidences principales.

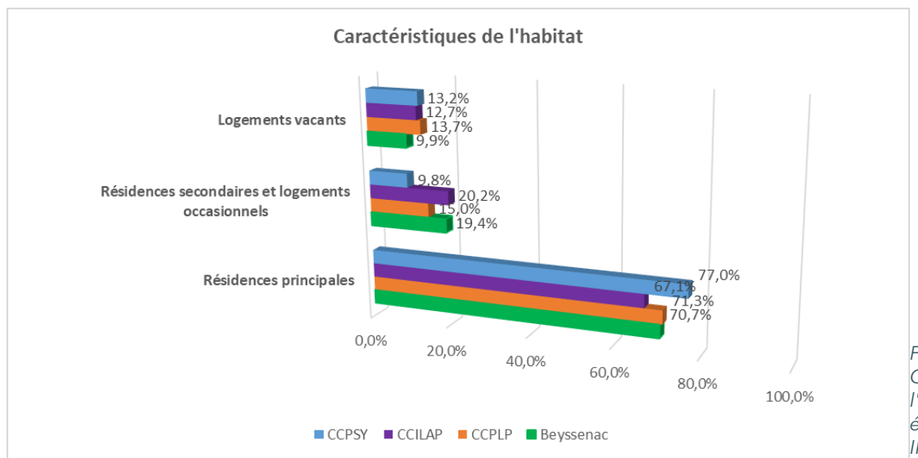


Figure 49 : Caractéristiques de l'habitat des territoires étudiés en 2021 (source : INSEE)

C.I.2. LES ENJEUX D'INDEPENDANCE ENERGETIQUE DU TERRITOIRE

Objectif : Saisir le contexte et les grandes tendances en termes énergétiques sur le territoire. Est-il, ou non, indépendant en termes énergétique ?

Sources des données : ENEDIS, OREGES Nouvelle-Aquitaine, ORE, documents d'urbanisme, Préfecture de la Corrèze

C.I.2.1. Profil énergétique du territoire

C.I.2.1.1. A l'échelle de la Corrèze

D'après les données de l'Observatoire Energie et Gaz à Effet de Serre (OREGES) Nouvelle-Aquitaine[29], le département de la Corrèze a consommé 1 439,4 GWh d'électricité en 2023.

La base de données "agenceore.fr" permet de visualiser l'ensemble des installations de production et de stockage d'électricité.

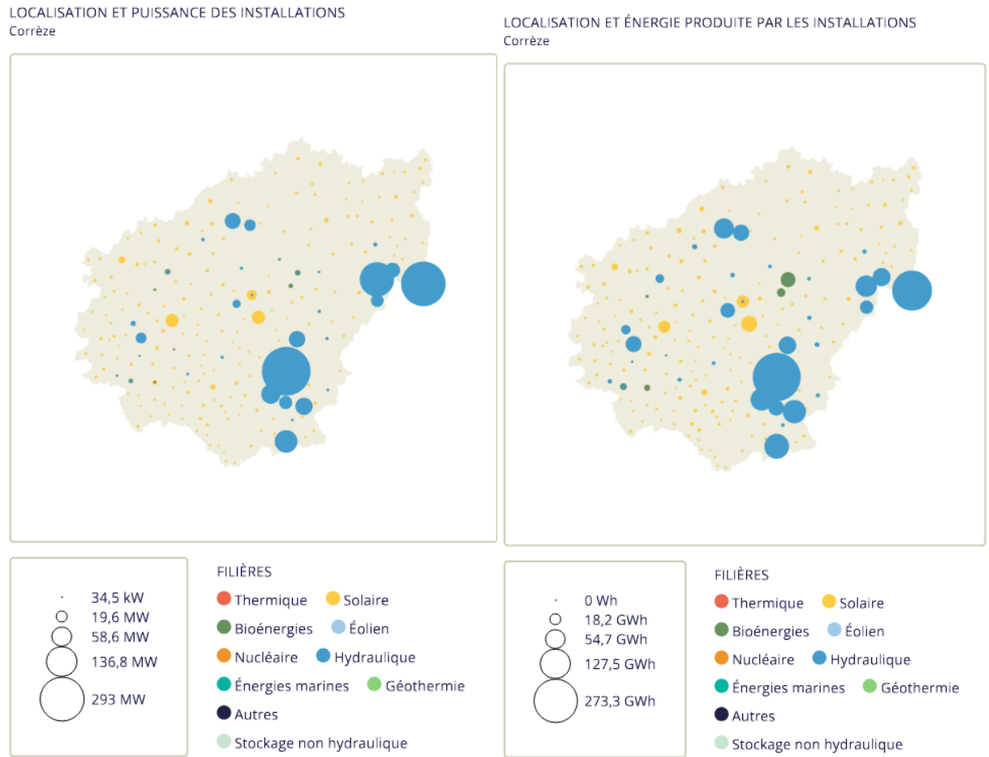


Figure 50 : Répartition des puissances installées et productions par type d'énergie en Corrèze (source : Agence ORE)

Le territoire est marqué, tant en termes de puissance que d'énergie produite, par l'énergie hydraulique et, pour une plus petite part, par l'énergie photovoltaïque solaire.

Au total, d'après les données d'ENEDIS[30], **2 427 255 MWh ont été produits sur le département en 2023 à partir des énergies renouvelables. L'hydraulique représente la part de production électrique la plus importante (88%), puis vient le solaire photovoltaïque (9%).**

Le ratio production/consommation du territoire est de 172,3%. La consommation du territoire est donc 1,7 fois inférieure à la production électrique locale.

29 Source : https://oreges.arec-nouvelleaquitaine.com/
30 https://openservices.enedis.fr/bilan-de-mon-territoire/#e-prod

C.I.2.1.2. *A l'échelle de la Communauté de Communes du Pays de Lubersac-Pompadour (CCPLP)*

D'après les données d'ENEDIS[31], le territoire de la CCPLP a consommé 52 938 MWh d'électricité en 2023. Le secteur le plus consommateur est le secteur résidentiel (44,2% de la consommation totale), suivi du secteur industriel (28,1%) et du tertiaire (24,7%).

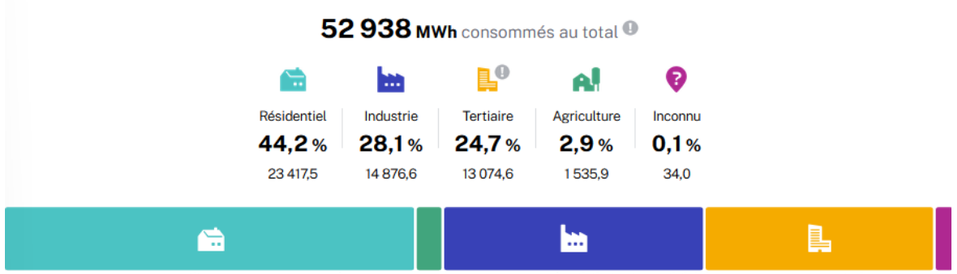


Figure 51 : Consommation électrique par secteur sur la CCPLP en 2023 (source : ENEDIS)

La production électrique renouvelable du territoire est à 100% d'origine photovoltaïque avec 13 007 MWh produits en 2023.

Le ratio production/consommation du territoire est de 24,6%. La consommation du territoire est donc 4,1 fois supérieure à la production électrique locale.

C.I.2.1.3. *Zones d'Accélération des Energies Renouvelables – Commune de Beyssenac*

Dans le cadre de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (loi n°2023-175 du 10 mars 2023, surnommée loi APER), **la commune de Beyssenac a défini des Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAENR) pour du solaire photovoltaïque sur toiture sur l'ensemble de son territoire.**

Les projets photovoltaïques au sol, dont les ombrières agrivoltaïques, n'ont pas été identifiés.

C.I.2.2. *Équipements de production électrique renouvelable du territoire*

C.I.2.2.1. *Electricité solaire photovoltaïque*[32]

D'après les données de l'Observatoire Energie et Gaz à Effet de Serre (OREGES) Nouvelle-Aquitaine, une centrale photovoltaïque au sol est recensée sur la commune de Lubersac pour une puissance de 3 515 kWc.

Les autres installations solaires photovoltaïques sont en toiture pour une puissance respective inférieure à 250 kWc.

C.I.2.2.2. *Eolien*[32]

Aucun parc éolien n'est présent sur le territoire de la CCPLP, ni sur le département de la Corrèze. Des projets sont toutefois autorisés ou en cours d'instruction à l'échelle départementale.

C.I.2.2.3. *Hydraulique*[32]

Une micro-centrale hydroélectrique est identifiée sur la commune de Ségur-le-Château, non recensée sur les autres bases de données consultées. Elle a été mise en service en 2003 pour une puissance de 93,5 kW.

C.I.2.3. *Équipements des autres filières énergétiques renouvelables du territoire*

C.I.2.3.1. *Solaire photovoltaïque thermique*[32]

Aucune installation solaire photovoltaïque thermique n'est recensée sur le territoire de la CCPLP.

C.I.2.3.2. *Bois-Energie*[32]

Une chaufferie collective est identifiée à Beyssac, mise en service en 2014, pour une puissance thermique de 60 kWth.

C.I.2.3.3. *Méthanisation*[32]

Une installation de méthanisation industrielle de valorisation du biogaz en chaleur est recensée sur la commune de Lubersac, pour une puissance de 80 kW.

C.I.2.4. *Cotation de l'enjeu - interaction entre thèmes*

Indépendance énergétique : enjeu fort

							3		

Aucun équipement énergétique ne concerne directement la ZIP. La production renouvelable sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour compte principalement des panneaux solaires photovoltaïques sur toitures, ainsi qu'une centrale solaire photovoltaïque au sol, une micro-centrale hydroélectrique, une chaufferie bois collective et un méthaniseur industriel.

L'indépendance et les filières énergétiques, notamment au travers des énergies renouvelables, ainsi que les retombées économiques qui en découlent, constituent donc un enjeu fort pour le territoire analysé.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Économie/Changement climatique/ Démographie.

C.I.3. LES ENJEUX DE LA PLANIFICATION ET DU DROIT DU SOL

La ZIP concerne physiquement la commune de Beyssenac. Ce chapitre vise à connaître les démarches territoriales et le droit des sols (urbanisme, servitudes) dans lesquels le projet d'ombrières agrivoltaïques est amené à s'intégrer.

C.I.3.1. *Politiques énergétiques des documents de planification territoriale supra-communaux*

Objectif : Il s'agit d'analyser les données intercommunales en lien direct avec les énergies et le climat. Les autres schémas et plans sont traités dans leurs thèmes respectifs : eau (SDAGE, SAGE), risques (PPRN, PGRI), trame verte et bleue (SRADDET), *etc.*

Il s'agit de définir si un projet de production d'énergie renouvelable, tel qu'un projet photovoltaïque, correspond, ou non, aux orientations des politiques énergétiques sur le territoire et sous quelles conditions.

Sources des données : SRADDET de la Région Nouvelle-Aquitaine, RTE (S3REnR Nouvelle-Aquitaine), Caparéseau, SCoT Vézère Auvézère, etc.

L'articulation des différentes démarches territoriales environnementales peut être résumée par le logigramme ci-après.

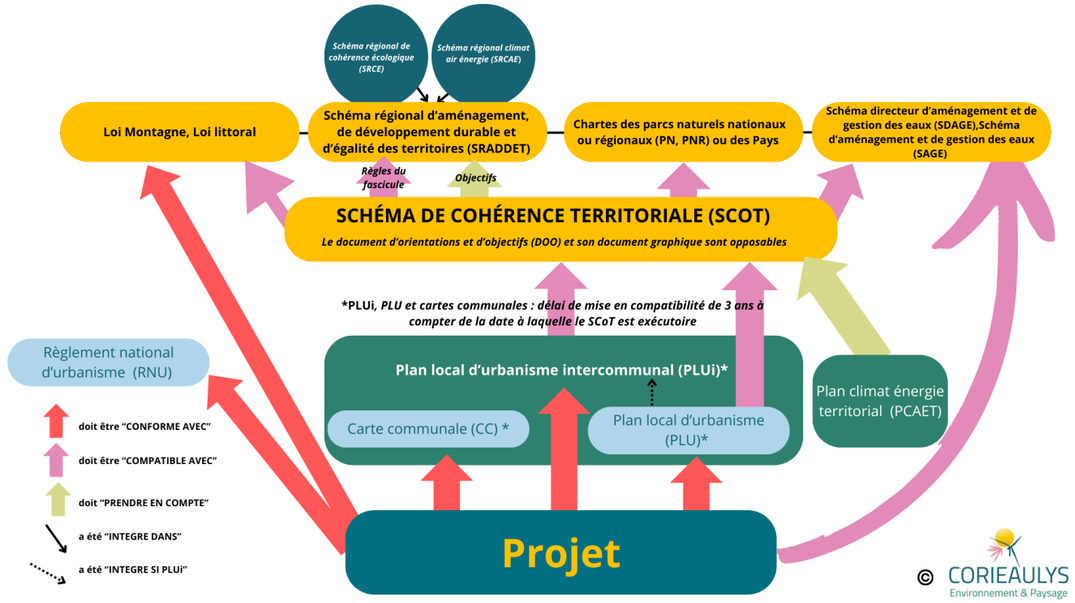


Figure 52 : Articulation entre les dispositifs réglementaires, outils de planification et documents d'urbanisme

31 https://openservices.enedis.fr/bilan-de-mon-territoire/#e-prod
32 Source : https://oreges.arec-nouvelleaquitaine.com/

C.I.3.1.1. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Nouvelle-Aquitaine

La Région Nouvelle-Aquitaine dispose, depuis le 27 mars 2020, de son SRADDET. Sa première modification, portant sur les domaines de la gestion économe de l'espace et de la lutte contre l'artificialisation des sols, du développement logistique notamment en matière de localisation préférentielle, de la prévention et la gestion des déchets, a été engagée en 2021 puis approuvée par le Préfet de Région le 18 novembre 2024.

C'est un schéma déterminant par son caractère intégrateur de plusieurs autres documents de planification et prescriptif, transversal et multithématique. Ainsi, il renforce considérablement le rôle de la région en matière de planification régionale.

Le SRADDET est donc transversal et multithématique. Il intègre et se substitue, dès son approbation, à différents schémas sectoriels. Il prend en compte et s'articule avec d'autres plans ou schémas dédiés.

Au-delà de son caractère intégrateur, le SRADDET dispose d'un caractère prescriptif ce qui signifie qu'il est opposable aux documents de planification infrarégionaux suivants : Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ou à défaut aux Plans Locaux d'Urbanisme (intercommunaux) (PLU(i)) et cartes communales ainsi qu'aux Plans de Déplacements Urbains (PDU), Plans Climat-Air-Energie Territoriaux (PCAET) et chartes de Parcs Naturels Régionaux (PNR). Ces documents devront prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles générales du fascicule.

La région Nouvelle-Aquitaine a défini et formalisé une vision stratégique régionale à l'horizon 2030, exprimée à travers trois orientations et 14 objectifs stratégiques :

- Orientation 1 : Une Nouvelle-Aquitaine dynamique, des territoires attractifs, créateurs d'activités et d'emplois ;
- Orientation 2 : Une Nouvelle-Aquitaine audacieuse, des territoires innovants face aux défis démographiques et environnementaux ;
- Orientation 3 : Une Nouvelle-Aquitaine solidaire, une région et des territoires unis pour le bien-vivre de tous.

La problématique énergétique y est abordée dans l'orientation 2, et plus précisément l'objectif stratégique 2.3 « Accélérer la transition énergétique et écologique pour un environnement sain ».

A travers son objectif 51 « Valoriser toutes les ressources locales pour multiplier et diversifier les unités de production d'énergie renouvelables », **la région souhaite augmenter la production d'énergie renouvelable aux horizons 2030 et 2050 en intégrant les opportunités technologiques de court et moyen termes, en associant au plus près les territoires et en rapprochant au mieux les lieux de consommation des sites de production dans une stratégie d'économie circulaire.**

Concernant le photovoltaïque, les orientations prioritaires définies portent notamment sur : « *la priorisation des surfaces urbanisées / artificialisées pour les parcs au sol : terrains industriels ou militaires désaffectés, anciennes décharges de déchets (ordures ménagères, déchets inertes…), parkings et aires de stockage…* ».

Les projets agrivoltaïques n'étant pas identifiés dans le SRADDET Nouvelle-Aquitaine, le projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac n'est pas concerné par l'orientation précédemment citée.

A travers son objectif 43 « Réduire les consommations d'énergie et les émissions de GES aux horizons 2021, 2026, 2030 et 2050 », le secteur « Agriculture, forêt et pêche » est identifié comme représentant 4% des consommations énergétiques finales et 29% des émissions de GES du bilan global. Les orientations prioritaires définies portent notamment sur : « ***le développement à l'échelle de l'exploitation ou d'un groupe d'exploitations proches, des énergies renouvelables pour viser l'autonomie énergétique*** ».

Le projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac répond à cette orientation.

Dans son fascicule des règles, la règle n°30 « Le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces urbanisées/artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces » indique que : « *Afin de limiter l'atteinte aux espaces naturels, forestiers et aux espaces agricoles à fort potentiel agronomique et* ***sans écarter les unités agri-voltaïques****, l'accueil des activités nécessaires à l'essor de l'énergie photovoltaïque doit être privilégié dans les espaces déjà urbanisés/artificialisés bâtis et non bâtis.* »

Le projet portant sur une unité agrivoltaïque, la règle citée ci-avant ne le concerne pas. Aucune autre mention d'agrivoltaïsme n'est stipulée dans le SRADDET.

Production (GWh)	2015	2020	2030	2050
Bois énergie	**23 508**	**23 300**	**22 500**	**18 000**
Installations individuelles	11 726	10 400	9 000	8 000
Installations collectives ou industrielles (dont liqueurs noires et autres biomasses hors bois)	11 782	12 900	13 500	10 000
Géothermie	**2 187**	**3 000**	**3 500**	**4 000**
Géothermie profonde	0	250	500	1 000
Autres Géothermies	2 187	2 750	3 000	3 000
dont particuliers	2 034		2 400	1 500
dont usage direct/réseaux de chaleur (collectif)	153		600	1 500
Solaire thermique	**136**	**190**	**700**	**1 900**
Gaz renouvelable	**317**	**615**	**7 000**	**27 000**
dont cogénération et usage direct	316	375	1 000	5 000
dont Injection	1	240	6 000	22 000
Photovoltaïque	**1 687**	**3 800**	**9 700**	**14 300**
Eolien	**1 054**	**4 140**	**10 350**	**17 480**
Hydroélectricité	**3 082**	**3 400**	**4 300**	**4 300**
Energies marines			**3 890**	**10 900**
dont éolien offshore			3 850	9 100
dont hydrolien	Expérimentation		20	200
dont houlomoteur			20	1 600
Total	**23 843**	**37 645**	**57 450**	**96 480**

Figure 53 : Objectifs chiffrés de développement des énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine (source : SRADDET Nouvelle-Aquitaine)

C.I.3.1.2. Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR) Nouvelle-Aquitaine

Le S3RenR de Nouvelle-Aquitaine est entré en vigueur depuis 2021. Il est entré en phase de révision depuis mars 2025, le seuil d'attribution de la capacité globale du schéma étant atteinte.

« Avec la mise en œuvre du S3REnR Nouvelle-Aquitaine, le réseau électrique pourra accueillir plus de 13 GW d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, en plus des 5,5 GW déjà raccordées et des 2 GW en cours de raccordement dans le cadre des précédents schémas. Le schéma répond à l'ambition retenue par l'Etat en cohérence avec la dynamique de développement régionale des énergies renouvelables, les objectifs de la Programmation pluriannuelle de l'énergie et ceux du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires élaboré par la Région. Le raccordement de ces énergies renouvelables permettra de réduire les émissions de CO_2 du système électrique de l'ordre de 1,2 million de tonnes par an au terme de sa mise en œuvre ».

La ZIP se trouve sur la zone 7 du S3REnR NA nommée « Ouest Limousin ». Le gisement potentiel considéré sur cette zone est de l'ordre de 900°MW (cf. figure ci-après).

D'après le site Caparéseau (consulté le 02/05/2025), **le poste source le plus proche se situe sur la commune de Lubersac, à environ 10,2 km de la ZIP par les routes**. Sa capacité d'accueil réservée au titre du S3RenR qui reste à affecter est de 3,6 MW.

La capacité d'accueil restante du réseau public de transport (RTE) et de distribution (Enedis) est de 0 MW (sans travaux sur le poste source).

Aucuns travaux de renforcement ou de création de poste ne sont prévus vers la ZIP.

C.I.3.1.3. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Vézère-Auvézère

La ZIP appartient au SCoT Vézère-Auvézère, en cours d'élaboration depuis l'automne 2024. **En l'absence de SCoT applicable, les communes sont soumises à la règle "d'urbanisation limitée"** qui empêche d'ouvrir de nouveaux terrains à l'urbanisation dans les PLU/PLUi.

Néanmoins, une dérogation peut être accordée par le préfet sous conditions, après avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et avis de l'établissement public en charge du SCoT, lorsqu'un schéma est en cours d'élaboration.

C.I.3.1.4. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Planification énergétique : enjeu faible									
			1						
L'ensemble des schémas préfigurant le développement territorial local témoigne de la volonté de développement des énergies renouvelables, dont le solaire photovoltaïque. Le SRADDET n'évoque qu'à une seule reprise le sujet de l'agrivoltaïsme, qu'il s'agit de ne pas "écarter". Aucune contrainte pour le développement d'ombrières agrivoltaïques n'est identifiée. Le SCoT Vézère-Auvézère étant en cours d'élaboration, il s'agira de se conformer à ses dispositions selon sa date d'entrée en vigueur.									
Le poste source le plus proche de la ZIP est celui de Lubersac, dont la capacité d'accueil réservée au titre du S3RenR qui reste à affecter est de 3,6 MW, toutefois des transferts de capacité sont possibles.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Urbanisme / Trame verte et bleue/ Paysage / Activités agricoles.									

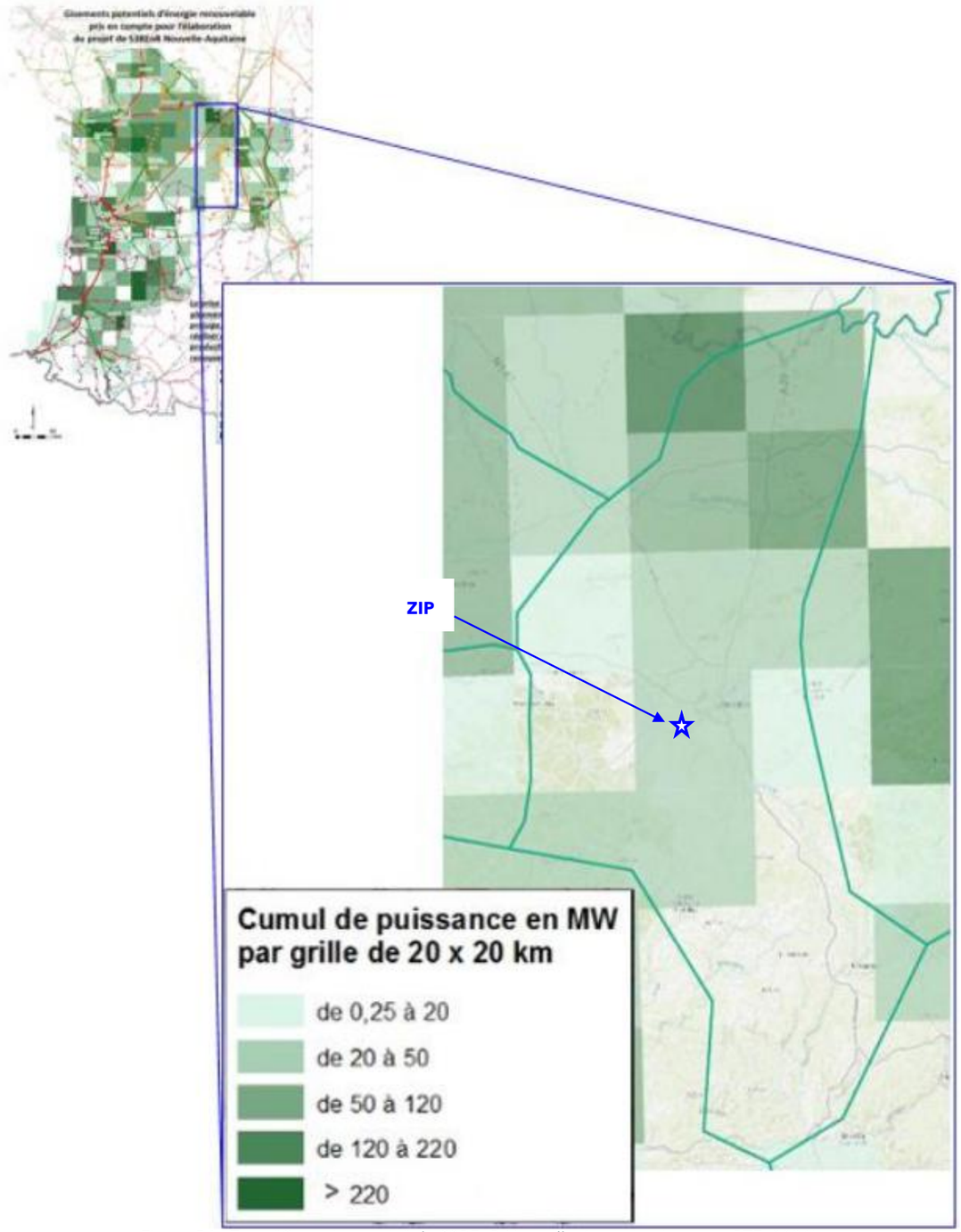


Figure 54 : Zone "Ouest Limousin" du S3REnR Nouvelle-Aquitaine (source : RTE, 2021)

Le contexte urbanistique

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Zonage des PLU

- A
- AUc
- N
- U
- Nh

Prescriptions surfaciques

- Espace boisé classé
- Orientation d'aménagement et de programmation
- Périmètre de protection autour de bâtiments agricoles
- Siège d'exploitation agricole
- Secteur à suspicion de zones humides
- Trame verte et bleue

Informations surfaciques

- Périmètre de Droit de Préemption Urbain

Prescriptions ponctuelles

- Bâtiment agricole en zone A ou N pouvant faire l'objet d'un changement de destination
- Patrimoine repéré au titre de l'article L.151-19 du CU
- Changement de destination

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

© IGN

C.I.3.2. Le droit des sols : l'urbanisme

Objectif : Avant d'envisager tout projet, il convient de vérifier qu'une telle autorisation est bien conforme aux règles d'urbanisme en vigueur sur le territoire.

Sources des données : DDT de la Corrèze, Géoportail de l'urbanisme, Observatoire des territoires, PLU de Beyssenac, Concèze, Arnac-Pompadour et Saint-Sornin-Lavolps, Géoportail, etc.

C.I.3.2.1. Loi Montagne et Loi Littoral

La commune de Beyssenac n'est pas concernée par les lois Montagne et Littoral.

C.I.3.2.2. Préambule : La production énergétique à partir de sources d'énergies renouvelables inscrite au Code de l'urbanisme

En préambule, il est utile de rappeler que le Code de l'urbanisme inscrit cette nécessité de viser la lutte contre le changement climatique (article L.101-27°) : « *Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants (…) : La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et* ***la production énergétique à partir de sources renouvelables*** **».**

Il est de jurisprudence constante que les parcs photovoltaïques au sol, dès lors qu'ils contribuent à la satisfaction d'un besoin collectif par la production d'électricité vendue au public, doivent être regardés comme ayant le caractère d'un équipement d'utilité publique contribuant à la satisfaction d'un intérêt collectif. En effet, le service public de l'électricité a pour objet de garantir l'**approvisionnement en électricité** sur l'ensemble du territoire national, dans le respect de l'intérêt général, dans le respect des principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité, et dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité et de coûts, de prix et d'efficacité économique, sociale et énergétique (Loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité).

Pour exemple, l'arrêt rendu le 23 octobre 2015 par la Cour administrative d'appel de Nantes confirme donc à ce titre qu'une centrale solaire est un équipement collectif au sens de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme : *« 4. […] aux termes de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme : « Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L.110 et L.121. (…) / Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs peuvent être autorisées dans les zones naturelles, agricoles ou forestières dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. […] 5. Considérant en premier lieu que, eu égard à leur importance et à leur destination, les panneaux photovoltaïques en cause, destinés à la production d'électricité, et contribuant ainsi à la satisfaction d'un intérêt public, doivent être regardés comme des installations nécessaires à un équipement collectif au sens des dispositions l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme cités au point 4 ».*

Le 18 mai 2022, la Commission européenne a publié une recommandation pour l'accélération des procédures d'autorisation en matière d'énergie renouvelable (« Recommendation on speeding up permit-granting and PPAs COM (2022)» devant être traduite dans les directives) et confirme ce positionnement. Elle spécifie en effet que « *le développement ENR doit être présumé comme relevant d'une raison impérative d'intérêt public majeur (« overriding public interest »*).

C.I.3.2.3. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Beyssenac

Le PLU de Beyssenac a été approuvé le 20 décembre 2021.

La ZIP se situe en zone Agricole (A). Dans cette zone, **sont autorisées : "*Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne mettent pas en cause la vocation de la zone, qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole*, pastorale, ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages."**

Plusieurs dispositions sont à prendre en compte, notamment :

- Il ne peut y avoir d'accès nouveau sur les RD6 et 7 hors agglomération ;
- Les eaux pluviales seront résorbés prioritairement sur la parcelle par un dispositif approprié ;
- Les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ne sont concernées ni par des retraits aux voies et emprises publiques ni par des retraits aux limites séparatives ni par des hauteurs maximales de constructions ;
- Les aménagements de clôtures respecteront le caractère champêtre de la zone ;
- Les surfaces libres de toute construction doivent être plantées et entretenus ;
- Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes ;
- Les aménagements paysagers pourront se reporter aux recommandations de la plaquette "Osez les haies variées" du CAUE 19.

La ZIP borde, dans sa partie sud, un Espace Boisé Classé (EBC). Le classement en EBC a en particulier pour effets :

- d'interdire tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de ces boisements ;
- d'entraîner le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement (sauf exceptions) ;
- et de soumettre à déclaration préalable les coupes et abattages d'arbres au sein de ces espaces (sauf exceptions).



Figure 56 : Espace Boisé Classé en limite sud de la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)

✓ ***Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)***

Le PADD de Beyssenac identifie des orientations générales par thématiques :

- Politique d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme : "***Dans les petits villages où l'activité agricole est présente et pérenne, la priorité est donnée à cette activité.***"
- Politique de protection des paysages, des espaces naturels, agricoles et forestiers :
  - "***Préserver les arbres isolés aux abords des grands axes*** *: RD7 et entrées de bourg" ;*
  - "***Préservation des sièges d'exploitation agricole pérennes*** *en leur réservant à proximité la possibilité d'une extension ou de la construction de nouveaux bâtiments à usage agricole" ;*
  - **Protéger les vergers**, comme identifié sur la figure en page suivante. **La ZIP est concernée par la présence d'un verger**.

Aucune mention de développement énergétique territorial n'est identifié dans ce document.

✓ ***Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)***

La ZIP ne fait pas l'objet d'une OAP.

C.I.3.2.4. Cotation de l'enjeu – interactions entre thèmes

Urbanisme : enjeu modéré									
					2				
L'urbanisme sur la commune de Beyssenac est actuellement régi par un PLU. La ZIP est située en zone agricole, autorisant les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, les ombrières agrivoltaïques étant identifiées comme telles.									
Il est toutefois important de souligner la présence d'un verger à protéger au sein de la ZIP, au titre du PADD du PLU, ainsi que d'un EBC en périphérie immédiate au sud.									
Un enjeu modéré est retenu.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Ressource en eau / SCoT / Biodiversité/démographie/ Activités agricoles / Paysages.									

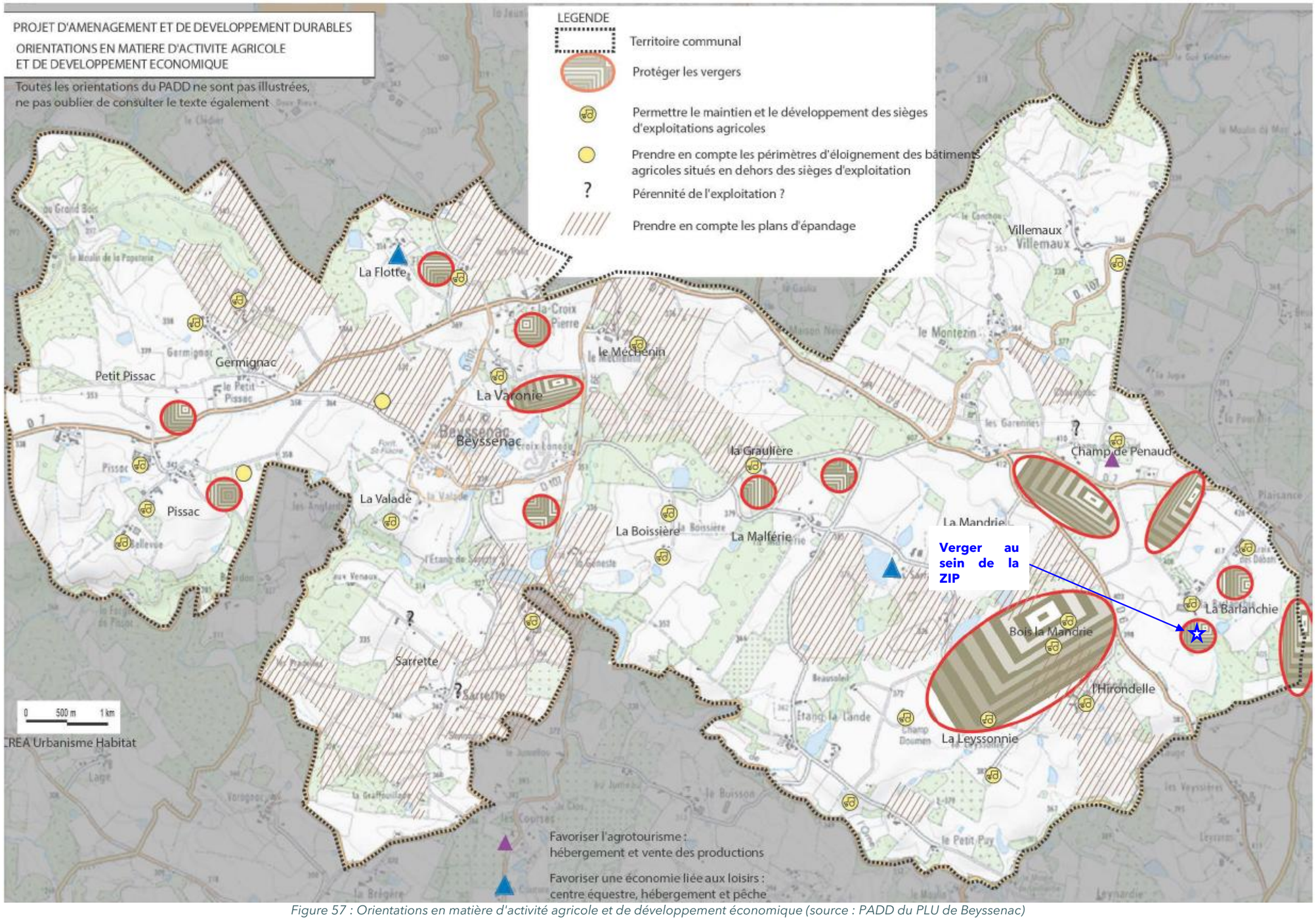
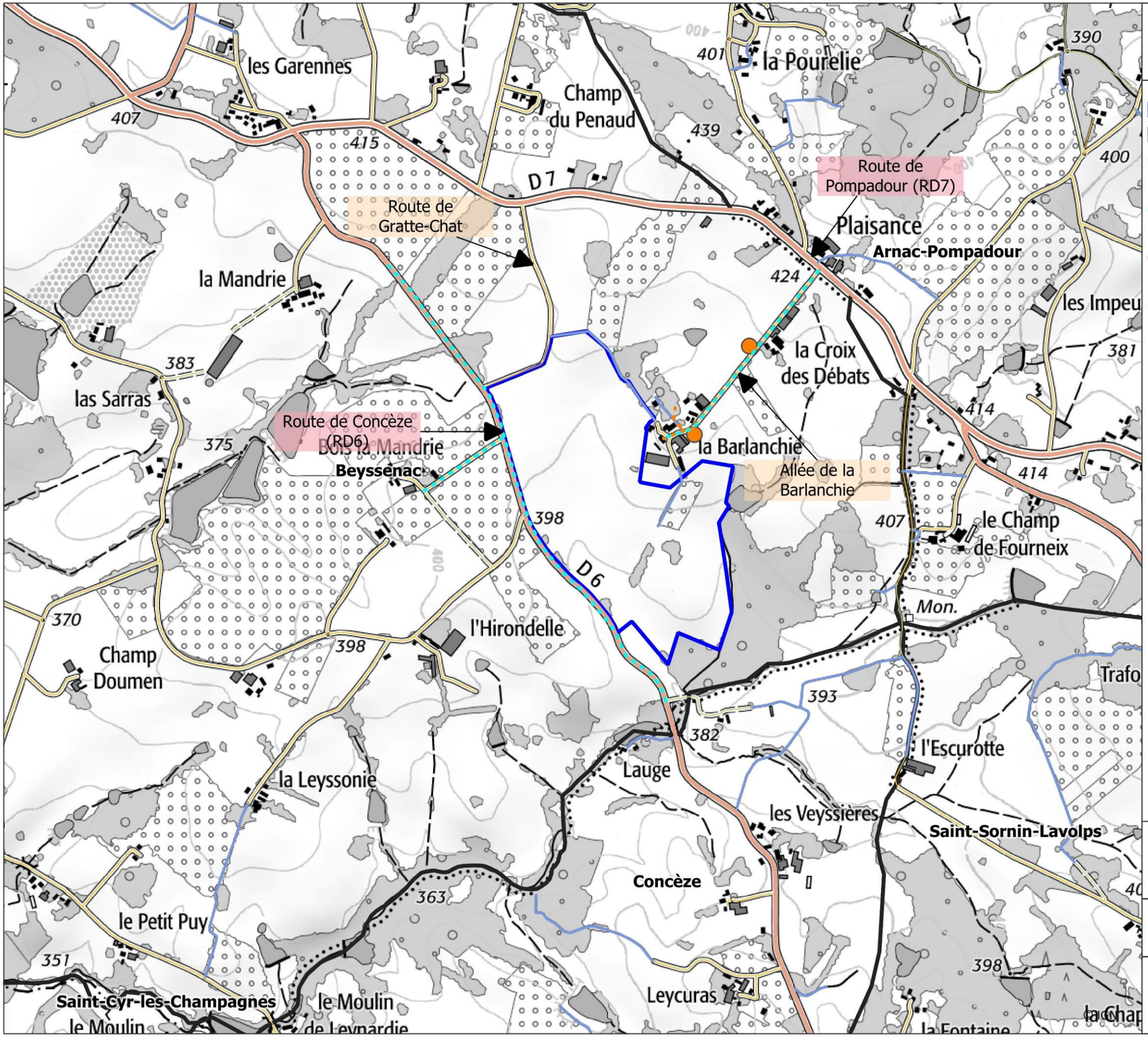


Figure 57 : Orientations en matière d'activité agricole et de développement économique (source : PADD du PLU de Beyssenac)



Réseaux et servitudes

- Zone d'Implantation Potentielle
- Commune
- Réseau électrique aérien
- Poste de distribution
- Alimentation en eau potable

Réseau viaire structurant

- Départementale

Réseau viaire secondaire

- Chemin
- Route à 1 chaussée
- Route empierrée

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

C.I.3.3. Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, les réseaux et les équipements techniques

Objectif : Avant d'envisager tout projet, il convient de vérifier qu'une telle autorisation est bien conforme aux servitudes d'utilité publique en vigueur sur le territoire.

Sources des données : DDT de la Corrèze, Géoportail de l'urbanisme, Observatoire des territoires, PLU de Beyssenac, Atlas des Patrimoines, Géoportail, etc.

C.I.3.3.1. Les servitudes relatives au patrimoine culturel (protection des monuments historiques et du patrimoine architectural et urbain)

La ZIP n'est pas concernée par un périmètre de protection d'un monument historique ni par un secteur sauvegardé. Aucune servitude réglementaire ne s'y applique donc.

C.I.3.3.2. Les servitudes liées au patrimoine archéologique

La ZIP n'est pas non plus concernée par une Zone de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA).

Toutefois, la DRAC Nouvelle-Aquitaine, dans son courrier du 18 juillet 2025, indique que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur, la ZIP pourrait contenir des éléments du patrimoine archéologique.

C.I.3.3.3. Les servitudes liées aux réseaux (eau, électricité, gaz, pétrole)

La ZIP se situe au sein du Périmètre de Protection Eloignée (PPE) de la prise d'eau "le Bois de la Prade" sur l'Auvézère sur la commune de Génis, en Dordogne (24) : "*Dans cette zone de vigilance, **aucune tolérance ne sera accordée en cas de non-conformité des rejets dans les eaux superficielles ou souterraines***." La ZIP se situe également à proximité du PPE de la prise d'eau au lieu-dit Le Pont Neuf sur l'Auvézère sur la commune de Payzac, en Dordogne (24).

Aucune ligne électrique aérienne, ni canalisation de gaz ne concerne directement la ZIP.

Une ligne électrique aérienne est présente sur l'allée de la Barlanchie, ainsi qu'un poste de distribution au niveau du lieu-dit du même nom.

Des réseaux d'alimentation en eau potable sont présents le long de la RD6 et sur l'allée de la Barlanchie.

C.I.3.3.4. Les servitudes liées aux plans de prévention des risques naturels et technologiques

La commune de Beyssenac n'est pas concernée par des plans de prévention des risques naturels et technologiques.

C.I.3.3.5. Les servitudes liées aux voies de communications

✓ ***Réseau viaire***

La ZIP se situe en limite est de la RD6 (route de Concèze), route identifiée comme desserte principale par le conseil départemental de la Corrèze, tout comme la RD7 passant à l'ouest de la ZIP. Ces routes supportent un faible trafic, inférieur au seuil de 500 véhicules par jour.

En limite nord, se situe la route de Gratte-Chat, reliant la RD6 et la RD7 (route de Pompadour).

Enfin, le lieu-dit La Barlanchie, où se situe l'exploitation agricole des parcelles de la ZIP, est accessible par une voie perpendiculaire à la RD7 : l'allée de la Barlanchie.

Celle-ci se prolonge en deux chemins : un permettant un accès direct à la ZIP, via le verger, et un la longeant au nord-est.

Aucune servitude n'est associée au réseau viaire permettant l'accessibilité de la ZIP.



Figure 59 : RD6, vue vers la ZIP



Figure 60 : RD7, vue de l'allée de la Barlanchie

✓ ***Autres voies de communication***

Aucune autre voie de communication ne concerne la ZIP et ses abords.

C.I.3.3.6. Les servitudes aéronautiques

La ZIP se situe à plus de 40 km de l'aéroport le plus proche, **elle n'est donc pas concernée** par une servitude dépendant de l'aviation civile.

C.I.3.3.7. Les servitudes radioélectriques

La ZIP n'est pas concernée par la présence d'un faisceau hertzien ni de pylône autostable associé.

C.I.3.3.8. Les servitudes liées aux exploitations agricoles

Le code rural interdit toute implantation de bâtiment d'élevage à proximité de constructions à usage d'habitation ou recevant du public.

En conséquence, tout projet de construction est également refusé à proximité des bâtiments d'élevage : c'est la règle de réciprocité.

Des périmètres de réciprocité de 100 m autour des exploitations agricoles du lieu-dit de la Barlanchie ont été établis. Certains se situent, en partie, au sein de la ZIP.

C.I.3.3.9. Cotation de l'enjeu -- interactions entre thèmes

Servitudes (patrimoine archéologique, périmètre de protection prise d'eau potable) : enjeu fort									
							3		
Servitudes (exploitation agricole) : enjeu faible									
			1						
Au vu des éléments transmis par la DRAC, la ZIP pourrait présenter des éléments du patrimoine archéologique.									
Elle se situe au sein du périmètre de protection éloignée de la prise d'eau potable sur l'Auvézère à Génis, en Dordogne. Les rejets dans les eaux superficielles ou souterraines doivent être conformes : aucune tolérance n'est accordée au sein de ce périmètre. Un enjeu fort est retenu.									
Des périmètres de réciprocité de 100 m autour d'exploitations agricoles concernent une partie de la ZIP. Un enjeu faible est retenu.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Commodités du voisinage/ Patrimoine.									



Figure 61 : Route de Gratte-Chat



Figure 62 : Allée de la Barlanchie, vue depuis la RD7





Figure 63 : Chemins longeant la ZIP au nord-est (à gauche) et le verger, permettant l'accès direct à la ZIP (à droite)

C.I.4. LES ENJEUX DU CADRE DE VIE, DES COMMODITES DU VOISINAGE, DE LA SANTE ET LA SECURITE

Objectif : Il s'agit ici d'identifier l'exposition des riverains de la ZIP vis-à-vis du cadre de vie, des commodités de voisinage, de la santé et de la sécurité.

Sources des données : Préfecture de la Corrèze, Observatoire des territoires, PLU de Beyssenac, Atlas des Patrimoines, Géoportail, Géorisques, ARS Nouvelle-Aquitaine, etc.

C.I.4.1. Le bâti et les riverains de la ZIP

La ZIP se situe à l'est du centre-bourg de Beyssenac. Des bâtiments agricoles, ainsi que des habitations, se situent le long de l'allée de la Barlanchie, route d'accès à la ZIP par l'est.

Le long de la RD7 (lieu-dit Plaisance) se trouvent principalement des habitations. Les autres lieux-dits à proximité (La Mandrie et l'Hirondelle notamment) sont, eux, principalement composés de bâtiments agricoles.

Enfin, du bâti résidentiel isolé est identifié au sud de la ZIP.

C.I.4.2. Exposition des riverains au bruit

C.I.4.2.1. Situation sonore locale

La DDT de la Corrèze a réalisé un classement sonore sur le département pour le réseau routier et le réseau ferroviaire. Aucune voie de circulation n'est classée sur la commune de Beyssenac.

Les riverains de la ZIP sont donc peu impactés par les circulations sur les axes à proximité (RD6 et RD7 principalement).

C.I.4.2.2. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Contexte sonore : enjeu fort									
							3		
Les riverains de la ZIP se situent dans un contexte sonore relativement calme et préservé. Un enjeu fort est retenu du fait de la proximité des lieux-dits habités : il s'agira de ne pas dégrader le contexte sonore.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Riverains/ Santé									

C.I.4.3. Exposition des populations aux risques technologiques et industriels

C.I.4.3.1. Situation de la ZIP

Aucun risque technologique ou industriel n'est identifié au sein ou à proximité de la ZIP.

L'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) la plus proche se situe à environ 1,8 km.

C.I.4.3.2. Cotation de l'enjeu-- interaction entre thèmes

Risques technologiques et industriels : enjeu nul									
	0								
La ZIP n'est pas concernée par des risques technologiques ou industriels.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Riverains / Sécurité des biens et des personnes									





Figure 64 : GAEC de la Barlanchie (à gauche) et maison d'habitation à proximité immédiate au nord-est de la ZIP (à droite)

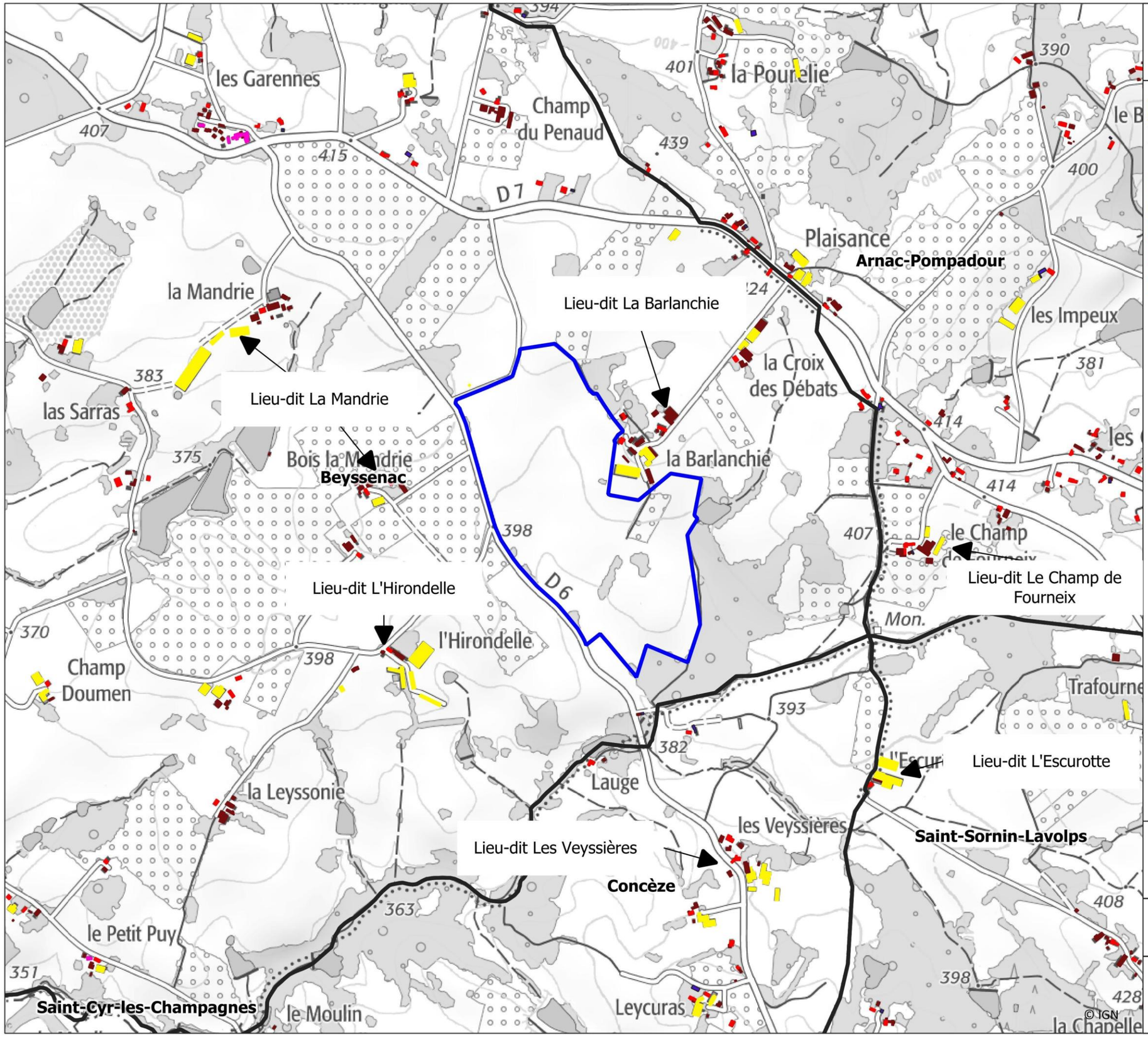




Figure 65 : Lieu-dit Plaisance (à gauche) et lieu-dit L'Hirondelle (à droite)



Figure 66 : Maison d'habitation isolée au sud de la ZIP



Le bâti et les zones habitées

Zone d'Implantation Potentielle

Commune

Bâti par usage (BD TOPO IGN)

- Agricole
- Annexe
- Commercial et services
- Indifférencié
- Résidentiel

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

Exposition des populations aux pollutions de l'air, du sol, de l'eau

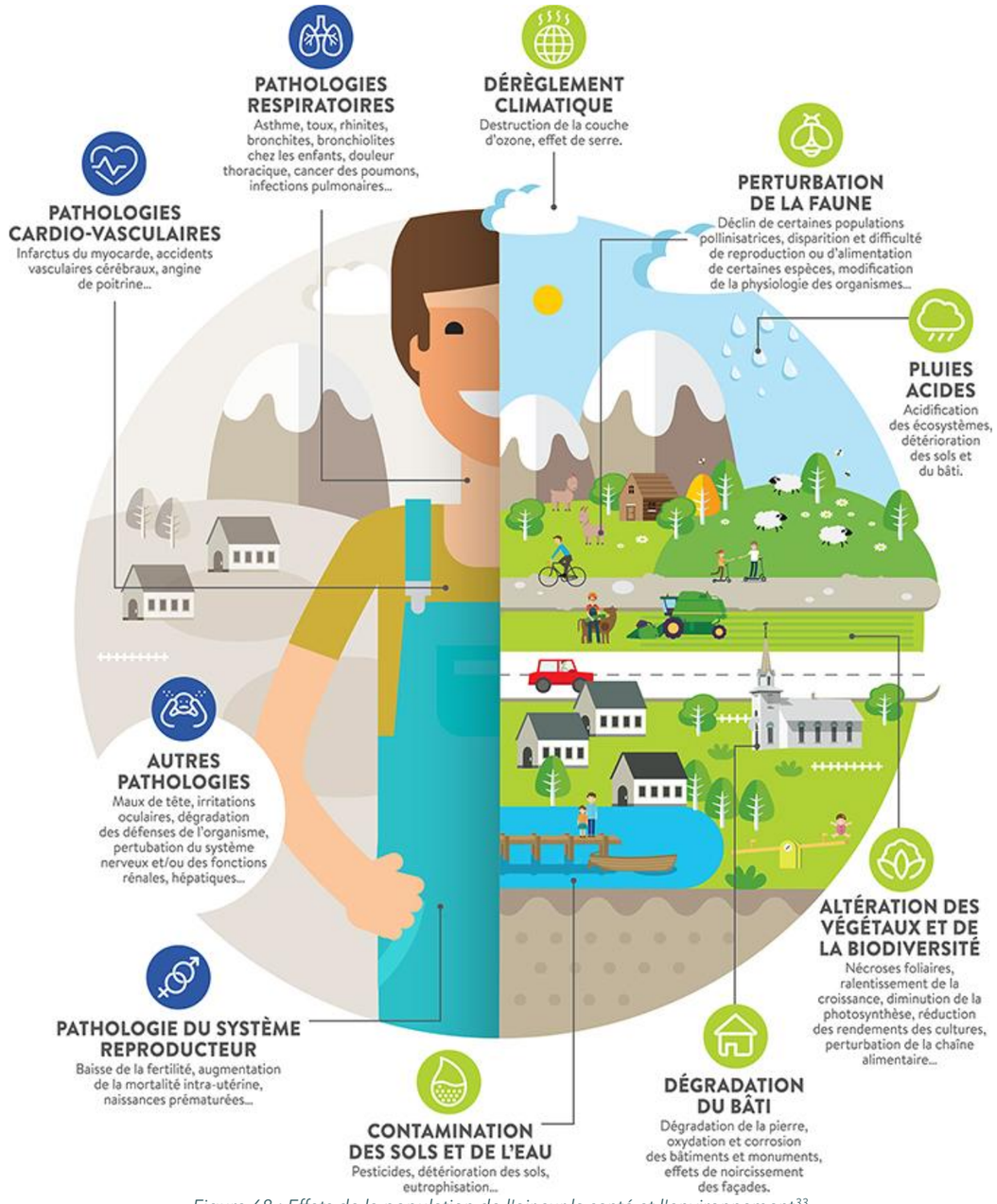


Figure 68 : Effets de la population de l'air sur la santé et l'environnement[33]

C.I.4.3.3. Exposition des populations

Pour rappel, l'exposition de la ZIP aux pollutions (qualité de l'air, sols et eaux) est traitée dans le chapitre « Le projet et le milieu physique », à partir de la page 14.

Concernant la qualité de l'air, la commune de Beyssenac présente des concentrations en polluants dépassant les seuils définis par l'OMS pour l'ozone (O_3) et le dioxyde d'azote (NO_2), sans pour autant dépasser les seuils réglementaires. La situation de la ZIP est relativement épargnée par les pollutions, avec uniquement la présence des RD6 et RD7 à proximité.

Aucun site ou sol pollué n'est identifié sur la ZIP, ni aucune activité industrielle à proximité.

Enfin, l'alimentation en eau potable du territoire se fait par des prélèvements sur l'Auvézère (cours d'eau superficiel). Son état écologique et chimique est identifié comme bon depuis 2021. Toutefois, il peut être vulnérable à d'éventuels rejets non-conformes, le risque étant faible au vu des périmètres de protection instaurés autour de la prise d'eau à Génis.

C.I.4.3.4. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Exposition aux pollutions : enjeu faible à modéré									
				1,5					
Les populations riveraines de la ZIP ne sont pas exposées à des pollutions des sols. ***En revanche, elles sont confrontées à des épisodes ponctuels de pollution à l'ozone et au dioxyde d'azote durant l'année, ainsi qu'à des éventuels rejets non-conformes dans l'Auvézère utilisée pour l'alimentation en eau potable du territoire. Ce risque reste toutefois faible au vu des périmètres de protection instaurés autour de la prise d'eau. L'enjeu retenu est faible à modéré.***									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Riverains/ Santé / Climat									

C.I.4.4. Exposition des populations aux espèces végétales et animales envahissantes à enjeu de santé publique

C.I.4.4.1. Définition

D'après l'article D.1338-1 du Code de la Santé Publique, les espèces dont la prolifération constitue une menace pour la santé humaine sont :

- l'Ambroisie à feuilles d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia* L.) ;
- l'Ambroisie à épis lisses (*Ambrosia psilostachya* DC.) ;
- l'Ambroisie trifide (*Ambrosia trifida* L.) ;
- la Processionnaire du chêne (*Thaumetopoea processionea* L.) ;
- la Processionnaire du pin (*Thaumetopoea pityocampa* L.).

C.I.4.4.2. Données bibliographiques : les ambroisies

Les ambroisies sont des espèces végétales de la famille des Astéracées. Elles sont originaires d'Amérique du Nord. Introduites en Europe à la fin du XIXème siècle, elles sont devenues indésirables car invasives et provoquant des allergies graves (conjonctivite, rhinite, asthme, etc.). Ce sont en effet des plantes opportunistes envahissantes qui s'installent préférentiellement dans les sols nus et remaniés (chantiers ; voies de communication : talus de routes, d'autoroutes et de voies ferrées, bords des rivières), dans les jachères, dans les cultures à levée tardive, et les vergers. Elles mesurent en moyenne de 30 à 70 cm de haut (jusqu'à 200 cm) et fleurissent en août – septembre.

En tant qu'espèces invasives, elles étouffent peu à peu la flore locale et diminuent les rendements agricoles lorsqu'elles sont présentes sur une parcelle.

La lutte contre leur prolifération constitue un enjeu de santé publique : c'est un des objectifs du **4ème Plan national santé environnement (2021-2024)** dont l'action n°11 vise à « *prévenir les impacts sanitaires des espèces nuisibles par des méthodes compatibles avec la préservation de l'environnement* » et notamment « *mieux lutter contre […] toute espèce ayant un impact sur la santé humaine (ambroisie, chenilles processionnaires) par une meilleure information et le développement de méthodes de lutte efficaces et durables réduisant l'exposition aux produits chimiques, grâce à la mise à disposition des professionnels d'outils de surveillance et de prévention et à la poursuite des travaux de recherche* ». Le **décret n°2017-645 du 26 avril 2017** relatif à la lutte contre l'ambroisie à feuilles d'armoise, l'ambroisie trifide et l'ambroisie à épis lisses impose à tous de ne pas introduire ou disséminer ces espèces.

Selon l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine, le département de la Corrèze est concerné par l'implantation de l'ambroisie, avec une augmentation croissante de signalement (76 en 2023). Un arrêté fixant les modalités de surveillance, de prévention et de lutte contre les ambroisies en Corrèze a été promulgué le 30 mai 2022.

33 Source : www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/article/effets-sur-la-sante

D'après l'Observatoire des Ambroisies, **l'ambroisie à feuilles d'armoise** (*Ambrosia artemisiifolia* L.) a déjà été signalée sur la commune de Beyssenac entre 2004 et 2024.

C.I.4.4.3. Les chenilles processionnaires

Il existe de nombreuses espèces de processionnaires, en particulier celles du pin (*Thaumetopoea pytiocampa*) et celles du chêne (*Thaumetopoea processionea*). Ce sont des insectes de la famille des lépidoptères qui connaissent différentes formes au cours de leur évolution avec une chenille au stade larvaire et un papillon à l'âge adulte. **Ces deux espèces sont présentes en Région Nouvelle Aquitaine.**

Les chenilles processionnaires du chêne et du pin possèdent des milliers de poils et des soies urticantes qui peuvent se détacher très facilement sous l'effet du vent ou être injectés par l'animal lorsqu'il se sent en danger. Ces soies peuvent être transportées sur de longues distances. Par leur structure particulière (forme de harpons), elles s'accrochent facilement aux tissus et déclenchent une réaction d'urtication par libération d'histamine chez les humains et chez les animaux lorsqu'ils entrent au contact de la peau et des muqueuses.

Ainsi, elles peuvent provoquer des **démangeaisons, œdèmes, sensations de brûlures quelquefois accentuées par la sueur ou le frottement des vêtements, des atteintes oculaires, ou encore des atteintes respiratoires (crise d'asthme, etc.).** En cas d'ingestion, il se produit une inflammation des muqueuses de la bouche et des intestins qui s'accompagne de symptômes tels que de l'hypersalivation, des vomissements et des douleurs abdominales.

Ces soies urticantes sont aussi très peu présentes dans les nids d'hiver, même après plusieurs années, c'est pourquoi il est dangereux de manipuler des nids même vides. **Un réel risque pour la santé humaine est donc bien présent.**

Des signalement de chenilles processionnaires ont eu lieu sur le département.

C.I.4.4.4. Risques sur la ZIP pour les riverains alentours

Les inventaires écologique menée sur la ZIP par le bureau d'études Ecosphère dans le cadre du projet n'ont pas mis en évidence la présence d'Ambroisie ni de chenilles processionnaire sur la ZIP. Le contexte reste toutefois évolutif concernant l'Ambroisie compte tenu de son fort pouvoir colonisateur.

Quelques Pins et Chênes sont localement présents sur la ZIP, on peut donc potentiellement y trouver les processionnaires mais l'enjeu reste très faible.

C.I.4.4.5. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Exposition aux espèces à enjeu de santé publique: enjeu très faible									
		0,5							
L'Ambroise est à ce jour absente de la ZIP mais le contexte reste évolutif pour cette espèce compte tenu de son fort pouvoir colonisateur. Quelques Pins et Chênes sont localement présents sur la ZIP, on peut donc potentiellement y trouver les processionnaires mais l'enjeu reste très faible.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Riverains/ Santé / Biodiversité									

C.I.4.5. Expositions de populations riveraines aux champs électromagnétiques

C.I.4.5.1. Risques sanitaires des champs électromagnétiques et seuils réglementaires

« En termes de santé publique, les seuils retenus par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont les suivants :

- *De 1 à 10 mA/m² (induits par des champs magnétiques supérieurs à 0,5 mT et jusqu'à 5 mT à 50/60 Hz, ou 10-100 mT à 3 Hz), des effets biologiques mineurs ont été rapportés,*
- *De 10 à 100 mA/m² (supérieurs à 5 mT et jusqu'à 50 mT à 50/60 Hz ou 100-1000 mT à 3 Hz), il existe des effets bien établis, parmi lesquels des effets sur le système nerveux et la vision. Des cas de réparation facilitée de fractures osseuses ont été rapportés,*
- *De 100 à 1000 mA/m² (supérieurs à 50 mT et jusqu'à 500 mT à 50/60 Hz ou 1-10 T à 3 Hz), on observe une stimulation des tissus excitables et des dommages sur la santé sont possibles,*
- *Au-delà de 1000 mA/m² (supérieurs à 500 mT à 50/60 Hz ou 10 T à 3 Hz), une fibrillation ventriculaire et des extrasystoles, c'est-à-dire des effets aigus, ont été rapportés ».* [34]

La recommandation n°1999/519/CE (reprise au niveau national dans l'arrêté technique du 17/05/2001) demande le respect des seuils d'exposition suivants pour une fréquence de 50 Hz :

Tableau 14 : Recommandation n°1999/519/CE

Recommandation n°1999/519/CE	Seuils
Champ magnétique	**100 µT**
Champ électrique	**5 kV/m²**
Densité de courant	**2 mA/m²**

La directive n°2004/40/CE donne des seuils d'exposition pour les travailleurs (fréquence de 50 Hz) :

Tableau 15 : Seuils d'exposition pour les travailleurs de la directive n°2004/40/CE

Directive n°2004/40/CE	Seuils
Champ magnétique	**0,5 µT**
Champ électrique	**10 kV/m²**
Densité de courant	**10 mA/m²**

C.I.4.5.2. Sources d'émission

Les sources possibles de champs électromagnétiques sont de deux types :

- **Les sources naturelles** : celles-ci génèrent des champs statiques, tels le champ magnétique terrestre et le champ électrique statique atmosphérique (faible par beau temps de l'ordre de 100 Volts/mètre (V/m), mais très élevé par temps orageux jusqu'à 20 000 V/m) ;
- **Les sources liées aux applications électriques** : qu'il s'agisse d'appareils domestiques ou des postes électriques.
- Les valeurs des champs électromagnétiques à proximité des lignes aériennes et souterraines (valeurs mesurées à l'extérieur de tout bâtiment, à 2 m du sol) sont les suivantes :

Tableau 16 : Exemples de champs électriques et magnétiques calculés à 50 Hz pour des lignes électriques aériennes (sources : RTE et EDF, 2006)

	Champs électrique (en V/m)	Champ magnétique (en µT)
Ligne 400 kV (sous la ligne)	**5000**	**30**
Ligne 400 kV (à 30 m de l'axe)	**2000**	**12**
Ligne 400 kV (à 100 m de l'axe)	**200**	**1,2**
Ligne 20 kV (sous la ligne)	**250**	**6**
Ligne 20 kV (à 30 m de l'axe)	**10**	**0,2**
Ligne 20 kV (à 100 m de l'axe)	**Négligeable**	**Négligeable**

- Les valeurs des champs électriques diminuent très rapidement dès que l'on s'éloigne de la source émettrice.

34 Source : Les champs électromagnétiques de très basse fréquence par RTE et EDF



Figure 69 : Comparaison entre champs électriques (en V/m) et champs magnétiques (en micro-Teslas : µT) (source : RTE)

C.I.4.5.3. Exposition des populations riveraines

Toute personne est exposée régulièrement à des émissions électromagnétiques et notamment :

① **À l'intérieur des habitations** : Les sources de champ sont de deux types : les réseaux électriques et les appareils électroménagers. ***« Les deux plus importantes études sur l'exposition de la population aux champs électromagnétiques menées en Europe*** *ont été réalisées en Allemagne [Schüz et al., 2001] et au Royaume-Uni [UKCCS, 1999] ; elles ont permis d'évaluer l'exposition résidentielle des personnes. Ces deux études* ***donnent une estimation des populations concernées exposées, dans leur habitation, à des champs dépassant une moyenne ou une médiane de 0,2 ou 0,4 µT*** *».* [35] **Bien des objets de la vie courante émettent en effet des ondes électromagnétiques : téléphone portable, téléphone sans fil, WIFI…**[36]



Figure 70: L'ensemble de la population est confronté aux ondes électromagnétiques

② **Au travail** : Suivant le métier, les expositions peuvent être différentes.

Équipement	Induction magnétique (µT)
Photocopieur (50 Hz)	1 à 1,2
Fax (50 Hz)	0,4
Ecran d'ordinateur (50 Hz)	0,7
Procédés électrolytiques (0 – 50 Hz)	1 000 à 7 000
Machines à souder (0 - 50 Hz)	130 000
Four à induction (0 – 10 kHz)	1 000 à 6 000

Figure 71: Valeurs de champs magnétiques produits par des équipements en milieu professionnel

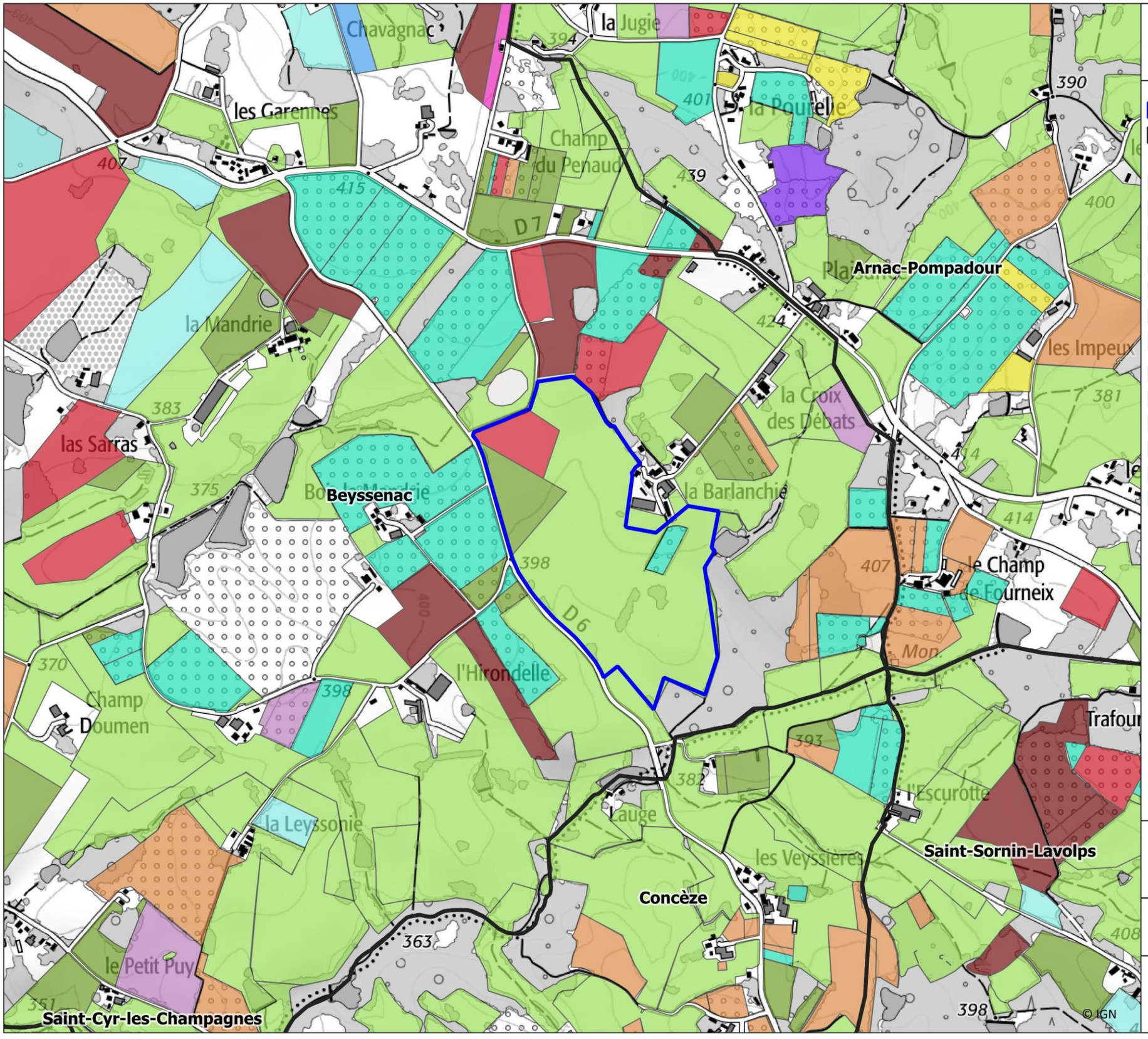
③ **Sous le réseau électrique** et à quelques mètres de part et d'autre du maillage de lignes.

Cela est confirmé par l'ANSES : « c'est à **l'intérieur des habitations que l'on trouve les niveaux de champ magnétique les plus élevés** : ils sont produits par des appareils domestiques, mais l'exposition à ces appareils est généralement très brève et localisée. **Les valeurs de champ électromagnétique les plus élevées en milieu extérieur sont mesurées notamment sous des lignes électriques à très haute tension et à proximité immédiate des locaux des transformateurs ou des sous-stations électriques**. […] **L'Anses n'a pas mis en évidence de lien de causalité entre l'exposition aux champs électromagnétiques basses fréquences dans l'environnement quotidien et des effets sur la santé**. » **Les éléments précédents montrent que l'ensemble des riverains est déjà concerné par les risques liés aux champs électromagnétiques et ce, tous les jours, dans la vie courante, tandis que les habitations riveraines de la ZIP sont toutes distantes de plusieurs centaines de mètres.**

C.I.4.5.4. Cotation de l'enjeu – interaction entre thèmes

Exposition aux champs électromagnétiques : enjeu modéré										
					2					
L'ensemble des études menées sur les champs électromagnétiques révèle que les objets de la vie courante exposent beaucoup plus les populations locales aux champs électromagnétiques que les réseaux de transport d'électricité, même à très haute tension.										
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Riverains / Servitudes / Santé										

35 Source : AFSSET, « Champs électromagnétiques extrêmement basses fréquences » Saisine n° 2008/006, Mars 2010
36 Source : Suisse : les mesures de l'Office Fédéral de Santé Publique en matière de DECT, Lundi, 24 Avril 2006, http://www.criirem.org/index.php?option=com_content&view=article&id=129:suisse--les-mesures-de-lofficefederal-de-sante-publique-en-matiere-de-dect&catid=44:dect&Itemid=125



Occupation agricole du sol

- Zone d'Implantation Potentielle
- Commune

Registre Parcellaire Graphique (2023)

- Bande tampon
- Blé tendre d'hiver
- Fourrage composé de céréales et/ou de protéagineux et/ou de légumineuses fourragères
- Colza d'hiver
- Autre luzerne
- Maïs
- Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins
- Orge d'hiver
- Prairie permanente - Herbe prédominante
- Autre prairie temporaire de 5 ans ou moins
- Surface agricole temporairement non exploitée
- Triticale d'hiver
- Verger

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

C.I.5. LES ENJEUX ECONOMIQUES DU TERRITOIRE

Objectif : Il s'agit ici d'identifier le profil économique du territoire.

Sources des données : INSEE, Préfecture de la Corrèze, PLU de Beyssenac, AGRESTE, Observatoire des Forêts Françaises, INSEE, Géoportail, etc.

C.I.5.1. Profil socio-économique du territoire étudié

A l'échelle du territoire de la Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour, les établissements se positionnent très majoritairement dans les activités de commerce, transports et services divers (46,7%). Vient ensuite l'agriculture avec 17,7% des établissements, talonné par le secteur des administrations publiques, enseignement, santé et action sociale (16,5%). Enfin, la construction et l'industrie représentent respectivement 10,9% et 8,4%.

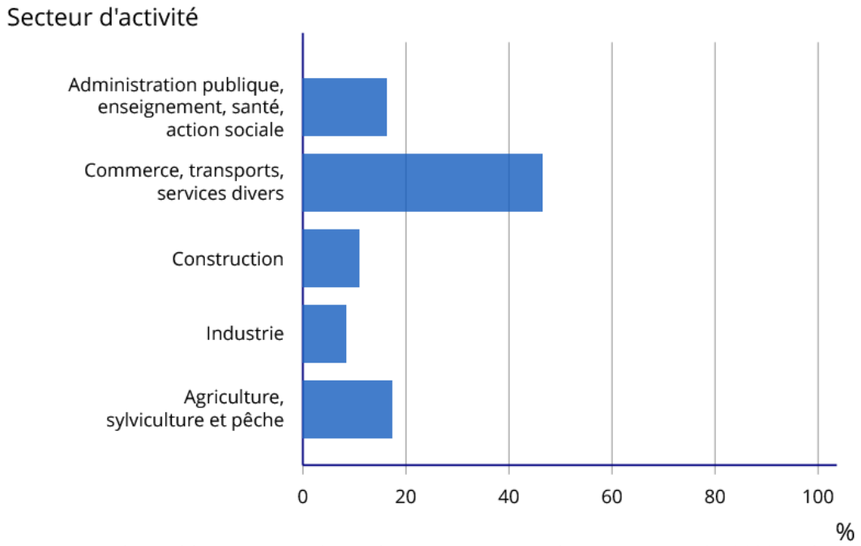


Figure 73 : Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé fin 2022 sur le territoire de la CCPLP (source : INSEE)

C.I.5.2. L'agriculture

C.I.5.2.1. Préambule – Seuil de compensation agricole en Corrèze

La compensation collective agricole est un dispositif créé par la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, et codifiée aux articles L.112-1-3, D.112-1-18 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.

En application de ces textes, les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole, font l'objet d'une étude agricole préalable en fonction de :

- leur nature (projets soumis à étude d'impact en vertu de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement) ;
- leur localisation (projets sur des terres affectées à une activité agricole) ;
- leur consistance (seuil de prélèvement de surface fixé par arrêté préfectoral).

Le seuil de compensation pour le département de la Corrèze est fixé à 5 ha. Le projet d'ombrières agrivoltaïques étant soumis à examen au cas par cas, il n'est pas concerné par la compensation collective agricole.

La CDPENAF de la Corrèze a adopté une doctrine relative aux installations photovoltaïques en février 2013. Elle a adopté le 14 décembre 2023 des ajustements à cette doctrine, actualisés le 17 octobre 2024.[37]

L'*addendum* modifié est accessible en ligne. Il y est notamment indiqué que la CDPENAF étudiera au cas par cas les projets d'installations agrivoltaïques au sol si la surface d'implantation est inférieure à 1 ha. **Elle ne soutiendra pas les autres projets tant que la doctrine n'est pas ajustée :** une concertation sera menée à ce sujet courant 2025.

C.I.5.2.2. Profil agricole de la commune de Beyssenac

D'après le PLU de Beyssenac, « *Comme sur l'ensemble du territoire français, l'évolution de l'activité agricole de la commune de Beyssenac témoigne d'une diminution du nombre d'exploitants, accompagnée d'une augmentation des surfaces moyennes exploitées. Cette augmentation est due à des reprises de terrain hors du territoire communal et à un nombre important d'exploitations sous forme sociétaire.*

***La plupart des exploitations sont des exploitations individuelles mais on compte quand même 7 GAEC**. […]*

***L'orientation technico-économique est « Polyculture et polyélevage ». En effet, la production dominante est l'élevage bovin viande**, axée sur le broutard et le veau sous la mère. […]*

L'arboriculture fruitières au travers de la production de pommes occupe une place importante sur la commune de Beyssenac : une dizaine d'exploitations produisant de la pomme AOP « Pomme du Limousin ». Cette filière est structurée avec trois coopératives intervenant sur le secteur. En diversification, on trouve les productions de petits fruits rouges, comme la framboise, la production porcine avec 3 élevages sur la commune et des petits élevages de palmipèdes gras. […]

La commune de Beyssenac se situe dans plusieurs aires géographiques d'appellations (AOP, AOC, IGP). »

C.I.5.2.3. Situation de la ZIP

D'après les données de "Géoportail" et comme en témoigne la carte en page précédent, issue du Recensement Parcellaire Graphique (RPG) de 2023, **la majorité de la ZIP se situe sur des prairies (permanentes et temporaires). Ces parcelles sont utilisées pour du pâturage bovin.**



Figure 74 : Pâturage bovin sur la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)

Une parcelle est également exploitée pour du maïs et une autre pour un verger (fruits rouges).

Concernant la parcelle en verger, **un recul de 50 m est identifié dans le PLU de Beyssenac**. Il est issu d'une charte de bon voisinage, comportant des dispositions concernant les traitements phytosanitaires des vergers et leur implantation par rapport aux maisons d'habitation.



Figure 75 : Parcelle de culture (maïs en 2023), vue depuis la route de Gratte-Chat (source : Corieaulys, mai 2025)

37 Source : https://www.correze.gouv.fr/Action-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-construction-et-logement/La-commission-departementale-de-preservation-des-espaces-naturels-agricoles-et-forestiers-CDPENAF/Doctrines/Addendum-modifie-a-la-doctrine-photovoltaique-au-sol-de-fevrier-2013



Figure 76 : Verger sur la ZIP, vue depuis le GAEC de la Barlanchie (source : Corieaulys, mai 2025)

C.I.5.2.4. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Activité agricole : enjeu fort									
							3		
La ZIP est implantée sur des parcelles agricoles déclarées à la PAC, majoritairement des prairies et ponctuellement de la culture céréalière (maïs) et fruitière (verger de fruits rouges). La consommation d'espaces agricoles est une thématique environnementale important, l'enjeu apparaît ici fort.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Riverains / Servitudes / Santé									

C.I.5.3. La sylviculture

La carte ci-après permet de visualiser les forêts issues de la BD FORET du département de la Corrèze, qui concordent avec les données de l'Observatoire des Forêts Françaises. La ZIP est bordée, au sud, par une forêt fermée à mélange de feuillus et, à l'est, par des îlots de forêts fermées de feuillus purs.

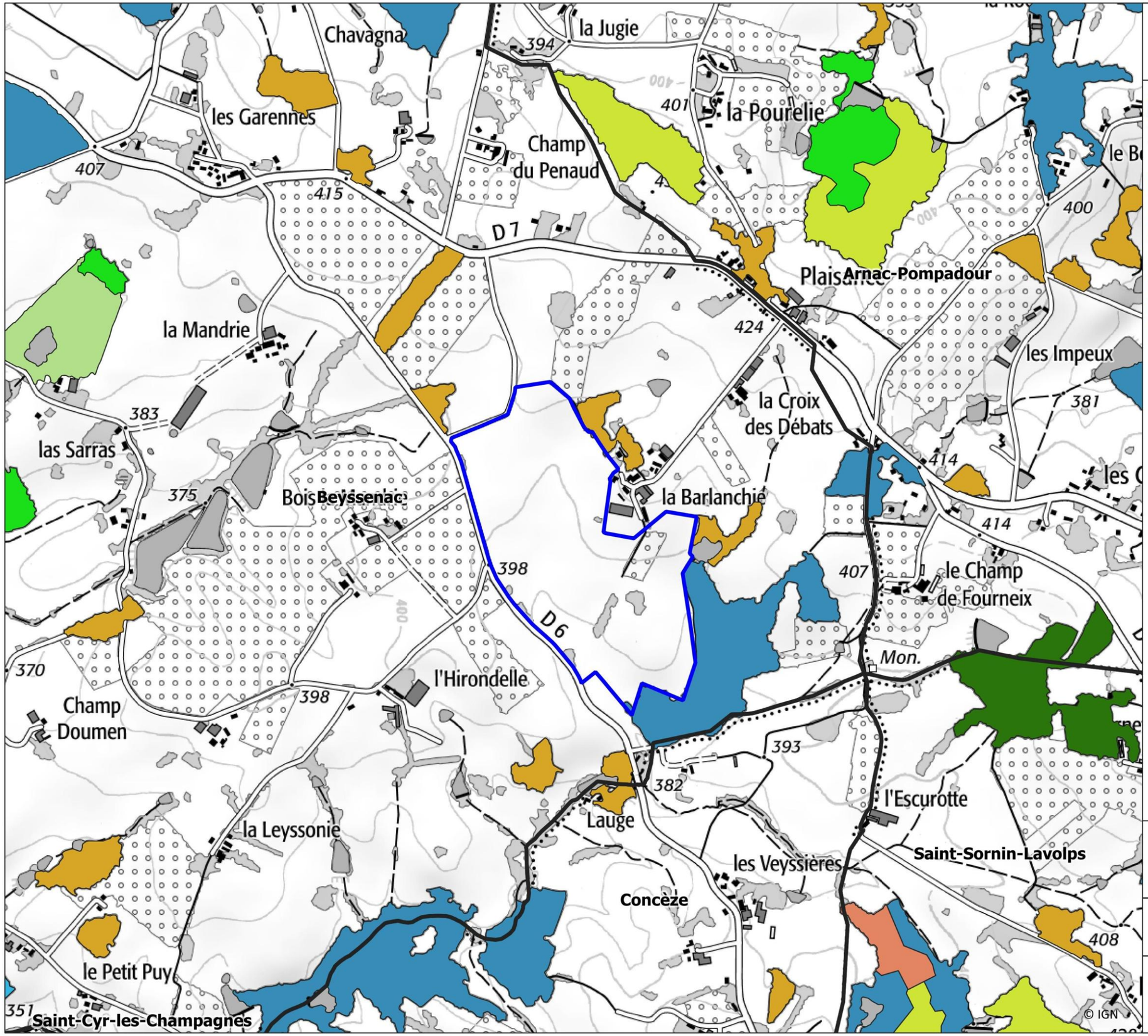


Figure 77 : Forêt au sud de la ZIP, vue depuis la RD6 (source : Corieaulys, mai 2025)

En l'absence de véritable boisement, la ZIP ne soutient aucune activité sylvicole.

C.I.5.3.1. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Activité sylvicole : enjeu nul									
	0								
En l'absence d'exploitation sylvicole sur la ZIP, l'enjeu retenu est nul.									
Autres thèmes en lien avec celui-ci : Biodiversité / Sol / Ressource en eau									



Occupation forestière du sol

- Zone d'Implantation Potentielle
- Commune

Occupation forestière (BD FORET V2)

- Forêt fermée à mélange de conifères prépondérants et feuillus
- Forêt fermée à mélange de feuillus
- Forêt fermée à mélange de feuillus prépondérants et conifères
- Forêt fermée de chênes décidus purs
- Forêt fermée de feuillus purs en îlots
- Forêt fermée sans couvert arboré
- Forêt ouverte de feuillus purs

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Beyssenac, 19)

0 300 600 m

N

CORIEAULYS

C.I.5.4. Services aux populations : éducation, santé, services, commerces, sports et loisirs

C.I.5.4.1. Situation sur la commune de Beyssenac

Selon le PLU de Beyssenac, "*La commune dispose des services minimums adaptés à la taille de la population : mairie, agence postale, salle polyvalente, église, cimetière. […] Tous les équipements sont regroupés dans le bourg autour de l'église. Le bourg joue donc bien son rôle de centralité.*"

Le tableau ci-après fait la classification du niveau d'équipement de la commune de Beyssenac, au regard de l'éducation, la santé, les services offerts aux populations, la présence de commerces ou encore la présence d'équipements de sports et loisirs. Il ne s'agit pas tant de dénombrer les équipements que de mettre en évidence le taux d'équipements disponible pour les populations locales.

Tableau 17 : Détail du niveau d'équipement en 2023 de Beyssenac[38]

	Éducation	Santé	Services	Commerces	Sport et Loisirs
Beyssenac	0	2	5	0	1

La commune de Beyssenac est très peu équipée. Il n'y a ni commerces ni établissements d'éducation. Les habitants ont toutefois facilement accès aux communes d'Arnac-Pompadour et Lubersac, qui présentent une offre globale plutôt bonne.

Aucun équipement recevant du public ne se situe sur ou à proximité de la ZIP.

C.I.5.4.2. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Services aux populations : enjeu nul

	0								

Aucun équipement ne se situe sur ou à proximité de la ZIP.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Biodiversité / Sol / Ressource en eau

C.I.5.5. Activités industrielles

C.I.5.5.1. Contexte industriel, Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Comme évoqué précédemment, aucune ICPE ou établissement SEVESO n'est présent à proximité de la ZIP.

L'ICPE la plus proche se situe à environ 1,8 km, au lieu-dit Etang la Lande à Beyssenac.

C.I.5.5.2. Cotation de l'enjeu - interaction entre thèmes

Activités industrielles : enjeu nul

	0								

L'ICPE la plus proche de la ZIP se situe à environ 1,8 km au sud-est.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Sol / Mouvement de terrain / Biodiversité / Sites et sols pollués / Santé / Sécurité des biens et des personnes

C.I.5.6. Activités touristiques et loisirs

C.I.5.6.1. Le tourisme en Corrèze

L'agence Corrèze Tourisme a fait paraître les bilans annuels du tourisme en Corrèze pour l'année 2024 : "*Avec 7,15 millions de nuitées enregistrées en 2024, la fréquentation touristique en Corrèze est équivalente à 2023.*" Le nombre de nuitées est en hausse de 0,8% par rapport à 2023, avec 20 000 nuitées par jour en moyenne.

Le département de la Corrèze compte 144 631 lits touristiques, dont 75% de résidences secondaires et 25% d'hébergements commerciaux (principalement des campings). Le territoire Terres de Corrèze, comprenant la commune de Beyssenac, dispose de 25 277 lits en 2024, soit 17% de la capacité d'accueil du département. Une baisse de 6% du nombre de nuitées est constatée entre 2023 et 2024.

C.I.5.6.2. Principaux attraits touristiques du territoire autour de la ZIP

Le PLU de Beyssenac identifie son économie touristique à travers son paysage et son patrimoine, mais également par des activités agro-touristiques, à ce jour peu développées (ventes à la ferme et gîte).

La commune de Beyssenac dispose de **5 circuits de randonnées**, dont **un issu du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)**. **Ces circuits** se concentrent principalement vers le bourg de Beyssenac et **ne concernent donc pas la ZIP.**

C.I.5.6.3. Hébergement touristique à l'échelle de la ZIP

Selon le PLU de Beyssenac, « *L'offre en matière d'hébergement est assez large et diversifiée, bien répartie sur le territoire.* »
La commune compte 6 gîtes et 2 chambres d'hôtes.

Un gîte se situe au lieu-dit La Plaisance, à environ 600 m de la ZIP. Il dispose d'une chambre avec 4 couchages.

C.I.5.6.4. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Activité touristique et loisirs : enjeu faible à modéré

			1						

La ZIP se situe à l'écart des principaux attraits touristiques du territoire et des circuits de randonnées référencés. Un gîte se situe toutefois à proximité. Un enjeu faible est retenu.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Biodiversité / Patrimoine / Paysage / Voies de communication

C.I.6. INVENTAIRE DES PROJETS CONNUS DU TERRITOIRE

C.I.6.1. Définition

Les projets connus du territoire sont, au sens de la réglementation en vigueur, les projets qui :

- Ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R.214-6 du Code de l'Environnement et d'une enquête publique ;
- Ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage.

C.I.6.2. Les projets connus dans l'aire d'étude éloignée

D'après les informations disponibles sur les sites Internet de la DREAL Nouvelle-Aquitaine (avis de la MRAe), du fichier national des études d'impacts, de la DDT de la Corrèze et de sa préfecture (enquêtes publiques), **aucun projet connu ne se situe au sein de l'aire d'étude éloignée.**

En revanche, un projet de centrale photovoltaïque au sol, sur la commune de Lubersac, est identifié en périphérie immédiate (enquête publique de 2019 et absence d'avis de la MRAE en date du 23 juillet 2019). Il s'agit d'une centrale déjà construite, portée par la société CPV SUN 40 pour une puissance installée d'environ 5,21 MWc.

C.I.6.3. Cotation de l'enjeu -- interaction entre thèmes

Projets connus : enjeu nul

	0								

Aucun projet connu n'est recensé au sein des aires d'étude de la ZIP.

Autres thèmes en lien avec celui-ci : Biodiversité/ Paysage/ Activités

38 Source : https://www.insee.fr/fr/statistiques/8217527?sommaire=8217537#consulter

C.II. SYNTHESE DES ENJEUX DU TERRITOIRE, TRADUCTION EN SENSIBILITES DU MILIEU HUMAIN ET DU CONTEXTE SANITAIRE – MESURES PROPOSEES – IMPACTS RESIDUELS DU PROJET[39]

Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Indépendance énergétique	Aucun équipement énergétique ne concerne directement la ZIP. La production renouvelable sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour compte principalement des panneaux solaires photovoltaïques sur toitures, ainsi qu'une centrale solaire photovoltaïque au sol, une micro-centrale hydroélectrique, une chaufferie bois collective et un méthaniseur industriel. L'indépendance et les filières énergétiques, notamment au travers des énergies renouvelables, ainsi que les retombées économiques qui en découlent, constituent donc un enjeu fort pour le territoire analysé.	Fort (3)	Le développement d'un projet d'ombrières agrivoltaïque sur le site d'étude participerait à renforcer la filière et la production photovoltaïque locale.	Positif (1)	Favorable (3)	✓ *Prioriser dès que possible les matériels d'origine européenne ou française.* ✓ *Prioriser les entreprises locales à prestation et prix équivalent pour la réalisation des travaux.*	Le projet présente des effets positifs en termes d'emplois ou d'indépendance énergétique. La production est estimée entre 13000 et 14 00 MWh, ce qui permettra de produire l'équivalent de l'électricité nécessaire à l'alimentation d'environ 2 915 foyers Positif (+)	Positif (3)
Planification énergétique	L'ensemble des schémas préfigurant le développement territorial local témoigne de la volonté de développement des énergies renouvelables, dont le solaire photovoltaïque. Le SRADDET n'évoque qu'à une seule reprise le sujet de l'agrivoltaïsme, qu'il s'agit de ne pas "écarter". Aucune contrainte pour le développement d'ombrières agrivoltaïques n'est identifiée. Le SCoT Vézère-Auvézère étant en cours d'élaboration, il s'agira de se conformer à ses dispositions selon sa date d'entrée en vigueur. Le poste source le plus proche de la ZIP est celui de Lubersac, dont la capacité d'accueil réservée au titre du S3RenR qui reste à affecter est de 3,6 MW, toutefois des transferts de capacité sont possibles.	Faible (1)	L'implantation d'un parc d'ombrières agrivoltaïques sur la ZIP sera compatible avec le maintien des activités et surfaces agricoles en place. Il s'agira toutefois de bien prendre en compte les dispositions du SCOT en cours d'élaboration selon sa date d'entrée en vigueur.	Faible (-1)	Faible (-1)	✓ *Respect des préconisations naturalistes, en veillant notamment au maintien des milieux et de leurs fonctionnalités écologiques.* ✓ *Respect des préconisations paysagères.* ✓ *Réaliser une pré-étude technique de raccordement, afin de s'assurer de la capacité des réseaux.*	Le projet participe à son échelle à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'atteinte des objectifs de développement des énergies renouvelables Positif (+)	Positif (1)
Urbanisme	L'urbanisme sur la commune de Beyssenac est actuellement régi par un PLU. La ZIP est située en zone agricole, autorisant les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, les ombrières agrivoltaïques étant identifiées comme telles. Il est toutefois important de souligner la présence d'un verger à protéger au sein de la ZIP, au titre du PADD du PLU, ainsi que d'un EBC en périphérie immédiate au sud.	Modéré (2)	L'implantation d'un projet d'ombrières agrivoltaïques est compatible avec les documents d'urbanisme.	Faible (-1)	Faible (-2)	✓ *Respect de l'ensemble des dispositions et préconisations, au titre des PLU, de la zone concernée.* ✓ *Evitement du verger occupant une partie de la ZIP.* ✓ *Respect des préconisations naturalistes, en veillant notamment au maintien des milieux et de leurs fonctionnalités écologiques.* ✓ *Respecter des préconisations paysagères.*	Le projet d'ombrières agrivoltaïques est compatible avec les règles d'urbanisme. Il a été conçu afin de maintenir le verger existant. Aucun conflit d'usage n'est donc attendu.	Compatible (2)
			La préservation du Verger peut cependant entrer en conflit avec le projet agrivoltaïque.	Fort (-3)	Fort (-6)			

39 Rappel des échelles des enjeux, sensibilités et impacts selon la méthodologie.

Enjeu	*Atout 1*	*Nul 0*	*Très faible 0,5*	*Faible 1*	*Faible à modéré 1,5*	*Modéré 2*	*Modéré à fort 2,5*	*Fort 3*	*Majeur 4*
Sensibilité = impact brut	*Favorable >0*	*Nulle 0*	*Très faible]0à -1[*	*Faible [-1 à- 3[*	*Modérée [-3 à-5[*	*Forte [-5 à-10[*	*Majeure <-10*		
Impact = impact résiduel	*Positif >0*	*Nul 0*	*Négligeable]0-0,5[*	*Très faible]-0,5 à -1[*	*Faible]-1 à -3[*	*Modéré [-3 à-5[*	*Fort [-5 à-10[*	*Majeur <-10*	

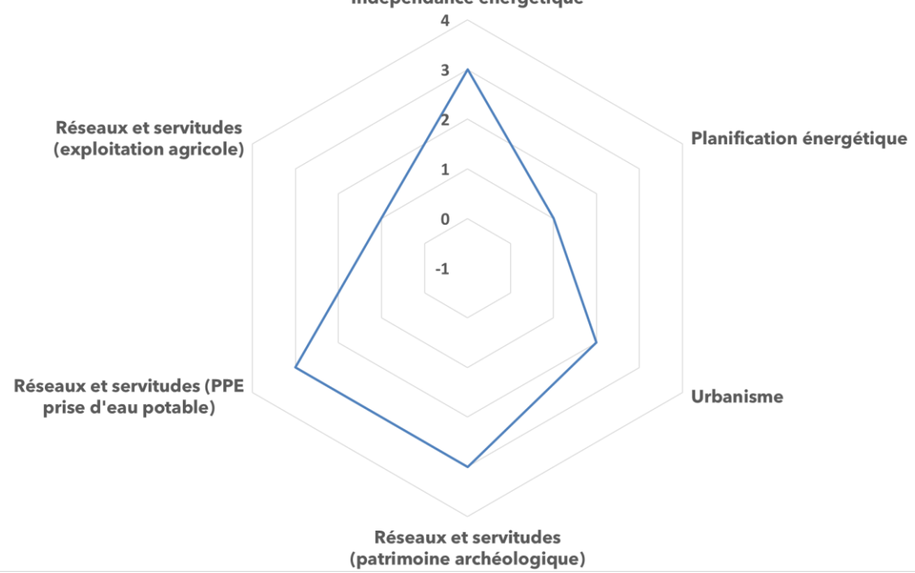
Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Réseaux et servitudes	Au vu des éléments transmis par la DRAC, la ZIP pourrait présenter des éléments du patrimoine archéologique. Elle se situe au sein du périmètre de protection éloignée de la prise d'eau potable sur l'Auvézère à Génis, en Dordogne. Les rejets dans les eaux superficielles ou souterraines doivent être conformes : aucune tolérance n'est accordée au sein de ce périmètre. Un enjeu fort est retenu.	Fort (3)	Le projet agrivoltaïque sur la ZIP pourrait affecter des éléments du patrimoine archéologique.	Fort (-3)	Fort (-9)	✓ *TSE se conformera aux demandes de la DRAC en cas de sollicitation d'un diagnostic archéologique.* ✓ *Toutes découvertes fortuites durant les travaux sera déclarée conformément au code du patrimoine.*	Le projet respectera les prescriptions de la DRAC et les demandes échéantes. Nul (0)	Nul (0)
			En phase chantier, un risque de déversement accidentel est présent, toutefois contenu par des mesures, avec des conséquences sur le prélèvement en eau potable du territoire.	Modéré (-2) en phase chantier	Forte (-6) en phase chantier	✓ *L'ensemble des mesures mise en œuvre dans le cadre de la préservation de la ressource en eau et des zones humides permettra de maîtriser le risque de dégradation de la ressource en eau potable*	Les risques de pollution indirects sont maîtrisés. Le projet ne nécessite pas de prélèvement d'eau et n'engendre pas de rejet d'eaux usées. Le projet a été conçu de manière à conserver le couvert végétal existant sur 91,5% de la ZIP et de façon à répartir les ruissellements pour ne pas modifier l'impluvium, soit aucun risque notable du projet sur la ressource en eau, que ce soit en phase travaux ou exploitation, qu'il soit qualitatif ou quantitatif. Aucun effet en phase exploitation n'est attendu. Très faible (-0,5) en phase chantier Nul (0) en phase exploitation	Faible (-1,5) en phase chantier Nul (0) en phase exploitation
			En phase exploitation, le risque est identifié comme très faible : il peut être lié aux opérations de maintenance et d'exploitation.	Très Faible (-0,5) en phase exploitation	Faible (-1,5) en phase exploitation			
	Des périmètres de réciprocité de 100 m autour d'exploitations agricoles concernent une partie de la ZIP.	Faible (1)	Le projet d'ombrières agrivoltaïques n'est pas concerné par l'interdiction de construction au titre du périmètre de réciprocité, ce dernier s'appliquant aux constructions à usage d'habitation ou recevant du public.	Nul (0)	Nulle (0)	*Sans objet*	Aucun impact Nul (0)	Nul (0)
Contexte sonore	Les riverains de la ZIP se situent dans un contexte sonore relativement calme et préservé. Un enjeu fort est retenu du fait de la proximité des lieux-dits habités : il s'agira de ne pas dégrader le contexte sonore.	Fort (3)	Les nuisances sonores potentielles d'un projet d'ombrières agrivoltaïques qui verrait le jour sur le site concernent essentiellement la phase travaux (trafic supplémentaire et engins de chantier), concentré sur les heures ouvrables. Des gênes vibratoires peuvent être envisagées sur les habitations proches selon le type de fondations retenues.	Fort (-3) en phase chantier	Forte (-9) en phase chantier	✓ *Respect des jours et horaires de travail légaux pendant la phase chantier ; aucuns travaux les week-ends et jours fériés.* ✓ *Respect des valeurs réglementaires sonores des engins de chantier.*	De faibles nuisances sonores et vibratoires sont attendues en phase chantier. Toutefois ce dérangement est temporaire. Très faible (-0,5)	Faible (-1,5)

Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
			En phase exploitation, certains équipements (onduleur, transformateur) sont susceptibles de générer du bruit mais ils sont conçus pour respecter la réglementation en vigueur (arrêté du 26 janvier 2007 relatif aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).	Très Faible (-0,5) en phase exploitation	Faible (-1,5) en phase exploitation	✓ *Éloigner dans toute la mesure du possible les équipements électriques (transformateurs et ventilation éventuelle des onduleurs) des habitations les plus proches.*	En phase exploitation, seules des émissions négligeables de jour sont attendues. Négligeables (-0,25)	Très faible (-0,75)
Risques technologiques et industriels	La ZIP n'est pas concernée par des risques technologiques ou industriels.	Nul (0)	En l'absence d'enjeu, aucun effet n'est attendu.	Nul (0)	Nulle (0)	*Sans objet*	Aucun impact Nul (0)	Nul (0)
Exposition aux pollutions	Les populations riveraines de la ZIP ne sont pas exposées à des pollutions des sols. En revanche, elles sont confrontées à des épisodes ponctuels de pollution à l'ozone et au dioxyde d'azote durant l'année, ainsi qu'à des éventuels rejets non-conformes dans l'Auvézère utilisée pour l'alimentation en eau potable du territoire. Ce risque reste toutefois faible au vu des périmètres de protection instaurés autour de la prise d'eau.	Faible à Modéré (1,5)	Une pollution accidentelle des sols et des cours d'eau / nappe d'eau souterraine est possible en phase travaux, mais reste contenue par des mesures de chantiers. Un projet d'ombrières agrivoltaïques participe à son échelle à l'amélioration de la qualité de l'air.	Faible (-1)	Faible (-1,5)	✓ *Mise en œuvre des mesures de prévention et d'intervention permettant, en cas d'incident, d'intervenir dans les plus brefs délais en cas de déversement accidentel.* ✓ *Prioriser des structures et panneaux bas-carbone, notamment d'origine nationale.*	En phase chantier, envol de poussières sans risque notable sur la santé des riverains. En phase exploitation, participation, à son échelle, à la lutte contre les émissions de CO2 et les effets du réchauffement climatique, et donc, toute proportion gardée, à la préservation de la qualité de l'air et la santé des populations. Impact sanitaire nul (0)	Nul (0)
Exposition aux espèces à enjeu de santé publique	L'Ambroise est à ce jour absente de la ZIP mais le contexte reste évolutif pour cette espèce compte tenu de son fort pouvoir colonisateur. Quelques Pins et Chênes sont localement présents sur la ZIP, on peut donc potentiellement y trouver les processionnaires mais l'enjeu reste très faible.	Très faible (0,5)	L'installation d'ombrières agrivoltaïques sur la ZIP pourra nécessiter des terrassements, la mise à nu de terre, le risque d'introduction ou dissémination de l'Ambroisie est donc considéré comme modéré. Concernant les chenilles processionnaires le risque se concentre sur la phase travaux vis-à-vis des entreprises intervenantes mais il n'existe aucun risque d'accroissement de l'espèce lié au projet.	Modéré (-2)	Faible (-1)	✓ *En cas de présence de chenilles lors des travaux mettre en place des mesures de prévention pour les entreprises intervenantes*	La maîtrise des actions susceptible de générer le développement d'espèces à enjeu de santé publique sur le site est assurée Impact sanitaire nul (0)	Nul (0)
Exposition aux champs électromagnétiques	L'ensemble des études menées sur les champs électromagnétiques révèle que les objets de la vie courante exposent beaucoup plus les populations locales aux champs électromagnétiques que les réseaux de transport d'électricité, même à très haute tension.	Modéré (2)	Les panneaux agrivoltaïques, comme toute installation de production d'électricité, produisent des champs électromagnétiques, règlementés et sans risque pour la santé.	Faible (-1)	Faible (-2)	✓ *Les transformateurs ont été éloignés de plus de 230 m des premières habitations.* ✓ *Les onduleurs quant à eux seront répartis sur les tables photovoltaïques qui sont a minima à 30 m des habitations les plus proches.*	Les émissions de champs électromagnétiques sont négligeables, comparables aux équipements déjà présents dans les habitations, et sans risque sanitaire pour les populations riveraines. Impact sanitaire nul (0)	Nul (0)

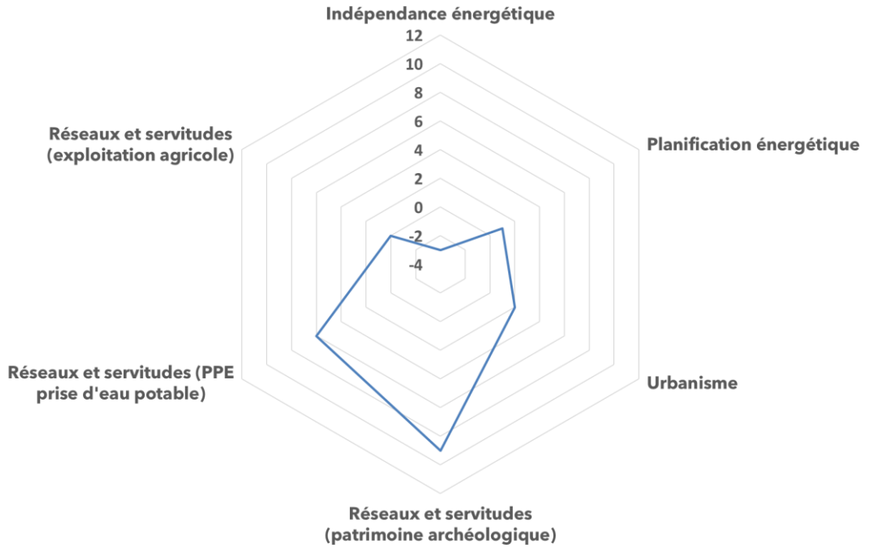
Enjeu			Risques (effets) potentiels du type de projet envisagé sur la ZIP		Sensibilité = impact brut potentiel avant toute séquence ERC	Mesures mises en œuvre par le pétitionnaire (construction, exploitation, démantèlement)	Effet du projet après mesures niveau d'effet	Impact résiduel (enjeu x effet)
Activité agricole	La ZIP est implantée sur des parcelles agricoles déclarées à la PAC, majoritairement des prairies et ponctuellement de la culture céréalière (maïs) et fruitière (verger de fruits rouges). La consommation d'espaces agricoles est une thématique environnementale importante, l'enjeu apparaît ici fort.	Fort (3)	Le projet agrivoltaïque envisagé permet une activité d'élevage de bovins sur les parcelles concernés et donc le maintien d'une activité agricole. L'effet potentiel retenu reste fort puisqu'il peut potentiellement soustraire des surfaces disponibles à l'agriculture, nécessaires au maintien de l'activité en place.	Fort (-3)	Forte (-9)	✓ *Le projet a été conçu pour être totalement compatible avec le maintien de l'activité agricole.*	L'espacement de plus de 10 m bord à bord entre les rangées de panneaux et de 15 m d'inter-pieux, ainsi que l'utilisation de trackers permet de répondre aux besoins spécifiques liés au projet (position verticale lorsqu'il pleut pour irrigation du sol, ajustement de la hauteur minimale en présence/absence des animaux, position horizontale en cas de gel ou de grêle...).. Le partage de la valeur agrivoltaïque via le versement d'un loyer apportera un complément de revenu stable et garanti qui facilitera les investissements nécessaires pour maintenir et développer l'activité. Il contribuera à la résilience de l'entreprise en cas d'aléas climatiques ou économiques. L'installation agrivoltaïque est conçue et pilotée dans la perspective d'assurer la stabilité des rendements et de la qualité de la production agricole. Les accès et pistes répondent également aux contraintes des exploitants Positif (+)	Positif (3)
Activité sylvicole	Aucune activité sylvicole n'est recensée sur la ZIP.	Nul (0)	En l'absence d'enjeu, aucun effet n'est attendu.	Nul (0)	Nulle (0)	*Sans objet*	Aucun effet attendu en l'absence d'enjeu Nul (0)	Nul (0)
Services aux populations	Aucun équipement ne se situe sur ou à proximité immédiate de la ZIP.	Nul (0)	En l'absence d'enjeu, aucun effet n'est attendu.	Nul (0)	Nulle (0)	✓ *Favoriser, à prestation et prix équivalents, l'intervention d'entreprises locales pour le chantier de construction du projet d'ombrières agrivoltaïques.*	Aucun effet attendu en l'absence d'enjeu Nul (0)	Nul (0)
Activités industrielles	L'ICPE la plus proche de la ZIP se situe à environ 1,8 km au sud-est.	Nul (0)	Aucun conflit d'usage potentiel sur la ZIP n'est identifié.	Nul (0)	Nulle (0)	✓ *Favoriser, à prestation et prix équivalents, l'intervention d'entreprises locales pour le chantier de construction du projet d'ombrières agrivoltaïques.*	Aucun effet attendu en l'absence d'enjeu Nul (0)	Nul (0)
Activité touristique et loisirs	La ZIP se situe à l'écart des principaux attraits touristiques du territoire et des circuits de randonnées référencés. Un gîte se situe toutefois à proximité.	Faible (1)	Les risques sont limités sur le contexte touristique local.	Faible (-1)	Faible (-1)	✓ *Préserver et/ou renforcer les masques végétaux.* ✓ *Respecter les préconisations paysagères.*	A l'écart des principaux points d'intérêt, le projet n'est pas de nature à impacter la filière touristique et les activités locales en termes économiques Nul (0)	Nul (0)
Projets connus	Aucun projet connu n'est recensé au sein des aires d'étude.	Nul (0)	Aucun effet potentiel n'est identifié.	Nul (0)	Nulle (0)	*Sans objet*	Aucun effet attendu Nul (0)	Nul (0)

Visualisation graphique des enjeux et sensibilités du milieu humain

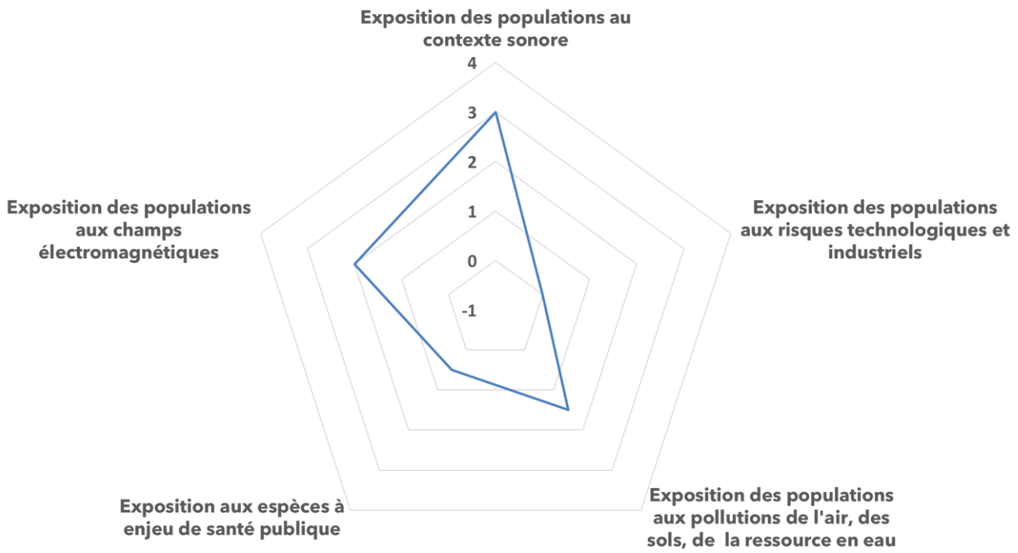
Enjeux d'indépendance énergétique, planification, droit des sols, servitudes et réseaux



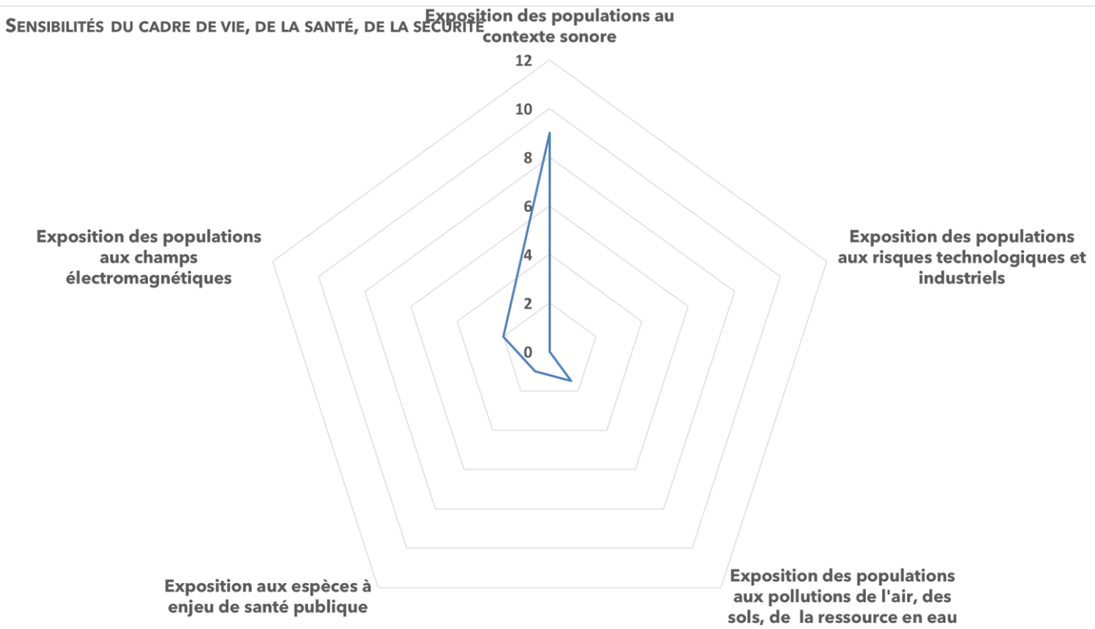
Sensibilités d'indépendance énergétique, planification, droit des sols, servitudes et réseaux

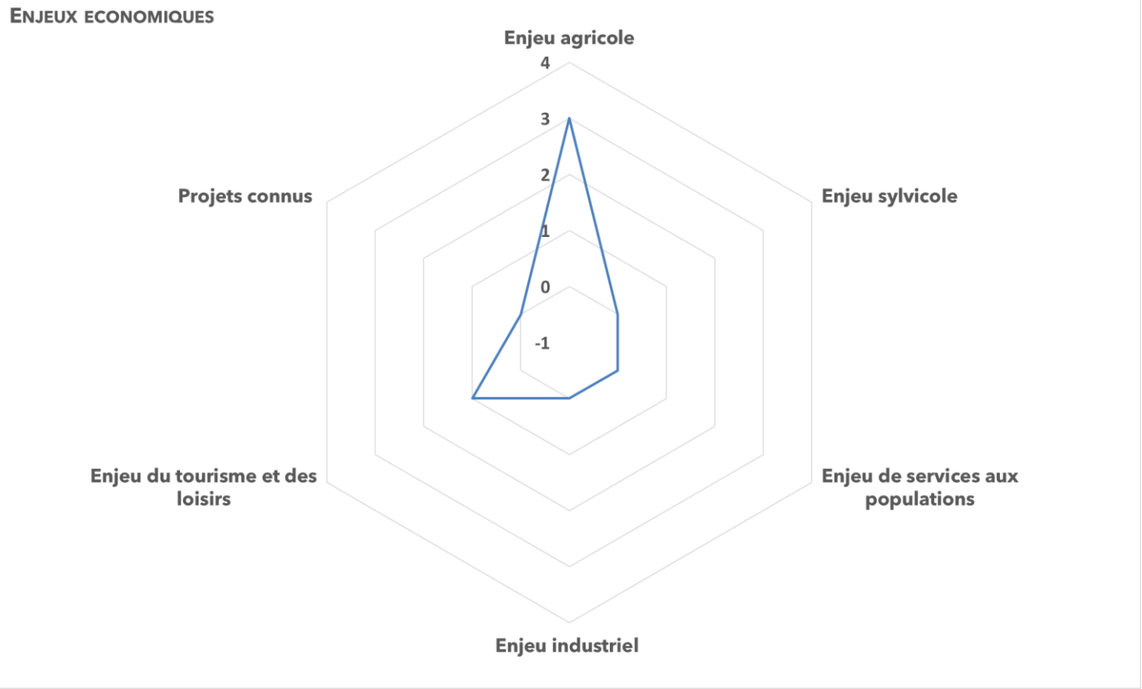


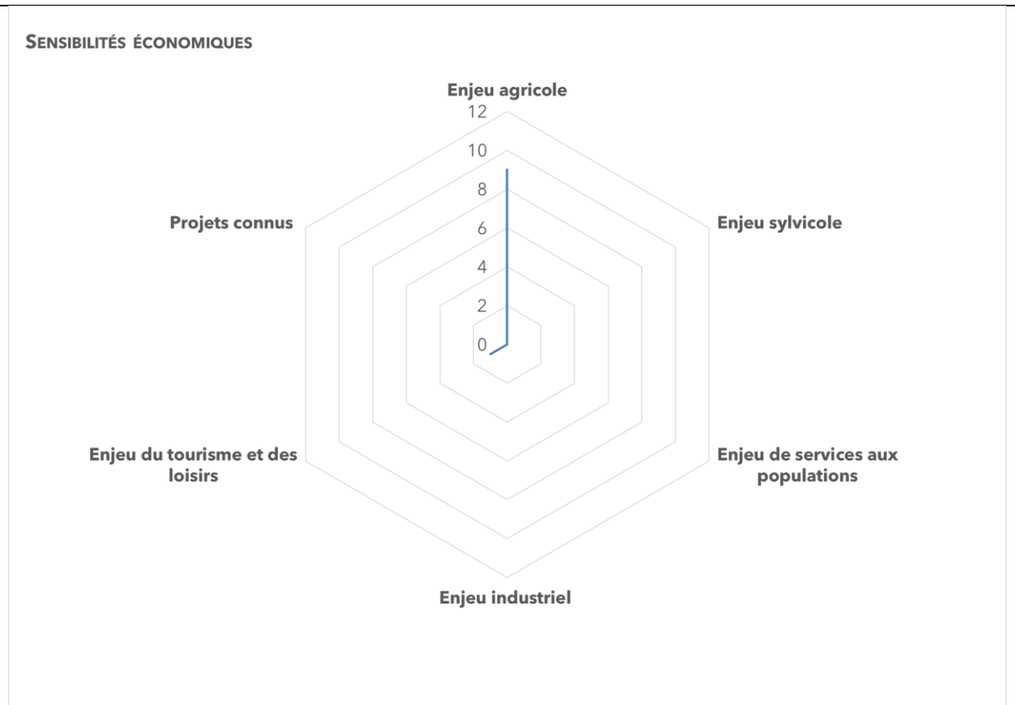
Enjeux du cadre de vie, de la santé, de la sécurité



Sensibilités du cadre de vie, de la santé, de la sécurité

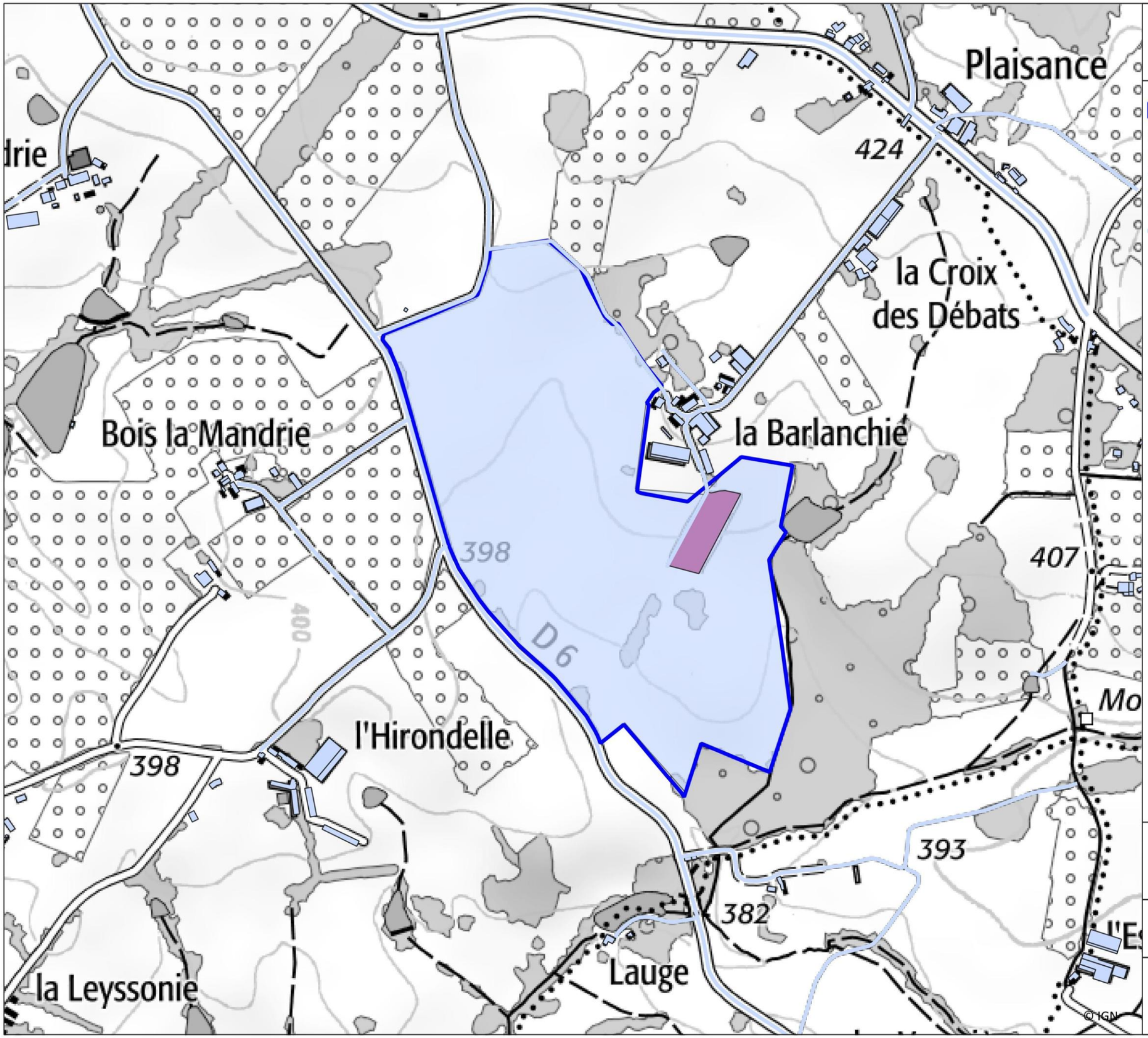






Ces graphiques traduisent visuellement les différences des notions « enjeux » et « sensibilités » du milieu humain. Cela permet de constater que sur la ZIP, les principaux enjeux sont l'indépendance énergétique du territoire, la présence de servitudes liées à la prise d'eau potable et au patrimoine archéologique, l'agriculture ainsi que l'exposition des populations au contexte sonore. Or, l'analyse des sensibilités met en évidence que, pour un même niveau d'enjeu, fort à majeur, un projet d'ombrières agrivoltaïques apparait justifié par la production d'énergie renouvelable permettant d'atteindre les objectifs de dépendance énergétique du territoire. La phase chantier du projet (effets temporaires) implique une sensibilité forte pour le risque de déversement accidentel pour la prise d'eau potable ainsi que pour le contexte sonore local. Par contre, il ressort également que les autres enjeux forts identifiés (enjeux agricoles et patrimoine archéologique) présentent des sensibilités qui le sont également et dont il convient impérativement de tenir compte dans la conception et l'exploitation du parc.

La carte en page suivante localise les sensibilités du milieu humain à l'échelle de la ZIP.



Synthèse des sensibilités du milieu humain

Zone d'Implantation Potentielle

Sensibilité surfacique

Faible (ZIP, bâti)

Forte (verger)

Sensibilité linéaire

Faible (réseau viaire)

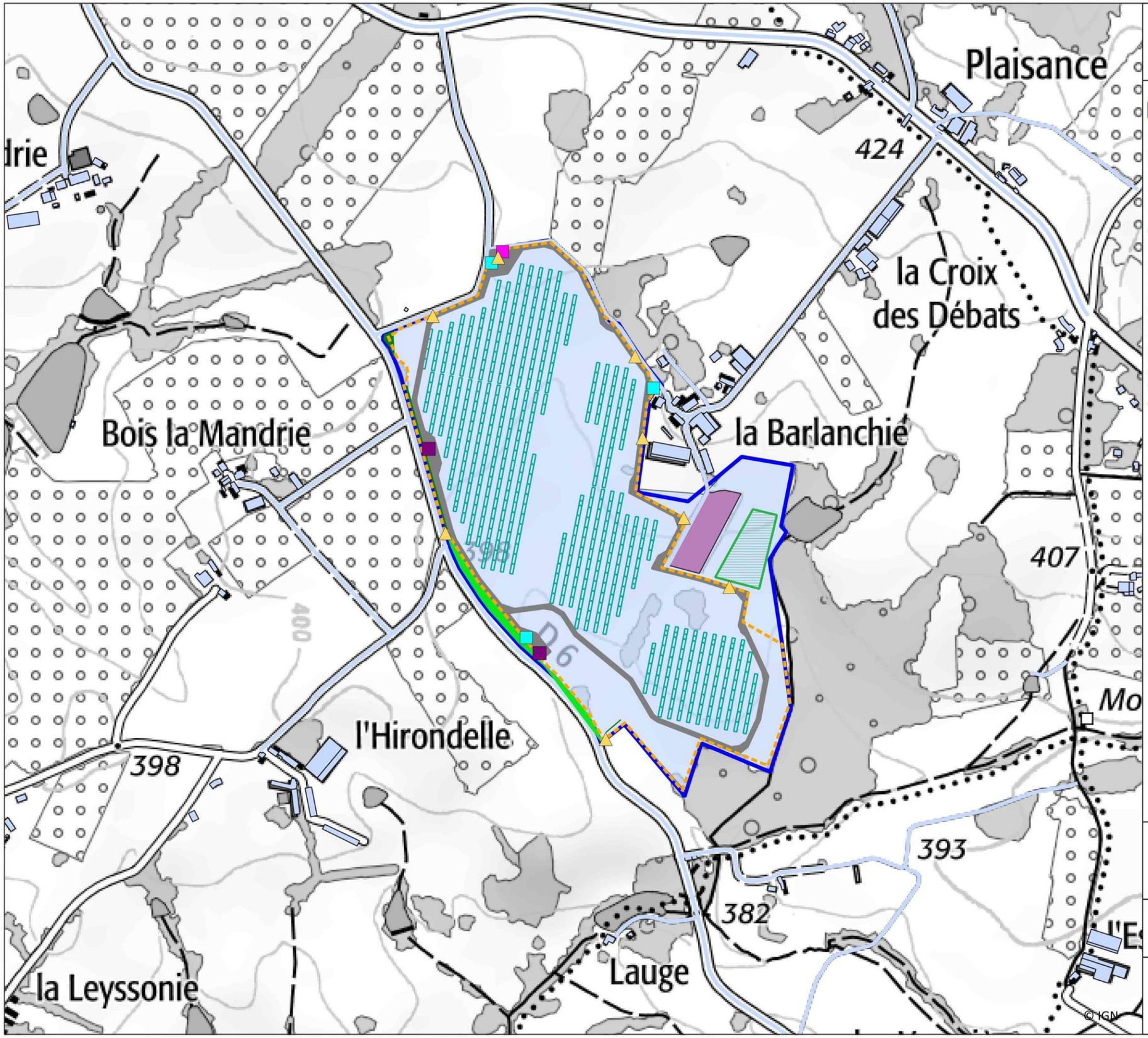
Les sensibilités fortes liées au patrimoine archéologique, à l'activité agricole (hors verger) et aux effets temporaires de la phase chantier n'ont pas été symbolisées car non discriminantes pour le projet, à ce stade.

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 200 400 m

N

CORIEAULYS



Le projet et la synthèse des sensibilités du milieu humain

Zone d'Implantation Potentielle

Sensibilité surfacique

- Faible (ZIP, bâti)
- Forte (verger)

Sensibilité linéaire

- Faible (réseau viaire)

Le projet

- Haie à créer
- Haie existante à renforcer
- Piste à créer
- Table de panneaux photovoltaïques
- Zone témoin
- Clôture
- Poste de livraison
- Citerne DFCI
- Portail
- Poste de transformation

Les sensibilités fortes liées au patrimoine archéologique, à l'activité agricole (hors verger) et aux effets temporaires de la phase chantier n'ont pas été symbolisées car non discriminantes pour le projet.

Projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)

0 — 200 — 400 m

N

CORIEAULYS

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Le contexte administratif des aires d'étude 6
Figure 2 : Vue aérienne de la zone d'implantation potentielle....7
Figure 3 : Puissance photovoltaïque installée (GW) par secteur géographique....9
Figure 4 : Puissance solaire raccordée par département au 31 décembre 2024....9
Figure 5 : Les aires d'étude....10
Figure 6 : La zone d'implantation potentielle....11
Figure 7 : Objectif : trouver le meilleur compromis soit "le projet de moindre impact environnemental" 13
Figure 8 : Infographie : rapport de synthèse du GIEC - chaque dixième de degré compte ! © Bon pote, mars 2023 14
Figure 9 : Evolution des records chauds et froids depuis 1850....14
Figure 10 : L'effet de serre naturel et ses perturbations par les activités humaines - Flux d'énergie actuels en Watt/m² 15
Figure 11 : Chiffres clés du changement climatique en France (source : MTE, 2024) 15
Figure 12 : Conséquences du changement climatique en France : carte des impacts observés ou à venir d'ici 2050....16
Figure 13 : Puissance électrique reçue au sol par mois par kW installé sur la ZIP (source : PVGIS) 16
Figure 14 : Les composantes de la pollution de l'air et influence de la météo 17
Figure 15 : Nouvelles valeurs limites européennes à atteindre en 2030 en moyenne annuelle et valeurs guides de l'OMS (source : ATMO France) 18
Figure 16 : Tendance d'évolution par polluant de 2014 à 2023 (source : ATMO Nouvelle-Aquitaine) 18
Figure 17 : Le contexte géologique 19
Figure 18 : Zone de stockage en limite de ZIP (source : Corieaulys, mai 2025) 20
Figure 19 : Légère pente vue depuis le sud-ouest de la ZIP....21
Figure 20 : Topographie favorable vue depuis l'est de la ZIP....21
Figure 21 : Topographie favorable vue depuis le nord-est....21
Figure 22 : Topographie du site....22
Figure 23 : Les pentes....23
Figure 24 : Territoire du SAGE Isle Dronne (source : SAGE Isle Dronne)....24
Figure 25 : Le contexte hydrographique....25
Figure 26 : Territoire du PTGE Isle (source : EPTB Dordogne) 26
Figure 27 : Ruisseau des Belles-Dames passant au sud de la ZIP, le long de l'espace boisé (source : Corieaulys, mai 2025) 26
Figure 28 : Données hydrologiques de synthèse du l'Auvézère à Cherveix-Cubas (source : HydroPortail, 2025) 26
Figure 29 : Point d'eau au sud-est de la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025) 27
Figure 30 : Point d'eau au nord-est de la ZIP et son collecteur (source : Corieaulys, mai 2025) 27
Figure 31 : Point d'eau au nord de la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025) 27
Figure 32 : Collecteur souterrain traversant la ZIP et les trois regards associés (source : Corieaulys, mai 2025)....28
Figure 33 : Regard identifié sur la ZIP, au sud-est (source : Corieaulys, mai 2025)....28
Figure 34 : Fossé hydraulique le long de la RD6 (en haut) et buse au niveau de l'intersection RD6 et route de Gratte-Chat (source : Corieaulys, mai 2025) 28
Figure 35 : Extrait du Guide d'identification et de délimitation des sols des zones humides....29
Figure 36: Zones humides selon le critère pédologique (Ecosphère)....30
Figure 37: Zones humides selon le critère pédologique (Ecosphère)....30
Figure 38 : La notion de risque majeur....31
Figure 39 : Les risques naturels 32
Figure 40 : Bosquet sur la ZIP (en haut), massif boisé en périphérie sud (au milieu) et 34
Figure 41 : Foudroiement et répartition des orages à Beyssenac (source : Météorage)....34
Figure 42 : Synthèse des sensibilités du milieu physique....42
Figure 43: Le projet et la synthèse des sensibilités du milieu physique....43
Figure 82 : A gauche: filtre à paille installé efficacement en bord de ruisseau, à droite: exemple de l'efficacité d'un système à paille avec les boues retenues suite à une pluie devant le dispositif (source : EXEN) 44
Figure 46 : Positionnement de principe des filtres à paille et du balilsage en phase chantier....45
Figure 47 : Evolution des populations entre 1968 et 2021 (source : INSEE)....46
Figure 48 : Structure des populations en 2021 (source : INSEE)....46
Figure 49 : Evolution du nombre de logements sur les territoires étudiés (source : INSEE) 47
Figure 50 : Caractéristiques de l'habitat des territoires étudiés en 2021 (source : INSEE) 47
Figure 51 : Répartition des puissances installées et productions par type d'énergie en Corrèze 47
Figure 52 : Consommation électrique par secteur sur la CCPLP en 2023 (source : ENEDIS)....48
Figure 53 : Articulation entre les dispositifs réglementaires, outils de planification et documents d'urbanisme 48
Figure 54 : Objectifs chiffrés de développement des énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine (source : SRADDET Nouvelle-Aquitaine) 49

Figure 55 : Zone "Ouest Limousin" du S3REnR Nouvelle-Aquitaine (source : RTE, 2021)....50
Figure 56 : Le contexte urbanistique....51
Figure 57 : Espace Boisé Classé en limite sud de la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)....52
Figure 58 : Orientations en matière d'activité agricole et de développement économique (source : PADD du PLU de Beyssenac)....53
Figure 59 : Réseaux et servitudes au sein et à proximité de la ZIP....54
Figure 60 : RD6, vue vers la ZIP....55
Figure 61 : RD7, vue de l'allée de la Barlanchie....55
Figure 62 : Route de Gratte-Chat....56
Figure 63 : Allée de la Barlanchie, vue depuis la RD7....56
Figure 64 : Chemins longeant la ZIP au nord-est (à gauche) et le verger, permettant l'accès direct à la ZIP (à droite)....56
Figure 65 : GAEC de la Barlanchie (à gauche) et maison d'habitation à proximité immédiate au nord-est de la ZIP (à droite).57
Figure 66 : Lieu-dit Plaisance (à gauche) et lieu-dit L'Hirondelle (à droite)....57
Figure 67 : Maison d'habitation isolée au sud de la ZIP....57
Figure 68 : Le bâti et les zones habitées....58
Figure 69 : Effets de la population de l'air sur la santé et l'environnement....59
Figure 70 : Comparaison entre champs électriques (en V/m) et champs magnétiques (en micro-Teslas : µT) (source : RTE)....61
Figure 71: L'ensemble de la population est confronté aux ondes électromagnétiques....61
Figure 72: Valeurs de champs magnétiques produits par des équipements en milieu professionnel....61
Figure 73 : Occupation agricole du sol....62
Figure 74 : Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé fin 2022 sur le territoire de la CCPLP (source : INSEE)....63
Figure 75 : Pâturage bovin sur la ZIP (source : Corieaulys, mai 2025)....63
Figure 76 : Parcelle de culture (maïs en 2023), vue depuis la route de Gratte-Chat (source : Corieaulys, mai 2025)....63
Figure 77 : Verger sur la ZIP, vue depuis le GAEC de la Barlanchie (source : Corieaulys, mai 2025)....64
Figure 78 : Forêt au sud de la ZIP, vue depuis la RD6 (source : Corieaulys, mai 2025)....64
Figure 79 : Occupation forestière du sol....65
Figure 80 : Synthèse des sensibilités du milieu humain....73
Figure 81: Le projet et la synthèse des sensibilités du milieu humain....74
Tableau 1 : Grille de traduction de la valeur de l'enjeu en niveau de sensibilité vis-à-vis d'un projet....12
Tableau 2 : Exemples des catégories de mesures inspirés du Guide d'aide à la définition des mesures ERC....12
Tableau 3 : Grille de traduction des effets en niveau d'impact du projet et échelle d'impact correspondante....13
Tableau 4 : Grandes orientations du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027....24
Tableau 5 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 pour la masse d'eau superficielle proche de la ZIP....24
Tableau 6 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 pour la masse d'eau souterraine au niveau de la ZIP....24
Tableau 7 : Qualité écologique de la station de mesures du ruisseau des Belles-Dames (source : Agences de l'eau)....27
Tableau 8 : Arrêtés de catastrophes naturelles recensées sur la commune de Beyssenac....31
Tableau 9 : Les différents types de mouvements de terrain....33
Tableau 10 : Le triptyque conditionnel d'un départ de feu....34
Tableau 11 : Evolution de la population de la Corrèze entre 1968 et 2021 (source : INSEE)....46
Tableau 12 : Soldes naturel et migratoire entre 2015 et 2021 sur le territoire étudié (source : INSEE)....46
Tableau 13 : Taux d'activité de la population (15-64 ans) en 2021 (source : INSEE)....47
Tableau 14 : Recommandation n°1999/519/CE....60
Tableau 15 : Seuils d'exposition pour les travailleurs de la directive n°2004/40/CE....60
Tableau 16 : Exemples de champs électriques et magnétiques calculés à 50 Hz pour des lignes électriques aériennes....60
Tableau 17 : Détail du niveau d'équipement en 2023 de Beyssenac....66

ANNEXE: CONSULTATION

Liste des organismes consultés dans le cadre de cette étude/ réponses reçues

Organisme	Adresse – contact	Envoyé le	Réponse reçue le
Préfecture	**Préfecture de la Corrèze** 1 rue Souham, BP 250 19 012 Tulle Cedex Tél. 05.55.20.55.20	*Consultation réalisée par TSE*	
Direction Départementale des Territoires	**DDT de la Corrèze** Cité administrative Jean Montalat Place Martial Brigouleix, BP 134 19011 Tulle Cedex Tel. 05.55.21.83.13 / ddt@correze.gouv.fr	*Consultation réalisée par TSE*	
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	**DREAL Nouvelle-Aquitaine** **Unité territoriale de la Corrèze** 19 rue Daniel de Cosnac 19100 Brive-la-Gaillarde Tél. 05.55.88.93.00	*Consultation réalisée par TSE*	
Direction Régionale des Affaires Culturelles – SRA	**DRAC Nouvelle-Aquitaine** **Service Régional de l'Archéologie** 54 rue Magendie 33074 Bordeaux Tél. 05.57.95.02.02	15/05/2025	18/07/2025 (courrier papier)
Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine	**UDAP de la Corrèze** Hôtel de Lauthonie 13 rue Riche 19000 Tulle Tél. 05.55.20.78.90 / udap.correze@culture.gouv.fr	15/05/2025	
Mairie	**Mairie de Beyssenac** Rue de l'Eglise 19230 Beyssenac Tel. 05.55.73.31.77	*Consultation réalisée par TSE*	
Intercommunalité	**Communauté de Communes du Pays de Lubersac-Pompadour** 32 place de l'Horloge 19210 Lubersac Tel. 05.19.67.01.05	*Consultation réalisée par TSE*	
Conseil Départemental	**Conseil Départemental de la Corrèze** Hôtel du Département Marbot 9 rue René et Emile Fage, BP 199 19005 Tulle Cedex	15/05/2025	18/06/2025
Réseau de Transport d'Electricité	**RTE – GMR Massif Central Ouest** 5 rue Lavoisier 15000 Aurillac Tel. 04.71.63.99.00	15/05/2025	28/05/2025 (courrier papier)
Agence Régionale de Santé	**ARS Nouvelle-Aquitaine** **Délégation Départemental de la Corrèze** 4 rue du 9 juin 1944, CS 90230 19012 Tulle Tel. 09.69.37.00.33 / ars-dd19-direction@ars.sante.fr	15/05/2025	05/06/2025 (mail)
Service Départemental d'Incendie et de Secours	**SDIS de la Corrèze** Avenue Evariste Galois ZI Tulle-Est, BP 107 19003 Tulle Cedex Tel. 05.55.29.64.00	15/05/2025	
Office de Tourisme	**Office de Tourisme Terres de Corrèze** 10 place de la Libération 19140 Uzerche Tel. 05.55.73.15.71	15/05/2025	

DRAC Nouvelle-Aquitaine - Service Régional de l'Archéologie

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
des affaires culturelles

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :
Morgane DACHARY
05.55.45.66.46.

morgane.dachary@culture.gouv.fr

Références : CP0190252500015

SRA/2025/OD/MD/N°684

SARL Corieaulys

1 Avenue Michel Ange

63000 CLERMONT-FERRAND

À l'attention de madame Victoria Demettre,

Limoges, le 18 juillet 2025

Lettre recommandée avec accusé de réception
Objet : Archéologie préventive - Consultation préalable à un projet d'aménagement
Références : BEYSSENAC (CORREZE), 2025-La Barlanchie
CP0190252500015
Votre courrier du 15 mai 2025
Livre V du Code du patrimoine

Madame,

Vous m'avez transmis un dossier relatif au projet visé en référence afin que j'examine s'il est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. Cet envoi constitue une demande d'information préalable au titre de l'article R.523-12 du code du patrimoine.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 19 mai 2025.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce projet donnera lieu à une prescription de diagnostic archéologique.

L'article R.523-14 du code du patrimoine vous donne la possibilité de formuler une demande anticipée de prescription. À compter de la réception de cette demande, je disposerai d'un délai de 1 mois pour vous notifier cette prescription.

J'attire votre attention sur le fait que la demande anticipée de prescription de diagnostic entraîne le paiement de la redevance d'archéologie préventive dès lors qu'elle porte sur une surface égale ou supérieure à 3000 m². Elle est due quelles que soient la nature des travaux et la destination des aménagements projetés. Elle est calculée en application du II de l'article L.524-7 du code du patrimoine en prenant en compte la surface de la zone sur laquelle porte la demande de diagnostic archéologique. Pour l'année 2025, son montant s'élève à 0,71 € par m² (arrêté du 20 décembre 2024 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive).

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de région,
et par délégation,
Pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
La conservatrice régionale de l'archéologie adjointe

Hélène MOUSSET

Site de Bordeaux : 54 rue Magendie – CS 41229 - 33074 BORDEAUX Cedex - Téléphone 05 57 95 02 02 - Télécopie 05 57 95 01 25.
Site de Limoges : 6 rue Haute de la Comédie - CS 43607 - 87036 LIMOGES Cedex 1 - Téléphone 05 55 45 66 00 - Télécopie 05 55 45 66 01.
Site de Poitiers : Hôtel de Rochefort - 102 Grand'Rue - BP 553 - 86020 POITIERS Cedex - Téléphone 05 49 36 30 30 - Télécopie 05 49 88 32 02.
http://www.culture.gouv.fr/Drac-NOUVELLE-AQUITAINE/

Conseil Départemental de la Corrèze

marie-laure.wasier@corieaulys.fr

De: THIBAULT Sandrine <sthibault@correze.fr>
Envoyé: mardi 17 juin 2025 17:40
À: victoria.demettre@corieaulys.fr
Cc: PAPON Sylvie; DECOUTY Aline; RICHARD Majorie
Objet: Demande de renseignements pour l'étude d'impact d'un projet de parc agrivoltaïque sur la commune de Beyssenac (19)
Pièces jointes: Renseignements Projet Ombrières Agrivoltaïque BEYSSENAC_.pdf

Bonjour,

par courrier du 15/05/2025, vous nous informez que la société TSE projette l'installation d'ombrières agrivoltaïques sur la commune de Beyssenac.

Dans le cadre de l'étude d'environnementale, vous sollicitez le Département de la Corrèze pour connaitre de trafic routier autour de la zone d'implantation potentielle et les enjeux en terme d'espaces naturels sensibles.

A cet effet, vous trouverez en pièce jointe les renseignements demandés émanant du service voirie départementale

En matière d'espaces naturels sensibles, le service environnement du Département nous informe que après vérification, le territoire concerné par ce projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur la commune de Beyssenac ne comporte aucun site ou espace protégé au titre des milieux ou en lien avec les espèces : absence de site protégé au titre de Natura 2000, d'espace naturel sensible et de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique sur ce secteur. De fait, aucun enjeu spécifique environnemental n'est relevé sur le secteur concerné.

Cordialement

Sandrine THIBAULT
Conseiller Urbaniste - Responsable de la Cellule Urbanisme
Direction du Développement et de la Promotion des Territoires
Conseil Départemental de la Corrèze
05 55 93 74 02
sthibault@correze.fr
www.correze.fr - www.facebook.com/departementcorreze

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT
Des femmes, des hommes, un projet en commun

www.correze.fr
CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Renseignements sur projet d'ombrières agrivoltaïques sur la commune de BEYSSENAC

Vous avez sollicité notre avis sur les contraintes ou autres servitudes qui seraient susceptibles d'être incompatibles avec l'implantation d'un projet d'ombrières photovoltaïques.

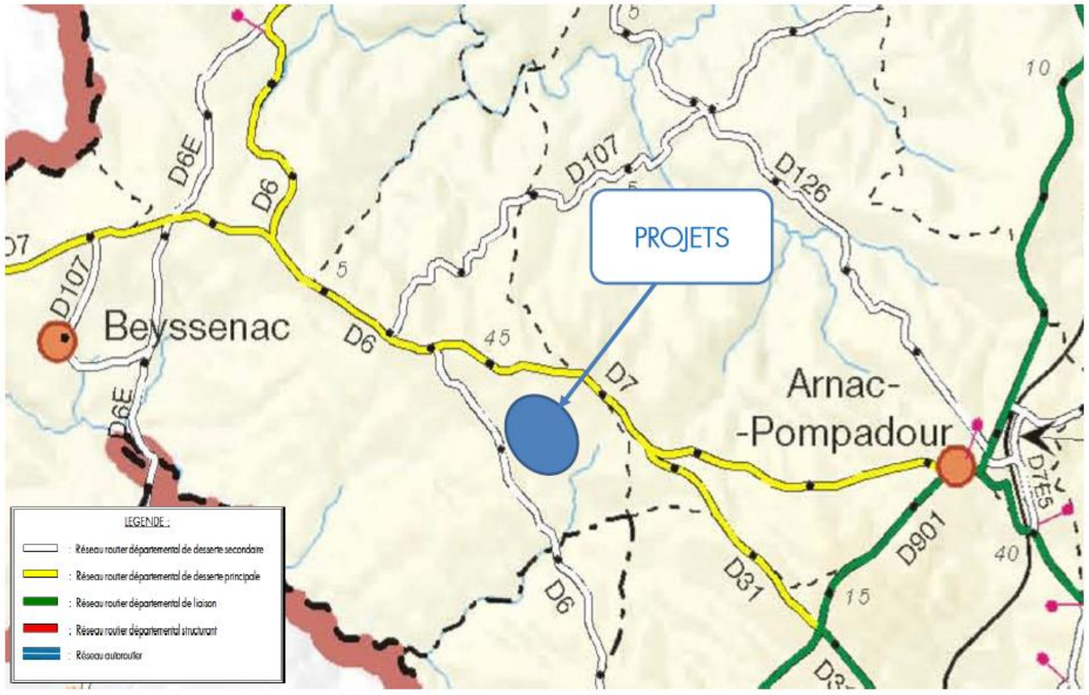
Pour réponse, vous trouverez ci-dessous, le lien vers le Règlement de la Voirie Départementale en vigueur : https://www.correze.fr/sites/default/files/reglement_voirie_departementale_0.pdf

L'article 19 de celui-ci (pages 14 à 16), "Prise en compte des intérêts de la voirie départementale dans les dossiers d'application du droit des sols (ADS)" détermine pour chaque catégorie de route départementale, l'ensemble des mesures conservatoires et les conditions d'autorisation (recul, autorisation d'accès, aménagements susceptibles d'être imposés,…).

Pour votre projet, veuillez-vous reporter au document ci-après, où apparaissent les Routes Départementales dans les secteurs concernés. Vous y trouverez également les informations relatives aux catégories de route de notre réseau.

Les conditions d'accès directs au réseau routier devront faire l'objet d'un avis préalable des Services du Conseil Départemental de la Corrèze. De même, l'hypothétique traitement des eaux pluviales de la zone devra être approuvé par nos services.

Cartographie des Routes Départementales dans la zone d'étude



En complément, le tableau ci-dessous et quelques chiffres, précisant les principales Routes Départementales concernées à proximité de l'aire d'étude :

Réseau Structurant	Réseau de liaison	Réseau de desserte principale	Réseau de desserte secondaire
	RD 31 RD 901	RD 6 RD 7 RD 31	RD 6 RD 6E RD 107 RD 126

- La RD 901, sur sa section inscrite au réseau routier liaison, supporte un Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) de 3804 véhicules/jour dont 6.6% de PL.
- La RD 31, sur sa section inscrite au réseau routier liaison, supporte un Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) de 369 véhicules/jour dont 7.2% de PL
- Les autres routes à proximité du projet (desserte secondaire, voies communales), sont des voies secondaires qui supportent un faible trafic, local la plupart du temps, inférieur au seuil de 500 véhicules/jour.
- Le Conseil Départemental n'a pour l'heure, aucun projet lié aux mobilités et transport dans la zone étudiée.
- Sur les 5 dernières années, et sur le territoire étudié, nous n'observons pas d'accidentalité significative.

RTE – GMR Massif Central Ouest

VOS RÉF.

NOS RÉF. 19NC-25-240
LE-MAIN-CM-TOU-GMR MCO-APPUIS-24-104

INTERLOCUTEUR M. Gilles MAZET

TÉLÉPHONE 04 71 63 99 00

E-MAIL rte-gmr-mco@rte-france.com

SARL CORIEAULYS

1, avenue Michel ANGE
63000 CLEMONT-FERRAND

A l'attention de Mme Victoria DEMETTRE

OBJET Demande de renseignements – Projet ombrières Agrivoltaïques
Communes de BEYSSENAC (19)

Aurillac, 20/05/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis pour avis la demande de renseignement en vue d'un projet d'ombrières agrivoltaïques sur la commune de BEYSSENAC en Corrèze.

Nous vous informons que le projet tel que décrit sur votre consultation n'est pas directement dans l'emprise des ouvrages électriques, aériens de tension HTB*, exploités par nos services sur le territoire de cette commune.

Dans ces conditions, nous n'avons pas d'observation à formuler sur cette affaire.

Nous vous précisons enfin que cette réponse vaut uniquement pour les ouvrages dont RTE est gestionnaire (ouvrages dont la tension est supérieure à 50 kV), et qu'il peut exister, sur le(s) terrain(s) d'assiette de la construction projetée, des ouvrages de distribution d'énergie électriques ou des ouvrages de transport et de distribution de gaz qui dépendent d'autres exploitants (ENEDIS, GRDF, régies…). Nous vous invitons donc à vous rapprocher de ces derniers pour obtenir toutes les informations utiles.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre profonde considération.

RTE Réseau de Transport d'Electricité
GMR Massif Central Ouest
5, rue Lavoisier – CS 60401
15004 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 63 99 00 – Fax 04 71 63 99 90

* HTB : Tension supérieure à 50 000 Volts

Centre Maintenance Toulouse
GMR MASSIF CENTRAL OUEST
5 rue Lavoisier - CS 60401
15004 AURILLAC CEDEX
TEL. : 04 71 63 99 00 - FAX : 04 71 63 99 90

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S. Nanterre 444 619 258

www.rte-france.com

afaq ISO 14001 Environnement

ARS Nouvelle-Aquitaine - Délégation Départemental de la Corrèze

marie-laure.wasier@corieaulys.fr

De: GIBRAT, Philippe (ARS-NA/DD19) <Philippe.GIBRAT@ars.sante.fr>
Envoyé: jeudi 5 juin 2025 08:42
À: victoria.demettre@corieaulys.fr
Cc: PERRIER, Stéphane (ARS-NA/DD19); RASSELET, Mathilde (ARS-NA/DD19)
Objet: projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19)
Pièces jointes: PAYZAC_Le Pont Neuf.pdf

Bonjour Madame,
Comme suite à votre courrier du 15 mai 2025 relatif au projet d'ombrières agrivoltaïques de Beyssenac (Corrèze, 19) vous trouverez ci-dessous les préconisations de l'Agence Régionale de Santé :

Le projet est situé dans le bassin versant de la prise d'eau potable sur la rivière AUVEZERE au lieu-dit le Pont Neuf commune de Payzac 24, il conviendra donc de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter une pollution des eaux de surface notamment durant la phase travaux.
La DUP de protection est en pièce jointe.

Lutte contre l'ambroisie :
Lors de la phase de défrichement et **lors de la phase travaux** pour ce projet agrivoltaïque, il conviendra d'éviter toute prolifération des plantes allergènes notamment l'ambroisie.
L'ambroisie est une plante invasive à pollen très allergisant.
Un arrêté fixant les modalités de surveillance, de prévention et de lutte contre les ambroisies en Corrèze a été promulgué le 30 mai 2022 comprenant notamment les mesures suivantes :
• l'obligation de mettre en œuvre les mesures permettant de lutter contre les ambroisies : élimination (arrachage, fauchage, tonte…) des pieds d'ambroisie avant pollinisation et grenaison,
• l'obligation applicable sur toutes surfaces y compris les domaines publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les terrains des entreprises (agriculture, carrières notamment) et les propriétés de particuliers,
• l'élimination non-chimique de l'ambroisie à privilégier.

La commune de **Beyssenac** n'est pas encore **officiellement** colonisée par le moustique tigre, toutefois, il conviendra de prévoir une gestion des eaux pluviales appropriée et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter la prolifération du moustique tigre, en veillant à ne pas créer des eaux stagnantes pouvant contribuer à la création de gites larvaires pour ce moustique tigre, comme par exemple, au niveau des regards techniques.

Bonne réception
Cordialement

Philippe GIBRAT
Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire
Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA CORREZE
Département santé environnement
Adresse postale : 103 bis rue Belleville CS 91704 33063 Bordeaux Cedex
05 55 20 42 25 | **07 60 64 26 49**
Courriel : philippe.gibrat@ars.sante.fr
Cité administrative Etage 3
Place Martial Brigouleix
19011 TULLE CEDEX
www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr